CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

7^e LégislaturePREMIÈRE SESSION ORDINAIRE DE 1982-1983
(122^e SÉANCE)

COMpte RENDU INTEGRAL

2^e Séance du Vendredi 17 Décembre 1982.

SOMMAIRE

PRÉSIDENCE DE M. MARTIN MALVY

1. — Aménagement de l'ordre du jour (p. 8471).

MM. Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer; le président.

2. — Organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale. — Discussion, en troisième et dernière lecture, d'un projet de loi (p. 8471).

M. Roger Rouquette, suppléant; M. Popereau, rapporteur de la commission des lois.

M. Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer.

DERNIER TEXTE VOTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE (p. 8473)

Voté sur l'ensemble (p. 8479).

Explication de vote.

MM. Toubon, Moulinet.

Adoption de l'ensemble du projet de loi, tel qu'il résulte du dernier texte voté par l'Assemblée nationale.

3. — Election des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille. — Discussion, en troisième et dernière lecture, d'un projet de loi (p. 8480).

M. Roger Rouquette, suppléant; M. Popereau, rapporteur de la commission des lois.

DERNIER TEXTE VOTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE (p. 8480)

Voté sur l'ensemble (p. 8487).

Explications de vote.

MM. Toubon,

Estier,

Duclos.

M. Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer.

Adoption de l'ensemble du projet de loi, tel qu'il résulte du dernier texte voté par l'Assemblée nationale.

M. Moulinet.

Rappel au règlement (p. 8462).

MM. Toubon, le président.

Suspension et reprise de la séance (p. 8462).

4. — Election des conseils municipaux dans les communes de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française. — Discussion, en deuxième lecture, d'un projet de loi (p. 8462).

M. Pidjot, rapporteur de la commission des lois.

Passage à la discussion des articles.

Article 1^{er} (p. 8463).

MM. le rapporteur, Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer.

Adoption de l'article 1^{er}.

Articles 2 et 4. — Adoption (p. 8463).

5. — Commémoration de l'abolition de l'esclavage. — Discussion d'un projet de loi adopté par le Sénat (p. 8483).

M. René Rouquet, rapporteur de la commission des lois.

M. Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer.

Discussion générale.

MM. Jacques Brunhes,

Sablé, le secrétaire d'Etat, le président,

Césaire,

Fontaine,

Montoussamy,

Esdras.

Clôture de la discussion générale.

M. le secrétaire d'Etat.

Article unique (p. 8493).

Amendement n° 1 de la commission des lois, avec les sous-amendements n° 3 et 4 de M. Montoussamy, et amendement n° 2 de M. Esdras. MM. le président, Esdras, le rapporteur, le secrétaire d'Etat, Montoussamy, Fontaine, Sablé. — Retrait des deux sous-amendements.

M. Sablé, Hory. — Adoption de l'amendement n° 1, qui devient l'article unique ; l'amendement n° 2 n'a plus d'objet.

6. — Couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse. — Communication relative à la désignation d'une commission mixte paritaire (p. 8496).

Suspension et reprise de la séance (p. 8496).

7. — Renouvellement des baux commerciaux en 1963. — Discussion, après déclaration d'urgence, d'un projet de loi (p. 8496).

M. Massot, rapporteur de la commission des lois.

M. Delella, ministre du commerce et de l'artisanat.

Article unique. — Adoption (p. 8497).

8. — Formation professionnelle des artisans. — Discussion, en deuxième lecture, d'un projet de loi (p. 8498).

Mme Marie Jacq, rapporteur de la commission des affaires culturelles.

M. Delella, ministre du commerce et de l'artisanat.

Passage à la discussion des articles.

Article 1^{er} à 5. — Adoption (p. 8499).

Article 8. — Adoption (p. 8499).

Vote sur l'ensemble (p. 8499).

Explications de vote :

Mme Eliane Provost.

M. Jacques Brunhes.

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

9. — Aménagement de l'ordre du jour (p. 8500).

10. — Dépôt d'un projet de loi (p. 8500).

11. — Dépôt de rapports (p. 8500).

12. — Dépôt d'un projet de loi modifié par le Sénat (p. 8500).

13. — Dépôt d'un projet de loi rejeté par le Sénat (p. 8500).

14. — Ordre du jour (p. 8500).

PRÉSIDENCE DE M. MARTIN MALVY,

vice-président.

La séance est ouverte à seize heures.

M. le président. La séance est ouverte.

AMENAGEMENT DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès de M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer.

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. Monsieur le président, mesdames, messieurs les députés, à la demande de la commission des affaires étrangères de votre assemblée, ainsi que de son rapporteur, le Gouvernement vous prie de bien vouloir examiner, dès samedi matin, neuf heures trente, deux conventions passées avec le Royaume de Belgique, l'une sur l'assistance mutuelle en cas de catastrophes ou d'accidents graves, n° 976, 1243, l'autre au sujet de l'amélioration de la Lynnitoienne entre Dédembourg et Menin, n° 1135, 1247, ainsi que trois conventions tendant à éviter les doubles impositions, l'une avec le Royaume d'Arabie saoudite, n° 1136, l'autre avec le Koweït, n° 1137, et la troisième avec la République de Chypre, n° 1138, dont l'examen avait été initialement prévu pour samedi après-midi.

M. le président. Acte est donné de cet aménagement de l'ordre du jour.

— 2 —

ORGANISATION ADMINISTRATIVE DE PARIS, MARSEILLE, LYON ET DES ETABLISSEMENTS PUBLICS DE COOPERATION INTERCOMMUNALE

Discussion, en troisième et dernière lecture, d'un projet de loi.

M. le président. M. le président de l'Assemblée nationale a reçu de M. le Premier ministre la lettre suivante :

Paris, le 16 décembre 1962.

Monsieur le président,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte du projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale, adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture dans sa séance du 9 décembre 1962 et rejeté par le Sénat dans sa séance du 15 décembre 1962.

Conformément aux dispositions de l'article 45, alinéa 4, de la Constitution, je demande à l'Assemblée de bien vouloir statuer définitivement.

Je vous prie d'agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

En conséquence, l'ordre du jour appelle la discussion de ce projet de loi en troisième et dernière lecture (n° 1305, 1309).

La parole est à M. Roger Rouquette, suppléant M. Poperen, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

M. Roger Rouquette, rapporteur suppléant. Mesdames, messieurs, le Sénat a repoussé le mercredi 15 décembre le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon, et des établissements publics de coopération intercommunale.

L'Assemblée nationale est donc saisie par le Gouvernement d'une demande tendant à ce qu'elle statue définitivement, conformément à l'article 45, alinéa 4, de la Constitution. Notre assemblée peut reprendre soit le texte élaboré par la commission mixte, soit le dernier texte voté par elle, modifié le cas échéant par un ou plusieurs des amendements adoptés par le Sénat.

En l'espèce, la commission mixte paritaire n'étant pas parvenue à l'adoption d'un texte commun et le Sénat ayant rejeté le projet, votre rapporteur ne peut que vous demander de confirmer votre décision précédente en adoptant le texte voté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture.

M. le président. Personne ne demande la parole dans la discussion générale ?

La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer.

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. Appelé à examiner en seconde lecture le projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon, le Sénat a, comme vous le savez, opposé pour la seconde fois la question préalable, en dépit des modifications apportées au projet de loi par votre assemblée lors de sa deuxième lecture. Ces modifications tenaient pourtant largement compte des observations ou critiques formulées par le Sénat, qui a opposé une seconde fois au texte un rejet global.

Au moment où s'achève l'examen de ce projet de loi, je tiens, au nom de M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, à souligner la qualité du travail accompli par votre assemblée et par votre rapporteur.

Les modifications apportées auront permis d'améliorer sensiblement les dispositions du texte, notamment sur trois points.

En premier lieu, elles complètent le texte, corrigent des imperfections et évitent des ambiguïtés sur la portée de certaines dispositions.

En second lieu, les compétences des conseils d'arrondissement ont été précisées et, surtout, les procédures et les règles d'exercice ont été simplifiées, tout spécialement en matière budgétaire.

Enfin, vos travaux ont permis de clarifier les relations à établir avec ce nouvel organe de la commune que le conseil d'arrondissement ainsi qu'avec les associations. Le texte garantit les droits des associations sans qu'il soit porté atteinte aux prérogatives des élus de l'arrondissement ou des élus municipaux.

Ces différentes modifications sont la preuve que le Gouvernement a eu le souci de tenir compte des observations qui lui ont été faites et que la volonté de dialogue ne lui a jamais fait défaut tout au long de ces débats.

Les amendements apportés au texte permettront à cette réforme de s'appliquer dans les meilleures conditions. Celle-ci — on asemble parfois l'oublier — va rapprocher le pouvoir des citoyens non seulement dans les trois plus grandes villes de France, mais également dans les neuf agglomérations dotées d'une communauté urbaine, ainsi que dans les communes issues d'une fusion.

M. le président. La commission mixte paritaire n'étant pas parvenue à l'adoption d'un texte commun, l'Assemblée est appelée à se prononcer sur le dernier texte voté par elle.

Je donne lecture de ce texte :

CHAPITRE I^{er}

Dispositions communes à Paris, Marseille et Lyon.

« Art. 1^{er}. — Les communes de Paris, Marseille et Lyon sont soumises aux règles applicables aux communes, sous réserve des dispositions de la présente loi et des autres dispositions législatives qui leur sont propres.

« Les affaires des communes de Paris, Marseille et Lyon sont réglées par un conseil municipal et, pour certaines attributions limitativement définies par la présente loi, par des conseils d'arrondissement.

« Les délibérations des conseils municipaux sont préparées et exécutées par le maire de la commune, celles de chaque conseil d'arrondissement par le maire d'arrondissement. »

SECTION I

Des conseils d'arrondissement.

« Art. 2. — Les communes de Paris, Marseille et Lyon sont respectivement divisées en vingt, seize et neuf arrondissements municipaux.

« Les limites de ces arrondissements, telles qu'elles sont fixées à la date de publication de la présente loi, ne peuvent être modifiées que par décret en Conseil d'Etat, pris après avis conforme du conseil municipal. »

« Art. 3. — Dans chaque arrondissement ou groupe d'arrondissements mentionnés aux tableaux annexés à la présente loi, il est créé un conseil d'arrondissement. Le conseil d'arrondissement se réunit à la mairie d'arrondissement ou à l'une des mairies situées dans le groupe d'arrondissements.

« Lorsqu'un conseil d'arrondissement est créé pour un groupe d'arrondissements, il exerce, pour les arrondissements du groupe, les attributions dévolues, par le présent chapitre, au conseil d'arrondissement. Les dispositions du présent chapitre relatives à l'arrondissement sont applicables au groupe d'arrondissements. »

« Art. 4. — Le conseil d'arrondissement est composé des conseillers municipaux et des conseillers d'arrondissement élus dans l'arrondissement ou le groupe d'arrondissements, dans les conditions prévues par le code électoral.

« Le nombre des conseillers d'arrondissement est le double de celui des conseillers municipaux, sans toutefois pouvoir être inférieur à dix ni supérieur à quarante. »

« Art. 5. — Le conseil d'arrondissement est présidé par le maire d'arrondissement. Celui-ci est élu au sein du conseil d'arrondissement parmi les membres du conseil municipal. Les fonctions de maire de la commune et de maire d'arrondissement sont incompatibles.

« L'élection du maire d'arrondissement qui suit le renouvellement général du conseil municipal a lieu huit jours après celle du maire de la commune. Le conseil d'arrondissement est, à cette occasion, exceptionnellement convoqué par le maire de la commune.

« Le conseil d'arrondissement désigne également en son sein parmi les conseillers municipaux et les conseillers d'arrondissement, un ou plusieurs adjoints. Le nombre de ceux-ci ne peut excéder 30 p. 100 du nombre total des membres du conseil d'arrondissement. L'un des adjoints au moins doit être conseiller municipal.

« Sous réserve des dispositions des alinéas précédents, sont applicables au maire d'arrondissement et à ses adjoints les dispositions des articles L. 122-4, L. 122-5, premier et deuxième

alinéas, L. 122-6, L. 122-8, L. 122-9, premier, deuxième et troisième alinéas, L. 122-10, L. 122-15 et L. 122-17 du code des communes. En cas d'application de l'article L. 122-10 du code des communes, le représentant de l'Etat informe le maire de la commune de la démission du maire d'arrondissement ou de ses adjoints.

« L'élection du maire d'arrondissement et de ses adjoints peut être arguée de nullité dans les conditions, formes et délais prescrits pour les réclamations contre les élections du conseil municipal. Lorsque l'élection est annulée ou que, pour toute autre cause, le maire d'arrondissement ou ses adjoints ont cessé leurs fonctions, le conseil d'arrondissement est convoqué pour procéder au remplacement dans le délai de quinzaine. »

« Art. 6. — Le conseil d'arrondissement peut adresser des questions écrites au maire de la commune sur toute affaire intéressant l'arrondissement. En l'absence de réponse écrite dans un délai de trois mois, la question est inscrite de droit à l'ordre du jour de la séance du conseil municipal qui suit l'expiration de ce délai. Le conseil municipal fixe les conditions de publicité des questions et des réponses.

« A la demande du conseil d'arrondissement, le conseil municipal débat de toute affaire intéressant l'arrondissement. Les questions soumises à débat sont adressées au maire de la commune huit jours au moins avant la séance du conseil municipal.

« Le temps consacré par le conseil municipal aux questions posées par les conseils d'arrondissement en application des deux alinéas précédents ne peut excéder deux heures par séance. En l'absence d'inscription à l'ordre du jour d'une question orale dans un délai de trois mois à compter de l'envoi de la proposition, la question est inscrite de droit à l'ordre du jour de la séance du conseil municipal qui suit l'expiration du délai.

« Le conseil d'arrondissement peut émettre des vœux sur tous les objets intéressant l'arrondissement. »

« Art. 7. — Supprimé. »

« Art. 8. — Préalablement à leur examen par le conseil municipal et sous réserve des règles particulières à l'élaboration du budget de la commune fixées à la section III du présent chapitre, le conseil d'arrondissement est saisi pour avis des rapports de présentation et des projets de délibération concernant les affaires dont l'exécution est prévue, en tout ou partie, dans les limites de l'arrondissement.

« Le conseil d'arrondissement émet son avis dans le délai fixé par le maire de la commune. Sauf urgence dûment constatée par le conseil municipal, ce délai ne peut être inférieur à quinze jours, à compter de la saisine du conseil d'arrondissement. A défaut d'avis émis dans ce délai, le conseil municipal délibère.

« Le conseil d'arrondissement se fait communiquer les pièces relatives aux affaires qui lui sont soumises. L'avis du conseil d'arrondissement ou, à défaut, le document prouvant qu'il a été saisi dans les délais, est joint au projet de délibération et est annexé à la délibération du conseil municipal. »

« Art. 9. — Le conseil municipal consulte, dans les délais prévus à l'article précédent, le conseil d'arrondissement sur le montant des subventions que le conseil municipal se propose d'attribuer aux associations dont l'activité s'exerce dans le seul arrondissement, ou au profit des seuls habitants de l'arrondissement, quel que soit le siège de ces associations. L'avis du conseil d'arrondissement ne peut avoir pour effet de majorer le montant global des crédits consacrés par le budget communal aux associations visées ci-dessus. A défaut d'avis émis dans les délais fixés, le conseil municipal délibère. »

« Art. 10. — Le conseil d'arrondissement est consulté par le maire de la commune, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, avant toute délibération du conseil municipal portant sur l'établissement, la révision ou la modification du plan d'occupation des sols, ainsi que sur les projets de zone d'habitation, de zone de rénovation urbaine, de zone de réhabilitation, de zone industrielle et de zone artisanale, dont la réalisation est prévue en tout ou partie, dans les limites de l'arrondissement. Les mêmes dispositions sont applicables aux zones d'aménagement différé et en cas de suppression de la zone d'intervention foncière ou de réduction de sa superficie.

« Les avis émis en vertu de l'alinéa précédent sont joints au dossier de l'opération en cause et, le cas échéant, au dossier soumis à enquête publique ou mis à la disposition du public. »

« Art. 11. — Suppression maintenue. »

« Art. 12. — Le conseil d'arrondissement délibère sur l'implantation et le programme d'aménagement des crèches, jardins d'enfants, haltes-garderies, maisons de jeunes, clubs de jeunes, maisons de quartier, espaces verts dont la superficie est inférieure

à un hectare, bains-douches, gymnases, stades et terrains d'éducation physique et de tout équipement équivalent ayant le même objet et le même régime juridique, quelle qu'en soit la dénomination, lorsque ces équipements sont principalement destinés aux habitants de l'arrondissement. La réalisation de ces équipements est subordonnée à la décision du conseil municipal prise dans les conditions prévues à l'article 26 de la présente loi.

« Le conseil d'arrondissement gère les équipements mentionnés à l'alinéa précédent, sous réserve des dispositions de l'article 17. Lorsque ces équipements sont réalisés dans les zones visées à l'article 10, leur gestion relève de la compétence du conseil d'arrondissement après leur achèvement.

« Toutefois, les équipements dont la gestion a été confiée à des tiers avant le 5 octobre 1962 demeurent de la compétence du conseil municipal, pour la durée de la convention passée avec le gestionnaire ainsi qu'en cas de renouvellement de celle-ci par le conseil municipal. En outre, certains équipements relevant de l'une des catégories mentionnées au premier alinéa peuvent, en raison de leur nature ou de leurs modalités de gestion, demeurer de la compétence du conseil municipal, lorsqu'il en est décidé ainsi par arrêté du représentant de l'Etat dans le département, pris après avis du président du tribunal administratif.

« Le conseil d'arrondissement supporte les dépenses de fonctionnement, à l'exclusion des dépenses de personnel et des frais financiers, relatives à la gestion des équipements transférés en application des alinéas précédents, ainsi que celles relatives aux locaux administratifs, aux biens mobiliers et aux matériels mis à sa disposition pour l'exercice de ses attributions. »

« Art. 13. — Le conseil municipal peut, en outre, déléguer au conseil d'arrondissement, avec l'accord de celui-ci, la gestion de tout équipement ou service de la commune. Ces délégations prennent fin de plein droit au prochain renouvellement du conseil municipal. Lorsqu'une telle délégation a été faite à un conseil d'arrondissement, cette délégation est accordée de droit aux autres conseils d'arrondissement qui le demandent. »

« Art. 14. — L'inventaire des équipements dont les conseils d'arrondissement ont la charge en application des dispositions qui précèdent est dressé pour chaque commune et, le cas échéant, modifié, par délibérations, concordantes du conseil municipal et du conseil d'arrondissement intéressé.

« Lorsque la réalisation d'un équipement relevant de l'une des catégories mentionnées à l'article 12 est envisagée, le conseil municipal et le conseil d'arrondissement intéressé sont appelés à délibérer sur la modification de l'inventaire des équipements.

« En cas de désaccord entre le conseil municipal et le conseil d'arrondissement sur l'inscription à l'inventaire d'un équipement relevant de l'une des catégories mentionnées à l'article 12, il est statué par arrêté du représentant de l'Etat dans le département, pris après avis du président du tribunal administratif. »

« Art. 15. — Le conseil d'arrondissement procède, en son sein, à la désignation des représentants de la commune dans les organismes dont le champ d'action est limité à l'arrondissement et où la commune doit être représentée en vertu de dispositions applicables à ces organismes. »

« Art. 16. — Les logements dont l'attribution relève de la commune et qui sont situés dans l'arrondissement sont attribués pour moitié par le maire d'arrondissement et pour moitié par le maire de la commune.

« Les logements dont l'attribution relève de la commune et qui sont situés hors du territoire communal sont attribués par une commission municipale (comprenant, en nombre égal, des représentants des maires d'arrondissement et des représentants du maire de la commune, désignés parmi les conseillers élus.

« Les dispositions des deux alinéas précédents sont, en outre, applicables aux décisions ou propositions d'attribution qui incombent à la commune pour les logements qui lui sont réservés par convention.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article. »

« Art. 17. — Le conseil d'arrondissement est consulté sur les conditions générales d'admission dans les crèches, les écoles maternelles, les résidences pour personnes âgées et foyers-logements relevant de la commune, confiés par celle-ci à un tiers ou gérés par un établissement public dépendant de la commune.

« Une commission mixte composée d'un nombre égal de représentants du maire d'arrondissement et du maire de la commune, désignés parmi les conseillers élus, définit les conditions générales d'admission aux équipements sportifs principalement destinés aux habitants de l'arrondissement, ainsi que les conditions générales d'utilisation de ces équipements. Elle est, en outre,

consultée par le conseil d'arrondissement sur les conditions générales d'admission aux équipements mentionnés aux articles 12 et 13, ainsi que sur les conditions générales d'utilisation de ces équipements. »

« Art. 17 bis. — Les associations participent à la vie municipale. Dans chaque arrondissement est créé un comité d'initiative et de consultation d'arrondissement.

« Celui-ci réunit les représentants des associations locales ou membres de fédérations ou confédérations nationales qui en font la demande et qui exercent leur activité dans l'arrondissement.

« Au cours d'une séance par trimestre au moins, les représentants de ces associations participent, s'ils le sollicitent, aux débats du conseil d'arrondissement, avec voix consultative. Ils y exposent toute question intéressant leur domaine d'activité dans l'arrondissement et peuvent faire toute proposition à cet égard.

« Le conseil d'arrondissement en délibère en leur présence.

« A cette fin, les associations doivent notifier, au préalable, au maire de l'arrondissement, le ou les sujets sur lesquels elles souhaitent débattre.

« Le calendrier des débats avec les associations susmentionnées est défini par le conseil d'arrondissement en liaison avec le comité d'initiative et de consultation d'arrondissement. Le conseil d'arrondissement met à la disposition du comité d'initiative et de consultation d'arrondissement toute information nécessaire à la préparation de ces débats. »

« Art. 17 ter. — Les conseils d'arrondissement peuvent être réunis à la demande du maire de la commune. Le maire de la commune est entendu, à sa demande, par les conseils d'arrondissement. »

« Art. 18. — Supprimé. »

« Art. 19. — Sous réserve des dispositions de la présente loi, les règles relatives aux délibérations et au fonctionnement des conseils municipaux ainsi que les règles qui s'imposent aux conseils municipaux dans l'exercice de leurs compétences s'appliquent aux conseils d'arrondissement pour l'exercice des attributions qui leur sont confiées par la présente loi.

« En outre, sont applicables aux conseillers d'arrondissement les dispositions des articles L. 121-21 et L. 121-23 du code des communes et à tous les membres du conseil d'arrondissement les articles L. 121-24 et L. 121-25 du code des communes.

« En cas de démission d'un conseiller d'arrondissement, le maire d'arrondissement en informe le maire de la commune dès réception de la démission. »

« Art. 20. — Les articles 2, 3 et 4 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1962 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions sont applicables, sous réserve des dispositions ci-après, aux délibérations des conseils d'arrondissement, à l'exclusion de celles prises en application de la section III du présent chapitre et des avis émis par ces conseils.

« Les délibérations des conseils d'arrondissement sont adressées au maire de la commune. Celui-ci les transmet au représentant de l'Etat dans le département dans la quinzaine qui suit leur réception et informe dans les quarante-huit heures le maire d'arrondissement de cette transmission.

« Dans le même délai de quinze jours, le maire de la commune, s'il ne transmet pas au représentant de l'Etat dans le département la délibération du conseil d'arrondissement, demande à ce dernier une seconde lecture. Cette demande doit être motivée. Le maire de la commune transmet au représentant de l'Etat la nouvelle délibération du conseil d'arrondissement dans la quinzaine suivant sa réception et informe dans les quarante-huit heures le maire d'arrondissement de cette transmission.

« Lorsque le maire d'arrondissement n'a pas été informé dans les délais prescrits de la transmission de la délibération, il peut adresser celle-ci directement au représentant de l'Etat dans le département.

« Sans préjudice du recours dont dispose le représentant de l'Etat, le maire de la commune peut déférer au tribunal administratif une délibération ayant donné lieu à une seconde lecture en application du troisième alinéa, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle il a reçu cette délibération. Si ce recours est assorti d'une demande de sursis à exécution et si l'un des moyens invoqués à son appui paraît, en l'état de l'instruction, sérieux et de nature à justifier l'annulation de la délibération attaquée, le président du tribunal administratif ou un membre du tribunal administratif délégué à cet effet prononce le sursis dans les quarante-huit heures. La décision relative au sursis est susceptible d'appel devant le Conseil d'Etat dans la quinzaine de sa notification. En ce cas, le président de la section du contentieux du Conseil d'Etat ou un conseiller d'Etat délégué à cet effet statue dans un délai de quarante-huit heures. »

SECTION II

Des maires d'arrondissement.

« Art. 21. — Le maire d'arrondissement et ses adjoints sont chargés, dans l'arrondissement, des attributions relevant du maire en matière d'état civil, d'affaires scolaires liées au respect de l'obligation scolaire ainsi qu'en application des dispositions du code du service national.

« Le maire d'arrondissement et ses adjoints sont officiers d'état civil dans l'arrondissement. Toutefois, le maire de la commune et ses adjoints peuvent exercer leurs fonctions d'officier d'état civil sur l'ensemble du territoire de la commune.

« Le maire d'arrondissement ou son représentant participe avec voix consultative aux travaux des commissions instituées par l'article L. 17 du code électoral.

« Le maire d'arrondissement dispose des mêmes attributions que celles qui sont reconnues aux maires par l'article L. 36 du code électoral.

« Le maire de la commune peut, en outre, déléguer au maire d'arrondissement certaines de ses attributions en matière d'élections à l'exception de celles relatives à la révision annuelle des listes électorales. Lorsqu'une telle délégation a été accordée à un maire d'arrondissement, cette délégation est accordée de droit aux autres maires d'arrondissement sur leur demande. »

« Art. 22. — Le maire d'arrondissement peut donner délégation aux adjoints dans les conditions prévues par les deux premiers alinéas de l'article L. 122-11 du code des communes.

« Dans les cas prévus par l'article L. 122-13 du code des communes, le maire d'arrondissement est remplacé par un de ses adjoints membres du conseil municipal ou, à défaut, par un autre adjoint ou, à défaut d'adjoint, par tout autre membre du conseil d'arrondissement désigné par le conseil d'arrondissement. »

« Art. 23. — Dans les arrondissements où est créée une caisse des écoles, le maire d'arrondissement préside cet organisme. Les représentants de la commune dans cet organisme sont désignés par le maire d'arrondissement parmi les membres du conseil d'arrondissement.

« Le maire d'arrondissement émet un avis sur toute autorisation d'utilisation du sol dans l'arrondissement délivrée par le maire de la commune et au nom de celle-ci en application des dispositions du code de l'urbanisme ainsi que sur toute permission de voirie sur le domaine public dans l'arrondissement délivrée par le maire de la commune en application du code des communes.

« Le maire d'arrondissement donne son avis sur toute acquisition ou aliénation d'immeubles ou de droits immobiliers réalisés par la commune dans l'arrondissement ainsi que sur tout changement d'affectation d'un immeuble communal situé dans l'arrondissement. Les dispositions du présent alinéa ne sont pas applicables en cas d'exercice par la commune de son droit de préemption dans les cas prévus au code de l'urbanisme. Toutefois, le maire de la commune informe, chaque mois, le maire d'arrondissement de la suite réservée aux déclarations d'intention d'aliéner présentées en application de ces dispositions pour des immeubles situés dans l'arrondissement. »

« Art. 24. — Le maire de la commune informe le maire d'arrondissement des conditions générales de réalisation des projets d'équipement dont l'exécution est prévue, en tout ou partie, dans les limites de l'arrondissement. Le maire d'arrondissement est informé chaque semestre de l'état des admissions dans les établissements mentionnés au premier alinéa de l'article 17.

« Le maire d'arrondissement communique ces informations à la plus proche séance du conseil d'arrondissement. »

« Art. 25. — Les actes du maire d'arrondissement agissant comme autorité de l'Etat sont soumis aux mêmes règles que les actes du maire agissant en la même qualité.

« Les actes du maire d'arrondissement agissant au nom de la commune sont soumis aux mêmes règles que les actes du maire agissant en la même qualité. Toutefois, lorsque ces actes doivent être transmis au représentant de l'Etat en vertu des dispositions de l'article 2 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée précitée, les dispositions de l'article 20 de la présente loi sont applicables. »

« Art. 25 bis. — Les adjoints au maire d'arrondissement qui ne perçoivent aucune indemnité au titre du conseil municipal, reçoivent une indemnité égale à la moitié de celle attribuée aux conseillers municipaux de la commune. »

SECTION III

Du régime financier des conseils d'arrondissement et de l'emploi des personnels.

« Art. 26. — Le conseil municipal vote les dépenses d'investissement, après consultation d'une commission dénommée « conférence de programmation des équipements » composée du maire de la commune et des maires d'arrondissement.

« Une annexe du budget et une annexe du compte de la commune décrivent, par arrondissement, les dépenses d'investissement de la commune. »

« Art. 27. — Le montant total des dépenses et des recettes de fonctionnement de chaque conseil d'arrondissement est inscrit dans le budget de la commune.

« Les dépenses et les recettes de fonctionnement de chaque conseil d'arrondissement sont détaillées dans un document dénommé « état spécial d'arrondissement ». Les états spéciaux d'arrondissement sont annexés au budget de la commune. »

« Art. 28. — Les recettes de fonctionnement dont dispose le conseil d'arrondissement sont constituées d'une dotation globale ainsi que d'une allocation égale aux recettes de fonctionnement, inscrites au budget de la commune, provenant des équipements et services dont la gestion relève du conseil d'arrondissement, en vertu des articles 12 et 13.

« La dotation globale est attribuée à chaque conseil d'arrondissement pour l'exercice des attributions prévues aux articles 6 à 17^{ter} et 21 à 24 ci-dessus. Elle constitue une dépense obligatoire pour la commune. Elle est exclusive de tout autre concours budgétaire de la commune.

« Le montant total des sommes destinées aux dotations globales des arrondissements est fixé par le conseil municipal. Ces sommes sont réparties dans les conditions prévues aux articles 29 et 30. »

« Art. 29. — A défaut d'accord entre le conseil municipal et les conseils d'arrondissement sur les modalités de calcul des dotations des arrondissements, la répartition des sommes destinées à ces dotations est effectuée entre les arrondissements dans les conditions fixées ci-après.

« La dotation des arrondissements comprend deux parts.

« Les sommes affectées par le conseil municipal au titre de la première part pour l'ensemble des arrondissements ne peuvent être inférieures à 80 p. 100 du montant total des dotations des arrondissements. Ces sommes sont réparties la première année en fonction de l'importance relative des dépenses de fonctionnement, à l'exclusion des dépenses de personnel et des frais financiers, effectuées par la commune dans chacun des arrondissements, au cours des trois derniers exercices budgétaires, au titre des équipements et services qui relèveront des attributions des conseils d'arrondissement en application des dispositions du présent chapitre. L'évaluation de ces dépenses est faite de façon contradictoire par la commission prévue par l'article 26 ; en cas de désaccord du maire de la commune ou du maire d'arrondissement sur les propositions de la commission, le conseil municipal se prononce. Pour les années ultérieures, la part de chaque arrondissement est modifiée pour tenir compte des changements intervenus dans la liste des équipements ou services relevant des attributions de l'arrondissement. Le conseil municipal évalue la charge correspondant aux nouveaux équipements et services par référence à la charge des équipements ou services comparables existant dans la commune ; en l'absence de référence ou en cas de désaccord du maire d'arrondissement, cette évaluation est déterminée par le conseil municipal sur proposition de la commission prévue à l'article 26.

« Les sommes affectées par le conseil municipal au titre de la seconde part sont réparties entre les arrondissements en tenant compte des caractéristiques propres des arrondissements et, notamment, de la composition socioprofessionnelle de leur population.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article et précise notamment la proportion minimale qui revient à chaque arrondissement au titre des sommes affectées par le conseil municipal pour l'ensemble des arrondissements à la seconde part.

« Art. 30. — Le conseil municipal arrête chaque année, en application des dispositions de l'article précédent, les modalités de répartition des sommes destinées aux dotations des arrondissements et délibère sur le montant total des crédits qu'il se propose d'inscrire à ce titre au budget de la commune pour l'exercice suivant.

« Le montant de la dotation qu'il est envisagé d'attribuer sur cette base à chaque arrondissement est notifié, avant le 1^{er} novembre, au maire d'arrondissement par le maire de la commune. Celui-ci notifie en même temps le montant de l'allocation égale aux recettes de fonctionnement, visées au premier alinéa de l'article 28, que le conseil municipal se propose d'inscrire au budget de la commune pour l'exercice suivant. »

« Art. 31. — Le maire d'arrondissement adresse au maire de la commune, dans le mois qui suit la notification prévue à l'article précédent, l'état spécial de l'arrondissement adopté en équilibre réel. L'état spécial est voté par chapitre et par article.

« L'état spécial de chaque arrondissement est soumis au conseil municipal en même temps que le projet de budget de la commune.

« Le conseil municipal demande au conseil d'arrondissement de réexaminer l'état spécial lorsque le montant total des crédits destinés aux dotations des arrondissements ou le montant de l'allocation attribuée au titre des recettes de fonctionnement, fixés par le conseil municipal lors de l'examen du budget de la commune, sont différents de ceux envisagés initialement dans les conditions prévues à l'article 30, lorsque le conseil municipal estime que l'état spécial n'a pas été adopté en équilibre réel ou ne comporte pas toutes les dépenses obligatoires qui doivent y figurer, ou lorsque le conseil municipal estime que les dépenses prévues pour un équipement ou un service dont la gestion a été confiée au conseil d'arrondissement sont manifestement insuffisantes pour assurer le fonctionnement de cet équipement ou de ce service.

« Lorsqu'une seconde délibération est demandée à un ou plusieurs conseils d'arrondissement en application des alinéas précédents, le budget de la commune est adopté sans le ou les états spéciaux des arrondissements concernés. En ce cas, le ou les conseils d'arrondissement sont appelés à modifier en conséquence les états spéciaux dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de réexamen. A l'issue de ce délai, le conseil municipal arrête le ou les états spéciaux qui ne comportent pas les modifications rendues nécessaires par la délibération du conseil municipal demandant le réexamen de l'état spécial; le ou les états spéciaux, ainsi arrêtés le cas échéant, sont alors annexés au budget de la commune et deviennent exécutoires à la même date que la délibération du conseil municipal qui les a adoptés ou arrêtés.

« Lorsqu'il n'est pas fait application des dispositions des deux alinéas précédents, les états spéciaux des arrondissements sont annexés au budget de la commune et deviennent exécutoires à la même date que celui-ci.

« Les procédures de contrôle prévues pour le budget de la commune par la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée précitée s'appliquent également aux états spéciaux des arrondissements, y compris lorsque ceux-ci ne deviennent pas exécutoires en même temps que le budget de la commune en vertu des dispositions qui précèdent. »

« Art. 32. — Lorsque le maire d'arrondissement n'a pas adressé au maire de la commune l'état spécial dans le mois qui suit la notification mentionnée à l'article 30, cet état est arrêté par le conseil municipal. »

« Art. 33. — Le maire d'arrondissement engage et ordonnance les dépenses inscrites à l'état spécial lorsque celui-ci est devenu exécutoire, selon les règles applicables aux dépenses ordonnées par le maire de la commune.

« A défaut de mandatement d'une dépense obligatoire prévue au budget par le maire d'arrondissement, le maire de la commune le met en demeure d'y procéder.

« A défaut de mandatement dans le mois qui suit, le maire de la commune y procède d'office.

« Le maire d'arrondissement peut effectuer des virements d'article à article à l'intérieur du même chapitre dans la limite du cinquième de la dotation initiale du chapitre de l'état spécial. Au-delà, le virement fait l'objet d'une décision conjointe du maire de la commune et du maire d'arrondissement.

« Le comptable de la commune est chargé d'exécuter les opérations de dépenses prévues à l'état spécial de l'arrondissement. »

« Art. 34. — Jusqu'à ce que l'état spécial soit devenu exécutoire, le maire d'arrondissement peut, chaque mois, engager et ordonner les dépenses dans la limite du douzième de celles inscrites à l'état spécial de l'année précédente. »

« Art. 35. — Lors de l'examen du budget supplémentaire de la commune, les dotations des arrondissements peuvent être

modifiées par le conseil municipal, après avis d'une commission composée du maire de la commune et des maires d'arrondissement.

« Ces modifications ne peuvent être destinées à couvrir que des dépenses exceptionnelles ou imprévues qui ne peuvent être satisfaites par la dotation initiale de l'arrondissement.

« Le montant de l'allocation prévue à l'article 28 peut également être modifié lors de l'examen du budget supplémentaire.

« Lorsque la dotation ou l'allocation d'un arrondissement est modifiée en application des alinéas précédents, le budget supplémentaire de la commune est adopté sans l'état spécial de l'arrondissement concerné. En ce cas, le conseil d'arrondissement est appelé à délibérer dans un délai de quinze jours à compter de la notification du nouveau montant de la dotation ou de l'allocation de l'arrondissement sur les modifications à apporter à l'état spécial. A l'issue de ce délai, le conseil municipal arrête l'état spécial si celui-ci ne comporte pas les modifications rendues nécessaires par l'application des alinéas précédents; l'état spécial, ainsi arrêté le cas échéant, est alors annexé au budget de la commune et devient exécutoire à la même date que la délibération du conseil municipal qui l'a adopté ou arrêté.

« Le solde d'exécution de l'état spécial visé aux articles précédents est reporté de plein droit.

« Le conseil municipal se prononce sur le compte de la commune après avis de chacun des conseils d'arrondissement sur l'exécution de l'état spécial le concernant. »

« Art. 36. — L'exécution des attributions mentionnées aux articles 6 à 24 est effectuée par des agents de la commune affectés par le maire de la commune auprès du maire d'arrondissement après avis des commissions paritaires communales ou des commissions administratives paritaires compétentes et du maire d'arrondissement. En cas de désaccord entre le maire de la commune et le maire d'arrondissement sur le nombre d'agents affectés auprès de ce dernier ou leur répartition par catégorie, ce nombre ou cette répartition est fixé par délibération du conseil municipal.

« Toutefois, le secrétaire général de la mairie d'arrondissement est nommé par le maire de la commune sur proposition du maire d'arrondissement, parmi les personnels communaux. A défaut d'accord entre le maire de la commune et le maire d'arrondissement, le secrétaire général de la mairie d'arrondissement peut être choisi parmi l'ensemble des agents relevant du statut du personnel communal.

« En outre, lorsque la population de l'arrondissement est comprise entre 45 000 et 100 000 habitants, le maire nommé auprès du maire d'arrondissement, sur proposition de celui-ci, un collaborateur choisi parmi les personnels communaux. Le nombre de collaborateurs est porté à deux dans les arrondissements dont la population est comprise entre 100 001 et 150 000 habitants et à trois lorsqu'elle est au moins égale à 150 001 habitants.

« Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions de diplôme et de capacité exigées des secrétaires généraux de mairie d'arrondissement ainsi que les conditions d'affectation et d'emploi des personnels visés aux alinéas précédents. Ce décret fixe également les règles relatives aux propositions du maire d'arrondissement en matière de notation, d'avancement et de mesures disciplinaires.

« Le maire d'arrondissement dispose en outre, en tant que de besoin, des services de la commune dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. En cas de désaccord entre le maire de la commune et le maire d'arrondissement sur l'importance des services mis à disposition de ce dernier ou sur les modalités de la mise à disposition, la liste des services ou les modalités de la mise à disposition sont fixées par délibération du conseil municipal.

« Les personnels concernés par les dispositions du présent article restent régis par les statuts qui sont applicables aux personnels de la commune. »

SECTION IV

Dispositions diverses.

« Art. 37. — Supprimé. »

« Art. 38. — Le maire de la commune peut donner sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au secrétaire général de la mairie et aux responsables de services communaux.

« Le maire d'arrondissement peut, dans les mêmes conditions, donner délégation de signature au secrétaire général de la mairie d'arrondissement. »

CHAPITRE II

Dispositions particulières à Paris, Marseille ou Lyon.

« Art. 39. — Outre la commune de Paris, le territoire de la ville de Paris recouvre une seconde collectivité territoriale, le département de Paris.

« Les affaires de ces deux collectivités sont réglées par des délibérations d'une même assemblée, dénommée « conseil de Paris », présidée par le maire de Paris.

« Lorsque le conseil de Paris siège en qualité de conseil municipal, les dispositions relatives aux conseils municipaux sont applicables au conseil de Paris; lorsqu'il siège en qualité de conseil général, les dispositions relatives aux conseils généraux lui sont applicables. »

« Art. 40. — Le département de Paris est soumis aux règles applicables aux départements, sous réserve des dispositions de la présente loi et des autres dispositions législatives qui lui sont propres. »

« Art. 41. — Pour la dissolution du conseil de Paris, il est fait application des dispositions de l'article 43 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée précitée, relatives à la dissolution du conseil général.

« Cette dissolution entraîne de plein droit la dissolution des conseils d'arrondissement. »

« Art. 42. — A Paris, il est institué, dans chaque arrondissement, une commission d'admission à l'aide sociale au sein de laquelle le conseil d'arrondissement est représenté.

« En outre, le comité de gestion de chaque section d'arrondissement du bureau d'aide sociale est présidé par le maire d'arrondissement. Celui-ci notifie aux intéressés les décisions prises en matière d'admission à l'aide sociale légale. »

« Art. 43. — I — 1° Sont abrogés les articles 1^{er}, 15, 16, 18, premier et troisième alinéas, 21, premier et troisième alinéas, de la loi n° 75-1331 du 31 décembre 1975 modifiée portant réforme du régime administratif de la ville de Paris.

« 2° Sont abrogés les articles L. 184-1 à L. 184-6, L. 184-9 à L. 184-11, L. 184-17 à L. 184-24, L. 185-1 à L. 185-11 et L. 264-1 du code des communes.

« II. — 1° L'article 22 de la loi n° 75-1331 du 31 décembre 1975 précitée est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 22. — A la clôture de l'exercice, le préfet de police présente au conseil de Paris un compte administratif. »

« 2° An premier alinéa de l'article 15 de la loi n° 82-823 du 22 juillet 1982, modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, les mots : « et sous réserve des dispositions des articles 21 et 22 de la loi n° 75-1331 du 31 décembre 1975 modifiée qui demeurent en vigueur » sont supprimés.

« III. — 1° L'article L. 184-14 du code des communes et l'article 10 de la loi n° 75-1331 du 31 décembre 1975 précitée sont complétés par les mots : « et, le cas échéant, des conseils d'arrondissement ».

« 2° Le premier alinéa de l'article L. 184-15 du code des communes et la première phrase du premier alinéa de l'article 11 de la loi n° 75-1331 du 31 décembre 1975 sont complétés par les mots : « et aux conseils d'arrondissement ».

« 3° L'article L. 184-16 du code des communes et le second alinéa de l'article 11 de la loi n° 75-1331 du 31 décembre 1975 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Le conseil de Paris et les conseils d'arrondissement sont réunis à la demande du préfet de police pour délibérer des affaires relevant de la compétence de celui-ci. »

« 4° L'article L. 184-25 du code des communes et l'article 17 de la loi n° 75-1331 du 31 décembre 1975 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Le commissaire de la République du département de Paris et le préfet de police sont, dans le cadre de leurs attributions respectives, les représentants de l'Etat sur le territoire de la ville de Paris. »

« Art. 43 bis. — La dissolution du conseil municipal de Marseille ou de Lyon entraîne de plein droit la dissolution des conseils d'arrondissement de la commune concernée. »

« Art. 43 ter. — Supprimé. »

« Art. 44. — Le conseil de Paris est composé de 163 membres.

« Le conseil municipal de Marseille est composé de 101 membres.

« Le conseil municipal de Lyon est composé de 73 membres. »

CHAPITRE III

Dispositions modifiant les dispositions du code des communes relatives aux établissements publics de coopération intercommunale.

SECTION I

De la composition et du fonctionnement des conseils des communautés urbaines.

« Art. 45 A. — L'article L. 165-24 du code des communes est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. 165-24. — La communauté urbaine est administrée par un conseil, composé de délégués des communes.

« Le conseil règle par ses délibérations les affaires qui sont de la compétence de la communauté.

« Les délégués des communes directement représentées au conseil de communauté sont désignés par chaque conseil municipal en son sein. Toutefois, au cas où le nombre des conseillers municipaux est inférieur au nombre de sièges attribués à la commune, le conseil municipal peut désigner tout citoyen éligible au conseil municipal de la commune pour occuper les sièges qui ne peuvent être pourvus par des conseillers municipaux.

« Les délégués des communes non directement représentées au conseil de communauté sont désignés au sein des conseils municipaux de ces communes par un collège composé conformément aux dispositions des articles L. 165-29 et L. 165-30. Ce collège détermine, à la majorité absolue des suffrages exprimés, le mode de scrutin applicable à la désignation des délégués. »

« Art. 45. — L'article L. 165-25 du code des communes est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. 165-25. — Le conseil de communauté est composé de délégués des communes, dont le nombre est fixé :

« 1° pour l'application de l'article L. 165-26 et du I de l'article L. 165-28, conformément au tableau ci-dessous :

NOMBRE de communes.	POPULATION MUNICIPALE TOTALE de l'agglomération.			
	200 000 au plus.	200 001 à 600 000.	600 001 à 1 000 000.	Plus de 1 000 000.
20 au plus.....	50	80	90	120
21 à 50.....	70	90	120	140
Plus de 50.....	90	120	140	140

« 2° pour l'application du II de l'article L. 165-28, conformément au tableau ci-dessous :

NOMBRE DE COMMUNES	POPULATION MUNICIPALE TOTALE de l'agglomération.	
	200 000 au plus.	Plus de 200 000.
50 au plus.....	50	80
Plus de 50.....	70	100

« Art. 46. — L'article L. 165-26 du code des communes est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. 165-26. — La répartition des sièges au sein du conseil de communauté est fixée par décision des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus des trois quarts de la population totale de celles-ci, ou des trois quarts des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus des deux tiers de la population totale, cette majorité devant nécessairement comprendre les conseils municipaux des communes dont la population totale est supérieure au quart de la population totale concernée.

« Toutefois, cette répartition ne peut aboutir, sans l'accord du conseil municipal, à la diminution de la part en valeur relative de la représentation directe de cette commune dans le conseil de communauté, par rapport à celle qui résulterait de l'application du paragraphe II de l'article L. 165-28. Le nombre de sièges correspondant à cette part relative est arrondi, le cas échéant, à l'entier inférieur.

« Les délibérations nécessaires pour l'application des dispositions des alinéas précédents doivent intervenir dans un délai de trois mois à compter du renouvellement général des conseils municipaux ou du décret fixant le périmètre de l'agglomération.

« Le représentant de l'Etat dans le département rend publique la répartition ou constate que les conditions requises ne sont pas remplies. Dans ce dernier cas, il est fait application :

« a) Des dispositions du paragraphe II de l'article L. 165-28 dans les communautés urbaines dont plus de la moitié des communes ont une population municipale totale inférieure au quotient obtenu en divisant la population municipale totale de l'agglomération, telle qu'elle résulte du dernier recensement général, par le nombre total de sièges à pourvoir en application du 1^o de l'article L. 165-25.

« b) Des dispositions du paragraphe I de l'article L. 165-28 dans les autres communautés urbaines. »

« Art. 47. — L'article L. 165-28 du code des communes est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. 165-28. — I. — Les conseils municipaux intéressés se prononcent, à la majorité prévue au premier alinéa de l'article L. 165-26, sur la répartition des sièges établis selon les modalités suivantes :

« a) Un siège est attribué à chaque commune membre de la communauté ;

« b) Seules participent à la répartition des sièges restant à pourvoir les communes dont la population municipale totale est supérieure au quotient obtenu en divisant la population municipale totale de l'agglomération, telle qu'elle résulte du dernier recensement général, par le nombre total des sièges à pourvoir. Les sièges restant à pourvoir sont répartis entre ces communes suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle de la plus forte moyenne, sur la base de leur population municipale totale diminuée d'un nombre d'habitants égal au quotient mentionné à la phrase précédente ;

« c) Aucune commune membre de la communauté ne peut, sans l'accord de son conseil municipal, se voir attribuer un nombre de délégués inférieur à celui dont elle disposait à la date de publication de la loi n^o du relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale. Le nombre des délégués fixé à l'article L. 165-25 est, en tant que de besoin, augmenté pour satisfaire à la prescription du présent alinéa.

« Les délibérations nécessaires pour l'application des dispositions qui précèdent doivent intervenir dans un délai de deux mois à compter de la constatation du désaccord dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article L. 165-26.

« Le représentant de l'Etat dans le département rend publique la répartition ou constate que les conditions requises ne sont pas remplies. Dans ce dernier cas, il est fait application des dispositions du paragraphe II du présent article.

« II. — La répartition des sièges s'effectue suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste ; l'ensemble des communes dont la population municipale totale est inférieure au quotient obtenu en divisant la population municipale totale de l'agglomération, telle qu'elle résulte du dernier recensement général, par le nombre de sièges à pourvoir se voit attribuer un nombre de sièges calculé sur la population municipale totale de l'ensemble de ces communes. »

« Art. 48. — L'article L. 165-29 du code des communes est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. 165-29. — Pour l'application du paragraphe II de l'article L. 165-28, un collège, composé des maires des communes intéressées et convoqué par le représentant de l'Etat dans le département, désigne, au sein des conseils municipaux, les délégués de l'ensemble des communes dont la population municipale totale est inférieure au quotient prévu au paragraphe II de cet article.

« Dans les agglomérations comptant plus de cinquante communes, les sièges sont pourvus dans le cadre de secteurs électoraux qui sont délimités par accord entre les conseils municipaux des communes concernées.

« A défaut de cet accord dans le délai d'un mois à compter de l'acte par lequel le représentant de l'Etat dans le département constate que les conditions visées à l'article L. 165-28 ou au paragraphe I de l'article L. 165-28 ne sont pas remplies, les secteurs électoraux sont délimités par arrêté du représentant de l'Etat dans le département après avis du président du tribunal administratif.

« La population de ces secteurs ne peut être inférieure au sixième de la population municipale totale de l'ensemble des communes intéressées.

« Les sièges attribués aux communes non directement représentées sont répartis entre les secteurs suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste sur la base de la population municipale totale de l'ensemble des communes de chacun des secteurs. »

« Art. 49. — I. — Le deuxième alinéa de l'article L. 165-30 du code des communes est remplacé par les dispositions suivantes :

« Un collège composé des conseillers municipaux des communes regroupées désigne en son sein les délégués de ces communes. »

« II. — Aux premier et troisième alinéas du même article, les mots : « quotient prévu à l'article L. 165-28 » sont remplacés par les mots : « quotient prévu au paragraphe II de l'article L. 165-28 ».

« III. — Au quatrième alinéa du même article, les mots : « par décret » sont remplacés par les mots : « par arrêté du représentant de l'Etat dans le département ».

« Art. 49 bis. — Aux premier et troisième alinéas de l'article L. 165-30 du code des communes, les mots : « une population globale », sont remplacés par les mots : « une proposition municipale totale ».

« Art. 50. — Le deuxième alinéa de l'article L. 165-32 du code des communes est remplacé par les deux alinéas suivants :

« Le mandat des conseillers de la communauté expire lors de l'installation du conseil de communauté suivant le renouvellement général des conseils municipaux.

« A partir de l'installation du conseil, les fonctions de président sont assurées par le doyen d'âge jusqu'à l'élection du président du conseil de la communauté urbaine. »

« Art. 50 bis. — Dans l'article L. 165-36 du code des communes, après les mots : « dans les cas suivants », est inséré le nouvel alinéa suivant :

« — à la demande des deux tiers des maires des communes non directement représentées au conseil de communauté ; ».

« Art. 50 ter. — Après l'article L. 165-36 du code des communes, est inséré un article L. 165-36-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 165-36-1. — Le maire d'une commune non directement représentée au conseil de communauté assiste, avec voix consultative, aux séances du conseil de communauté lorsque l'ordre du jour comprend des délibérations sur des affaires dont l'exécution est prévue, en tout ou partie, dans les limites de la communes. »

« Art. 50 quater. — Après l'article L. 165-36 du code des communes, est inséré un article L. 165-36-2 ainsi rédigé :

« Art. L. 165-36-2. — Au cours d'une séance par an au moins, le conseil de communauté délibère des questions inscrites à l'ordre du jour à la demande des maires des communes qui ne sont pas directement représentées au conseil de communauté. »

« Art. 50 quinquies. — Après le premier alinéa de l'article L. 165-37 du code des communes, est inséré le nouvel alinéa suivant :

« Dans les agglomérations où n'ont pas été créés des secteurs électoraux, les mêmes dispositions s'appliquent à chaque groupement de communes mentionné à l'article L. 165-30, constitué en vue de réunir une population municipale totale égale ou supérieure au quotient. »

« Art. 51. — Suppression maintenue. »

SECTION II

Des compétences des communautés urbaines.

« Art. 52. — Les treize premiers alinéas de l'article L. 165-7 du code des communes sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Sont transférées à la communauté urbaine les compétences attribuées aux communes dans les domaines suivants :

« 1^o chartes intercommunales de développement et d'aménagement, schémas directeurs, plans d'occupation des sols ou documents d'urbanisme en tenant lieu, programmes locaux de

l'habitat, constitution de réserves foncières intéressant la communauté, les conseils municipaux devant être saisis pour avis ;

« 2° création et équipement des zones d'habitation, des zones de rénovation urbaine, des zones de réhabilitation, des zones industrielles, des zones artisanales et des zones portuaires ;

« 3° construction, aménagement et entretien des locaux scolaires dans les zones mentionnées au 2° et réalisés par la communauté ; à l'expiration d'un délai de dix ans à dater de leur mise en service, la propriété et l'entretien de ces locaux sont transférés, sur sa demande, à la commune sur le territoire de laquelle ils sont situés ; en ce cas, les conditions de prise en charge des annuités d'emprunt afférentes à ces locaux sont déterminées par délibérations concordantes du conseil de communauté et du conseil municipal intéressé ;

« 4° services de secours et de lutte contre l'incendie ;

« 5° transports urbains de voyageurs ;

« 6° lycées et collèges ;

« 7° eau, assainissement, à l'exclusion de l'hydraulique agricole, ordures ménagères ;

« 8° création de cimetières et extension des cimetières ainsi créés, fours crématoires ;

« 9° abattoirs, abattoirs marchés, marchés d'intérêt national ;

« 10° voirie et signalisation ;

« 11° parcs de stationnement.

« Lors de la création de la communauté, les communes peuvent décider, dans les conditions de majorité prévues à l'article L. 165-4, d'exclure des compétences de la communauté tout ou partie de celles relatives aux équipements ou opérations mentionnés aux 2°, 8°, 10° et 11° ci-dessus lorsque ces équipements ou ces opérations sont principalement destinés aux habitants d'une commune. »

« Art. 53. — L'article L. 165-11 du code des communes est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. 165-11. — Postérieurement à la création de la communauté, les dispositions suivantes sont applicables :

« Les communes membres de la communauté urbaine peuvent transférer, en tout ou partie, à la communauté certaines de leurs compétences.

« La communauté urbaine peut transférer, en tout ou partie, aux communes membres certaines de ses compétences.

« Les transferts de compétences mentionnés au présent article sont décidés par délibérations concordantes du conseil de communauté et de tous les conseils municipaux des communes membres.

« Ces délibérations déterminent les conditions financières et patrimoniales du transfert de compétences ainsi que l'affectation des personnels.

« Le transfert de compétences de la communauté urbaine aux communes membres entraîne le transfert des droits et obligations correspondants. Il est fait application, le cas échéant, des dispositions de l'article L. 165-20.

« Le transfert de compétences des communes à la communauté urbaine se fait selon les modalités prévues aux articles L. 165-16 à L. 165-20. »

« Art. 53 bis. — L'article L. 165-15 du code des communes est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. 165-15. — La communauté urbaine peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public.

« Dans les mêmes conditions, ces collectivités peuvent confier à la communauté urbaine la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de leurs attributions. »

« Art. 54. — Dans les communautés urbaines existant à la date de publication de la présente loi, les conseils municipaux se prononcent, à la majorité définie à l'article L. 165-4 du code des communes, dans un délai de six mois à compter de l'installation du conseil de communauté suivant le prochain renouvellement général des conseils municipaux, sur le transfert aux communes de tout ou partie des compétences, équipements ou opérations qui ne relèvent plus de la communauté urbaine en application de l'article 52 ainsi que sur le transfert à la communauté des compétences qui sont dévolues aux communautés urbaines en application de l'article 52. Les conseils municipaux délibèrent dans les mêmes conditions sur le transfert aux

communes de tout ou partie des compétences, équipements ou opérations mentionnés au treizième alinéa de l'article L. 165-7 du code des communes.

« Ces délibérations déterminent les conditions financières et patrimoniales du transfert de compétences ainsi que l'affectation des personnels.

« La répartition des personnels concernés entre les communes membres est soumise, pour avis, aux commissions paritaires de la communauté urbaine et de la ou des communes. Elle ne peut donner lieu à un dégagement des cadres. Les personnels concernés sont nommés dans un emploi de même niveau et en tenant compte de leurs droits acquis. Les communes attributaires supportent les charges financières correspondantes.

« Le transfert de compétences entraîne le transfert aux communes membres des droits et obligations correspondants. Il est fait application, le cas échéant, des dispositions de l'article L. 165-20 du code des communes.

« A défaut de décision prise dans les conditions prévues aux alinéas précédents, la communauté urbaine continue d'exercer les compétences attribuées par la loi qu'elle exerçait à la date de publication de la présente loi.

« Au-delà du délai fixé au premier alinéa ci-dessus, il est fait application des dispositions de l'article L. 165-11 du code des communes.

« Un décret en Conseil d'Etat définit, en tant que de besoin, les conditions d'application du présent article et, notamment, les modalités de rattachement à certaines communes membres des offices publics d'habitations à loyer modéré communautaires existants. »

« Art. 55. — I. — L'article L. 165-10 du code des communes est abrogé.

« II. — Dans les communautés urbaines existant à la date de publication de la présente loi, les conseils municipaux des communes membres se prononcent, dans les conditions et délais fixés à l'article précédent, sur le transfert aux communes de tout ou partie des compétences, équipements ou opérations qui avaient été transférés à la communauté urbaine en application des dispositions de l'article L. 165-10 du code des communes. »

« A défaut de décision prise dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, la communauté urbaine continue d'exercer ces compétences.

« Au-delà du délai fixé au premier alinéa de l'article précédent, il est fait application des dispositions de l'article L. 165-11 du code des communes. »

SECTION III

De la durée des syndicats de communes, des districts et des communautés urbaines.

« Art. 56. — L'article L. 163-18 du code des communes est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. 163-18. — Le syndicat est formé, soit sans fixation de terme, soit pour une durée déterminée par la décision institutive.

« Il est dissous :

« a) Soit de plein droit à l'expiration de cette durée ou à l'achèvement de l'opération qu'il avait pour objet de conduire ou à la date du transfert à un district des services en vue desquels il avait été institué ;

« b) Soit par le consentement de tous les conseils municipaux intéressés.

« Il peut être dissous, soit sur la demande motivée de la majorité de ces conseils municipaux et l'avis du bureau du conseil général, soit d'office par un décret rendu sur l'avis conforme du conseil général et du Conseil d'Etat.

« La répartition des personnels concernés entre les communes membres est soumise, pour avis, aux commissions paritaires compétentes. Elle ne peut donner lieu à un dégagement des cadres. Les personnels concernés sont nommés dans un emploi de même niveau et en tenant compte de leurs droits acquis. Les communes attributaires supportent les charges financières correspondantes.

« Le décret de dissolution détermine, sous la réserve des droits des tiers, les conditions dans lesquelles le syndicat est liquidé. »

« Art. 57. — Le deuxième alinéa de l'article L. 164-9 du code des communes est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il est dissous sur la demande de la moitié au moins des conseils municipaux représentant plus de la moitié de la population totale du district. »

« Art. 57 bis. — Avant le dernier alinéa de l'article L. 164-9 du code des communes, est inséré le nouvel alinéa suivant :

« La répartition des personnels concernés entre les communes membres est soumise, pour avis, aux commissions paritaires compétentes. Elle ne peut donner lieu à un dégagement des cadres. Les personnels concernés sont nommés dans un emploi de même niveau et en tenant compte de leurs droits acquis. Les communes tributaires supportent les charges financières correspondantes. »

« Art. 58. — I. — Les articles L. 164-10 et L. 165-39 ainsi que le troisième alinéa de l'article L. 165-38 du code des communes sont abrogés.

« II. — Dans le second alinéa de l'article L. 165-38 du code des communes, les mots : « à l'article L. 165-4 » sont remplacés par les mots : « au premier alinéa de l'article L. 165-26. »

CHAPITRE IV

Dispositions diverses.

« Art. 59. — I. — Dans les communes issues d'une fusion comptant plus de 100 000 habitants et comportant création d'une ou plusieurs communes associées, les dispositions des articles 5, deuxième, quatrième et cinquième alinéas, à 38 de la présente loi sont applicables aux communes associées.

« En ce cas, par dérogation aux dispositions des articles L. 153-5 à L. 153-7 du code des communes, il est créé pour chaque commune associée un conseil consultatif.

« Le nombre des membres du conseil consultatif de la commune associée est déterminé selon les mêmes critères de population que ceux prévus par l'article L. 121-2 du code des communes pour la composition des conseils municipaux.

« Le conseil consultatif est élu à la même date que le conseil municipal de la commune. L'élection a lieu dans les mêmes conditions et selon le même mode de scrutin que ceux applicables à l'élection du conseil municipal d'une commune de même importance que la commune associée. Le mandat de membre du conseil consultatif n'est pas incompatible avec celui de conseiller municipal.

« Le conseil consultatif est présidé par le maire délégué. Celui-ci est élu au sein du conseil consultatif. Les fonctions de maire de la commune et de maire délégué sont incompatibles. Le conseil consultatif désigne également en son sein un ou plusieurs adjoints. Le nombre de ceux-ci ne peut excéder 30 p. 100 du nombre total des membres du conseil consultatif.

« Par dérogation aux deux alinéas précédents, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal qui suit la fusion, le conseil consultatif est composé de plein droit des conseillers municipaux en exercice au moment de la fusion dans la commune associée.

« Les articles L. 153-1, 2^e, 3^e et 4^e, L. 153-2, premier alinéa, L. 153-3, L. 153-4 et L. 153-8 du code des communes sont applicables aux communes associées soumises aux dispositions qui précèdent. Le conseil consultatif se réunit à l'annexe de la mairie.

« II. — Dans les communes issues d'une fusion comportant une commune associée autres que celles visées au paragraphe I du présent article, le conseil municipal peut décider, après avis de la commission consultative ou à sa demande, d'attribuer au maire délégué et à la commission consultative tout ou partie des compétences mentionnées audit paragraphe. »

« Art. 59 bis A. — Au second alinéa de l'article 7 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée précitée, après les mots :

« Si le budget n'est pas adopté avant le 31 mars de l'exercice auquel il s'applique », sont insérés les mots : « ou avant le 15 avril de l'année du renouvellement des conseils municipaux ».

« Art. 59 bis. — L'article 60 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée précitée est complété par l'alinéa suivant :

« Les règles de fonctionnement et de contrôle applicables aux régions s'appliquent aux établissements publics régionaux qui leur sont rattachés. »

« La présente disposition est applicable à compter du 15 avril 1982. »

« Art. 59 ter. — Dans l'article L. 121-1 du code des communes, les mots : « de deux ou plusieurs adjoints » sont remplacés par les mots : « d'un ou plusieurs adjoints ».

« Art. 60. — Les dispositions des articles 26 à 35 de la présente loi sont applicables à l'exercice budgétaire 1984 et entrent en vigueur pour la préparation des états spéciaux afférents à

est exercice. Le budget des communes de Paris, Marseille et Lyon comporte, en 1983, les crédits nécessaires au fonctionnement des conseils d'arrondissement et à l'exercice de leurs attributions.

« Les conseils d'arrondissement assurent la gestion des équipements ou services qui leur sont confiés en application des articles 12 et 13 à compter de la date à laquelle le premier état spécial de l'arrondissement concerné devient exécutoire. Toutefois, l'inventaire prévu à l'article 14 est établi, pour la première fois, au plus tard dans les quatre mois qui suivent le renouvellement général des conseils municipaux ; les conseils d'arrondissement exercent les compétences dévolues au premier alinéa de l'article 12, ainsi que celles prévues au second alinéa de l'article 17, à compter de la date d'établissement de cet inventaire.

« Les dispositions des deux alinéas précédents sont également applicables aux communes associées soumises aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 59 de la présente loi.

« Les autres dispositions de la présente loi entreront en vigueur lors du renouvellement général des conseils municipaux.

« Les officiers municipaux continuent d'exercer leurs fonctions en matière d'état civil jusqu'à l'élection des maires d'arrondissement.

« Les dispositions relatives aux attributions des maires d'arrondissement en matière d'état civil entreront en vigueur à Marseille le 1^{er} juillet 1983.

« Les modalités d'application de la présente loi sont fixées, en tant que de besoin, par décret en Conseil d'Etat. »

ANNEXE

(Art. 3 du projet de loi.)

Ressort territorial des conseils d'arrondissement de Paris, Marseille et Lyon.

TABLEAU N° 1

Ressort territorial des conseils d'arrondissement de Paris.

1	1 ^{er} arrondissement.	11	11 ^e arrondissement.
2	2 ^e arrondissement.	12	12 ^e arrondissement.
3	3 ^e arrondissement.	13	13 ^e arrondissement.
4	4 ^e arrondissement.	14	14 ^e arrondissement.
5	5 ^e arrondissement.	15	15 ^e arrondissement.
6	6 ^e arrondissement.	16	16 ^e arrondissement.
7	7 ^e arrondissement.	17	17 ^e arrondissement.
8	8 ^e arrondissement.	18	18 ^e arrondissement.
9	9 ^e arrondissement.	19	19 ^e arrondissement.
10	10 ^e arrondissement.	20	20 ^e arrondissement.

TABLEAU N° 2

Ressort territorial des conseils d'arrondissement de Marseille.

1	1 ^{er} , 4 ^e , 13 ^e et 14 ^e arrondissements.
2	2 ^e , 3 ^e et 7 ^e arrondissements.
3	5 ^e , 10 ^e , 11 ^e et 12 ^e arrondissements.
4	6 ^e et 8 ^e arrondissements.
5	9 ^e arrondissement.
6	15 ^e et 16 ^e arrondissements.

TABLEAU N° 3

Ressort territorial des conseils d'arrondissement de Lyon.

1	1 ^{er} arrondissement.	8	6 ^e arrondissement.
2	2 ^e arrondissement.	7	7 ^e arrondissement.
3	3 ^e arrondissement.	8	8 ^e arrondissement.
4	4 ^e arrondissement.	9	9 ^e arrondissement.
5	5 ^e arrondissement.		

Vote sur l'ensemble.

M. le président. Dans les explications de vote, la parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. Avec votre permission, monsieur le président, je prendrai la parole uniquement sur le prochain texte et j'indiquerai le jugement global de notre groupe sur les deux textes relatifs à Paris, Marseille et Lyon.

M. le président. La parole est à M. Moulinet.

M. Louis Moulinet. Le groupe socialiste votera ce projet. Il se félicite qu'au terme de longs débats les trois grandes villes de Paris, Lyon et Marseille puissent être dotées de conseils d'arrondissement qui permettront d'activer la démocratie locale.

Il y a longtemps que les socialistes réclamaient une participation plus grande des habitants à la gestion et à la vie de leurs arrondissements. Ce texte la rend possible: c'est donc avec satisfaction que le groupe socialiste vote ce texte. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix, conformément au troisième alinéa de l'article 114 du règlement, l'ensemble du projet de loi, tel qu'il résulte du dernier texte voté par l'Assemblée nationale.

(L'ensemble du projet de loi est adopté.)

— 3 —

ELECTION DES MEMBRES DU CONSEIL DE PARIS ET DES CONSEILS MUNICIPAUX DE LYON ET DE MARSEILLE

Discussion, en troisième et dernière lecture, d'un projet de loi.

M. le président. M. le président de l'Assemblée nationale a reçu de M. le Premier ministre la lettre suivante :

Paris, le 16 décembre 1982.

Monsieur le président,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte du projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille, adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture dans sa séance du 9 décembre 1982 et modifié par le Sénat dans sa séance du 15 décembre 1982.

Conformément aux dispositions de l'article 45, alinéa 4, de la Constitution, je demande à l'Assemblée de bien vouloir statuer définitivement.

Je vous prie d'agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

En conséquence, l'ordre du jour appelle la discussion de ce projet de loi en troisième et dernière lecture (n° 1306, 1310).

La parole est à M. Roger Rouquette, suppléant M. Poperen, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

M. Roger Rouquette, rapporteur suppléant. Mesdames, messieurs, en application de l'article 45, alinéa 4 de la Constitution, l'Assemblée nationale est appelée par le Gouvernement à statuer définitivement sur le projet de loi portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille.

La commission mixte paritaire n'ayant pu parvenir à l'adoption d'un texte commun, l'Assemblée nationale se trouve saisie du texte qu'elle a adopté en nouvelle lecture et qu'elle peut éventuellement modifier par un ou plusieurs des amendements adoptés par le Sénat.

Je rappelle que le Sénat, dans la logique de la position qui l'a conduit à opposer la question préalable au projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon, que nous venons d'adopter, a supprimé, dans le présent projet toutes les dispositions relatives à la désignation des conseillers d'arrondissement.

En ce qui concerne la répartition des conseillers par secteurs électoraux, le Sénat l'a modifiée pour Paris, et surtout pour Marseille, où il a voulu instituer une adéquation entre les arrondissements et les secteurs électoraux.

Enfin, il a supprimé l'article 5 bis, relatif à l'inéligibilité des officiers municipaux, tout en reconnaissant, comme l'opposition lors de l'examen du texte par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, les progrès que représentent les nouvelles dispositions de cet article.

Votre rapporteur vous propose de reprendre, sans modification le texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture.

M. le président. Personne ne demande la parole dans la discussion générale ?...

La commission mixte paritaire n'étant pas parvenue à l'adoption d'un texte commun, l'Assemblée est appelée à se prononcer sur le dernier texte voté par elle.

Outre les articles pour lesquels les deux assemblées sont parvenues à un texte identique, ce texte comprend :

« Art. 2. — Supprimé. »

« Art. 3. — Le chapitre IV du titre IV du livre I^{er} du code électoral est remplacé par les dispositions suivantes :

« CHAPITRE IV

« Dispositions particulières applicables à Paris, Lyon et Marseille.

« Art. L. 271. — A Paris, Lyon et Marseille, des conseillers d'arrondissement sont élus en même temps que les membres du conseil de Paris ou du conseil municipal.

« Art. L. 272. — L'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille et celle des conseillers d'arrondissement ont lieu dans les conditions prévues aux chapitres I^{er} et II du présent titre, sous réserve des dispositions ci-après.

« Art. L. 272-1. — Les conditions d'éligibilité, les inéligibilités et les incompatibilités applicables aux conseillers d'arrondissement sont les mêmes que pour les conseillers municipaux.

« Art. L. 272-2. — Nul ne peut être candidat dans plusieurs secteurs.

« Art. L. 272-3. — Pour être complète, une liste doit comprendre autant de candidats qu'il y a à pourvoir dans le secteur de sièges de membre du conseil de Paris ou du conseil municipal et de sièges de conseiller d'arrondissement.

« Art. L. 272-4. — Est interdit l'enregistrement d'une déclaration de candidature ne répondant pas aux dispositions des articles L. 272-2 et L. 272-3.

« Art. L. 272-5. — Une fois effectuée l'attribution des sièges de membre du conseil de Paris ou du conseil municipal en application des dispositions de l'article L. 262, les sièges de conseiller d'arrondissement sont répartis dans les mêmes conditions entre les listes. Pour chacune d'elles, ils sont attribués dans l'ordre de présentation en commençant par le premier des candidats non proclamé élu membre du conseil de Paris ou du conseil municipal.

« Art. L. 272-6. — Par dérogation aux dispositions de l'article L. 270, le conseiller d'arrondissement venant sur une liste immédiatement après le dernier élu membre du conseil de Paris ou du conseiller municipal est appelé à remplacer le membre du conseil de Paris ou du conseil municipal élu sur cette liste dont le siège devient vacant pour quelque cause que ce soit.

« Le candidat venant sur une liste immédiatement après le dernier élu conseiller d'arrondissement est appelé à remplacer le conseiller d'arrondissement élu sur cette liste dont le siège devient vacant pour quelque cause que ce soit.

« La constatation par la juridiction compétente de l'inéligibilité d'un ou plusieurs candidats n'entraîne l'annulation de l'élection que du ou des élus inéligibles. La juridiction saisie proclame en conséquence l'élection du ou des suivants de liste.

« Lorsque, dans un secteur, les dispositions du deuxième alinéa ne peuvent plus être appliquées, et si le conseil d'arrondissement, a perdu plus du tiers de ses membres, il est, dans un délai de deux mois à dater de la dernière vacance, procédé au renouvellement intégral des conseillers d'arrondissement et des membres du conseil de Paris ou des conseils municipaux de Lyon ou de Marseille élus dans le secteur. »

« Art. 5. — Les tableaux n° 2, 3 et 4 annexés au code électoral sont modifiés conformément aux tableaux annexés à la présente loi. »

« Art. 5 bis. — Pendant une durée d'un an après la cessation de leurs fonctions, les officiers municipaux sont inéligibles au conseil de Paris au titre du secteur correspondant à l'arrondissement où ils exerçaient leurs fonctions et au conseil de cet arrondissement.

ANNEXE
(Art. 5 du projet de loi.)

TABLEAU N° 2

Tableau des secteurs pour l'élection des membres du Conseil de Paris.

DÉSIGNATION DES SECTEURS	ARRONDISSEMENT constituant les secteurs.	NOMBRE de sièges.
1 ^{er} secteur	1 ^{er}	3
2 ^e secteur	2 ^e	3
3 ^e secteur	3 ^e	3
4 ^e secteur	4 ^e	3
5 ^e secteur	5 ^e	4
6 ^e secteur	6 ^e	2
7 ^e secteur	7 ^e	5
8 ^e secteur	8 ^e	3
9 ^e secteur	9 ^e	4
10 ^e secteur	10 ^e	6
11 ^e secteur	11 ^e	11
12 ^e secteur	12 ^e	10
13 ^e secteur	13 ^e	13
14 ^e secteur	14 ^e	10
15 ^e secteur	15 ^e	17
16 ^e secteur	16 ^e	13
17 ^e secteur	17 ^e	13
18 ^e secteur	18 ^e	14
19 ^e secteur	19 ^e	12
20 ^e secteur	20 ^e	13
Total		163

TABLEAU N° 3

TABLEAU N° 4

Tableau des secteurs pour l'élection des conseillers municipaux de Marseille.

DÉSIGNATION DES SECTEURS	ARRONDISSEMENTS constituant les secteurs.	NOMBRE de sièges.
1 ^{er} secteur	1 ^{er} , 4 ^e , 13 ^e , 14 ^e .	29
2 ^e secteur	2 ^e , 3 ^e , 7 ^e .	13
3 ^e secteur	5 ^e , 10 ^e , 11 ^e , 12 ^e .	25
4 ^e secteur	6 ^e , 8 ^e .	14
5 ^e secteur	9 ^e .	8
6 ^e secteur	15 ^e , 16 ^e .	12
Total		101

Vote sur l'ensemble.

M. le président. Dans les explications de vote, la parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. Au moment ultime de la discussion sur le nouveau statut des trois villes de Paris, Marseille et Lyon, je tiens à redire de la façon la plus claire que le groupe du rassemblement pour la République et celui de l'union pour la démocratie française considèrent que ces deux projets ne sont rien d'autre qu'une opération partisane, portant atteinte au principe de l'autonomie et de l'unité communales. Ils feront exploser l'administration municipale de ces trois villes et reculer la démocratie participative, c'est-à-dire la participation des associations. Ils desserviront donc en fin de compte l'intérêt général des Parisiens, des Marseillais et des Lyonnais.

C'est pour des raisons juridiques fondamentales comme pour des raisons d'opportunité politique, eu égard à l'importance économique, culturelle, sociale, administrative et politique de ces trois villes et de leurs trois millions et demi d'habitants, que l'opposition vote contre ces deux projets de loi.

M. le président. La parole est à M. Estier.

M. Claude Estier. Je ne relancerai pas, dans les ultimes moments de ce débat, la polémique qui nous a opposés, tout au long de la discussion, aux groupes R.P.R. et U.D.F.

M. Toubon vient de rappeler la position de son groupe, que nous avons combattue sans cesse : nous ne croyons en effet nullement que ces deux projets porteront atteinte à l'unité des villes de Paris, Marseille et Lyon et iront contre l'intérêt général de leurs habitants.

Au contraire, ils permettront une grande avancée démocratique dans l'esprit de la décentralisation, qui est l'une des préoccupations essentielles du Gouvernement et de la majorité issue du 10 mai 1981.

Ce second projet permettra une représentation démocratique : en effet, pour la première fois, les minorités pourront être représentées dans chaque arrondissement grâce à l'introduction d'une notion de proportionnelle. Nous sommes tout à fait favorables à ce système que nous défendons depuis longtemps.

Ce projet, je le répète, représente un progrès de la démocratie : c'est pourquoi le groupe socialiste le votera. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. le président. La parole est à M. Ducloné.

M. Guy Ducloné. Le groupe communiste n'avait pas l'intention d'expliquer son vote puisque celui-ci sera identique à celui que nous avons émis lors des précédentes lectures.

En entendant M. Toubon, on a l'impression qu'il veut exorciser des démons. Il n'a cessé de répéter, avec les membres de son groupe et ceux du groupe U.D.F. que ces projets sont mauvais, mais il vient d'avouer qu'ils étaient mauvais pour des raisons d'opportunité politique. Au regard de l'opportunité politique, on peut les trouver mauvais, mais on peut aussi les trouver bons.

Le groupe communiste, quant à lui, vote de nouveau ces deux textes relatifs à l'organisation administrative et au régime électoral de Paris, Marseille et Lyon car nous sommes persuadés qu'ils auront pour conséquence une plus grande démocratie dans la désignation des représentants et dans le fonctionnement de ces trois grandes villes et, surtout, qu'ils conduiront à plus de justice. (Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer.

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. Je serai très bref.

M. Estier a fait une synthèse très exhaustive de ce débat, et je me bornerai à rappeler très sereinement ceci :

Lorsque M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, au nom du Gouvernement et pour tenir les engagements du Président de la République, a proposé au Parlement la grande réforme sur la décentralisation — tout le monde s'accorde, en effet, à reconnaître qu'il s'agit de l'une des principales réformes, si ce n'est la plus importante, du septennat — nous avons entendu, pendant des semaines, sur les bancs de l'opposition, clamer que ce projet mettait en danger l'unité de la République. Et c'est au nom de la défense de cette unité de la République que cette réforme a été combattue avec beaucoup de vigueur. Depuis lors, celle-ci est entrée dans les faits et l'on constate que ceux-là mêmes qui s'y étaient opposés s'installent dans la décentralisation avec parfois beaucoup d'ostentation.

Nous observons que les présidents de conseil général appartenant à l'opposition ne paraissent plus considérer, dès lors qu'ils occupent le fauteuil du chef de l'exécutif départemental, qu'il y a atteinte à l'unité de la République. Cela prouve à l'évidence que toute l'argumentation développée n'était dictée que par le conservatisme et l'opportunité politique.

Aujourd'hui, M. Toubon nous a déclaré qu'à ses yeux il y avait deux raisons de s'opposer aux deux projets en cause.

La première est que, selon lui, ces textes mettent en danger l'unité des grandes villes concernées. C'est le même argument, qui est repris sous une autre forme.

Il s'ajoute, avec une franchise qui n'a pas échappé à la perspicacité de M. Ducloné, qu'il y avait de surcroît une raison d'opportunité politique.

Je crois qu'il faut laisser l'Assemblée juger de la qualité de ces motifs d'opportunité politique mais j'affirme tout simplement que, de même que la loi de décentralisation ne mettait aucunement en danger l'unité de la République, les projets de loi qui vous sont proposés aujourd'hui, après une très longue procédure parlementaire, ne mettent en rien en danger l'unité de gestion des grandes villes. Ils n'ont qu'un objectif, le même que celui de la loi de décentralisation : rapprocher les citoyens des centres de décision, c'est-à-dire, comme l'a affirmé M. Estier, faire avancer la démocratie. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix, conformément au troisième alinéa...

M. Jacques Toubon. Je demande la parole.

M. le président. Monsieur Toubon, le vote est commencé ; je ne peux plus vous donner la parole.

M. Jacques Toubon. Mais, monsieur le président...

M. le président. Je mets aux voix, conformément au troisième alinéa de l'article 114 du règlement, l'ensemble du projet de loi, tel qu'il résulte du dernier texte voté par l'Assemblée nationale.

(L'ensemble du projet de loi est adopté.)

M. Louis Moulinet. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Moulinet.

M. Louis Moulinet. Au nom du groupe socialiste, je demande une suspension de séance de quinze minutes environ.

M. le président. La suspension est de droit. Mais je souhaite qu'elle ne dure pas plus de quinze minutes.

Rappel au règlement.

M. Jacques Toubon. Je demande la parole, pour un rappel au règlement.

M. le président. La parole est à M. Toubon, pour un rappel au règlement.

M. Jacques Toubon. Nous examinons cet après-midi en dernière lecture plusieurs projets de loi, au sujet desquels on nous demande de nous prononcer purement et simplement — ce qui est tout à fait normal — sur les dernières dispositions votées par l'Assemblée nationale. Je ne vois donc aucune raison pour que le groupe socialiste demande que nous interrompions nos travaux. Celui-ci peut avoir des problèmes sur d'autres textes, mais je ne comprends pas pourquoi il en aurait sur le projet que nous allons examiner maintenant.

Telle est ma première observation.

La seconde est la suivante :

Chacun aura pu observer que dans cette assemblée, comme à la télévision, par exemple, on réserve une superbe « égalité » de traitement à la majorité et à l'opposition. En effet, cinq orateurs se sont exprimés, au nom de la majorité et du Gouvernement pour tomber sur le dos du seul orateur de l'opposition qui, n'ignorant pas ce qui allait lui arriver, a eu la loyauté de n'intervenir qu'une fois et de le faire en premier.

M. Guy Ducolné. Bien sûr, il n'y a que vous en séance !

M. Claude Estier. Vous êtes tout seul ! (Sourires.)

M. Jacques Toubon. Mes « antagonistes », sachant fort bien que je ne pourrais pas leur répondre, auraient pu faire preuve d'un minimum de courtoisie en n'essayant pas de retourner mes arguments avec fausseté.

M. le président. Monsieur Toubon — je vous le dis très amicalement — la présidence ne peut pas vous laisser prétendre que, dans cette enceinte, la majorité et l'opposition ne peuvent pas s'exprimer dans les mêmes conditions.

Quant à la suspension de séance demandée pour une réunion de groupe, vous savez bien qu'elle est de droit et que la présidence n'a pas, sauf en cas d'abus, à se prononcer sur son opportunité.

Suspension et reprise de la séance.

M. le président. La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à seize heures vingt-cinq, est reprise à seize heures cinquante-cinq.)

M. le président. La séance est reprise.

— 4 —

ELECTION DES CONSEILS MUNICIPAUX DANS LES TERRITOIRES DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE ET DÉPENDANCES ET DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE.

Discussion, en deuxième lecture, d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi modifiant diverses dispositions relatives à l'élection des conseils municipaux dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française (n^{os} 1300, 1308).

La parole est à M. Pidjot, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

M. Roch Pidjot, rapporteur. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat chargé des départements et des territoires d'outre-mer, mes chers collègues, au cours de sa séance du mercredi 15 décembre 1982, le Sénat a procédé à l'examen du projet de loi modifiant diverses dispositions relatives à l'élection des conseils municipaux dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, et de la Polynésie française.

Le texte voté par l'Assemblée nationale proposait, on le rappelle, outre l'extension de plusieurs dispositions de caractère général contenues dans la loi n^o 82-974 du 19 novembre 1982, article 1^{er}, d'une part l'extension à Nouméa du scrutin proportionnel, déjà en vigueur dans toutes les autres communes de Nouvelle-Calédonie — article 2 ; d'autre part le maintien du mode de scrutin en vigueur dans les communes polynésiennes, à savoir le scrutin de liste majoritaire à deux tours avec panachage, article 3.

Par ailleurs, l'article 4 du projet de loi proposait un aménagement des règles juridiques applicables aux communes associées de la Polynésie française, en modifiant les conditions de désignation du maire délégué et en permettant la désignation d'un maire délégué dans le chef-lieu de la commune lorsque le maire n'y réside pas.

Le Sénat a adopté conforme l'article 3 du projet de loi. Il a adopté, aux articles 1^{er}, 2 et 4, des amendements rédactionnels qui éclaircissent la portée du texte :

A l'article 1^{er}, il a précisé de façon plus explicite celles des dispositions de la loi du 19 novembre 1982 qui sont applicables en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française ;

A l'article 2, relatif au mode de scrutin applicable en Nouvelle-Calédonie, le Sénat a inséré les nouvelles dispositions dans la loi du 8 juillet 1977, qui se trouve de ce fait « actualisée », au lieu d'être implicitement modifiée, ce qui est plus satisfaisant ;

A l'article 4, enfin, le Sénat a amélioré la rédaction de l'alinéa ajouté à l'article 153-2 du code des communes en ce qui concerne la Polynésie française.

Estimant que ces trois modifications améliorent la rédaction et facilitent la compréhension du texte, le rapporteur a proposé à la commission de les adopter. Celle-ci a adopté conforme le projet de loi modifié par le Sénat.

Avant de terminer, monsieur le président, j'ajoute que, s'agissant de la Nouvelle-Calédonie et de la création de bureaux de vote, à l'intérieur d'une même commune, conformément à l'article R. 40 du code électoral, je remercie le Gouvernement de s'attacher à améliorer, par la voie réglementaire, les conditions d'expression du suffrage.

Par ailleurs, pour les Iles Maré, Lifou, Ouvéa, l'Ile des Pins et Bélep, j'ai pris note, lors de la discussion du présent projet de loi au Sénat, des dispositions matérielles qu'entend prendre le Gouvernement pour permettre aux électeurs de se rendre dans leur commune d'origine lors de consultations électorales.

En conséquence, la commission vous demande, mes chers collègues, d'adopter conforme le projet de loi modifié par le Sénat.

M. le président. Personne ne demande la parole dans la discussion générale ?...

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion des articles du projet de loi pour lesquels les deux assemblées du Parlement n'ont pu parvenir à un texte identique est de droit dans le texte du Sénat.

Article 1^{er}.

M. le président. « Art. 1^{er}. — Les dispositions de l'article 1^{er}, du chapitre III ainsi que du chapitre IV, à l'exception des articles 19 et 20, de la loi n° 82-974 du 19 novembre 1982 modifiant le code électoral et le code des communes et relative à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales, sont applicables dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française, sous réserve des dispositions prévues à l'article 18 de la loi n° 77-744 du 8 juillet 1977, modifiant le régime communal dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et à l'article 20 de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977, modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Roch Pidjot, rapporteur. Je tiens à préciser qu'en prévoyant l'application de plusieurs dispositions de la loi n° 82-974 du 19 novembre 1982 à l'exception de son article 20, le Sénat a simplement voulu éviter une redondance, puisque cet article 20 rend déjà applicables aux territoires d'outre-mer les dispositions relatives à l'inscription des Français de l'étranger sur les listes électorales.

On ne doit pas interpréter l'exclusion de l'article 20 dans le présent texte comme une modification de la loi du 19 novembre 1982, mais comme le souci, poussé peut-être un peu trop loin, d'éviter toute redondance.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat, auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer.

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. Monsieur le président, mesdames, messieurs les députés, toutes les explications ont été, je crois, données sur ce texte qui a abouti — il convient de le souligner — à une conformité de vues entre le Sénat et l'Assemblée nationale.

Je veux simplement faire deux remarques.

Je réaffirme à l'intention de M. Pidjot que le Gouvernement s'efforcera de prendre par la voie réglementaire plusieurs dispositions permettant aux populations originaires des îles Maré, Lifou, Ouvéa, de l'île des Pins et de Bélep de participer au scrutin. Si, en droit, la réponse existe — le vote par procuration — ceux qui connaissent la réalité sociale et culturelle de la Nouvelle-Calédonie savent que cette réponse juridique ne permet pas de résoudre le problème. C'est pourquoi nous essaierons de favoriser au maximum, comme je vous en avais déjà donné l'assurance, les déplacements de population le jour du scrutin.

Quant au commentaire que M. Pidjot vient de faire à l'instant, le Gouvernement partage totalement cette interprétation. Il est bon qu'une trace en demeure au *Journal officiel* afin que plus tard, si des doutes survenaient sur ce point, ils soient dissipés ou, en tout cas, éclairés par la discussion parlementaire.

M. Roch Pidjot, rapporteur. Je vous en remercie, monsieur le secrétaire d'Etat.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

Article 2.

M. le président. « Art. 2. — I. — Les alinéas 4 à 6 de l'article 3 de la loi n° 77-744 du 8 juillet 1977 modifiant le régime communal de la Nouvelle-Calédonie et dépendances sont remplacés par les dispositions suivantes :

« L'article L. 121-3 sous la réserve que le mode de scrutin pour l'élection des conseils municipaux soit régi non par les articles L. 252, L. 253, L. 255, L. 256 à L. 258, alinéas premier et 2, L. 260 à L. 270 du code électoral, mais par les dispositions suivantes :

« Les conseils municipaux sont élus au scrutin de liste avec représentation proportionnelle sans panachage ni vote préférentiel.

« La commune forme une circonscription électorale unique ».

« Dans les communes de 30 000 habitants au plus, un sectionnement électoral peut être fait par le haut-commissaire... » (Le reste de l'alinéa sous changement.)

« II. — Après le onzième alinéa de cet article, il est inséré un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Est interdit l'enregistrement de la déclaration de candidature d'une liste sur laquelle figure un candidat inéligible en vertu des dispositions de l'article L. 203 du code électoral ».

« III. — Après le vingt et unième alinéa de cet article, il est inséré un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Les listes qui n'ont pas obtenu au moins 5 p. 100 des suffrages exprimés ne sont pas admises à répartition des sièges ».

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 2.

(L'article 2 est adopté.)

Article 4.

M. le président. « Art. 4. — Le II de l'article 5 de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 précitée modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française est remplacé par les dispositions suivantes :

« II. — CHAPITRE III

« COMMUNES ASSOCIÉES.

« — l'article L. 153-1, à l'exception du 4° ;

« — l'article L. 153-2, sous réserve que son deuxième alinéa soit ainsi rédigé :

« Après ce renouvellement ou en cas de vacance, le maire délégué est élu par et parmi les conseillers de la commune associée dans les conditions de l'article L. 122-4 et qu'il soit complété par un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Lorsqu'une commune comprend une ou plusieurs communes associées et que son maire ne réside pas au chef-lieu de la commune, le conseil municipal concerné peut décider qu'il est institué à ce chef-lieu un maire délégué. Celui-ci est élu par et parmi les conseillers de la commune chef-lieu, selon les modalités prévues à l'alinéa précédent » ;

« — les articles L. 153-3 à L. 153-8. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 4.

(L'article 4 est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(L'ensemble du projet de loi est adopté.)

— 5 —

COMMÉMORATION DE L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE

Discussion d'un projet de loi adopté par le Sénat.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la commémoration de l'abolition de l'esclavage (n° 921, 1307).

La parole est à M. René Rouquet, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

M. René Rouquet, rapporteur. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, chargé des départements et des territoires d'outre-mer, mes chers collègues, le 21 mai 1981, au lendemain de son élection à la présidence de la République, François Mitterrand rendait au Panthéon un hommage émouvant à la mémoire de Victor Schœlcher, Jean Jaurès et Jean Moulin, trois noms qui ont marqué l'histoire.

En Victor Schœlcher, M. le Président de la République saluait celui qui, sa vie durant, livra un combat sans trêve pour que triomphe l'idée de liberté. La réussite de l'entreprise de Victor Schœlcher se trouvera consacrée par les décrets des 4 mars et 27 avril 1848 portant abolition de l'esclavage. C'est cet événement historique que le projet de loi qui nous est soumis se propose de commémorer en instituant une journée fériée dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, ainsi que dans la collectivité territoriale de Mayotte.

Sans doute n'est-il pas inutile de rappeler, ne serait-ce que brièvement, certains traits de cette grande figure qu'a été Victor Schoelcher.

Victor Schoelcher, d'origine alsacienne, est né en 1804 à Paris.

Acquis très jeune à l'idée républicaine, son engagement sera celui d'un militant, d'un homme d'action : question raciale, abolition de l'esclavage, abolition de la peine de mort, autant de thèmes qui ont donné à ce défenseur des droits de l'homme l'occasion de se faire « le champion du faible, du paria ». C'est au cours d'un voyage au Mexique et à Cuba qu'il découvrira les traitements honteux endurés par les esclaves noirs, pour le plus grand profit des colons. Dès lors, ce démocrate convaincu, partisan d'une République humanitaire et sociale, garante de la liberté et de la fraternité, n'aura de cesse de lutter pour que triomphe l'idée abolitionniste.

Le décret du 16 pluviôse an II de la Convention nationale, dû à l'initiative de l'abbé Grégoire, portant abolition de « l'esclavage des nègres dans toutes les colonies », étant resté lettre morte à la suite du coup d'Etat du 18-Brumaire, le rétablissement de la traite et de l'esclavage intervint le 20 mai 1802.

Il appartenait à Victor Schoelcher de reprendre le flambeau du combat émancipateur.

Et ce n'est pas un mince combat dans cette société du XIX^e siècle, où les églises apportent leur caution morale aux colonisateurs, où, comme l'a très bien écrit notre collègue Aimé Césaire, la « face de la lumière » s'oppose à la « face d'ombre » :

« D'un côté la poésie, la science, la philosophie, Faraday et l'électrolyse, Comte et la philosophie positiviste, Le Verrier et la découverte de Neptune, mais dans le même temps, sur les plantations antillaises, il y a des hommes, des femmes, des enfants que le fouet plie sur le sillon. Et on les marque au fer rouge. Et on les mutilé. Et on les prend et on les vend. Ce sont des nègres. Cela est licite, régulier. Tout est dans l'ordre. »

Il faudra plus de vingt années d'une lutte incessante pour qu'enfin, la monarchie de Juillet jetée bas, Victor Schoelcher, nommé sous-secrétaire d'Etat aux colonies, recevoit de Louis Arago, ministre de la marine et des colonies, la charge de présider la commission spéciale constituée « pour préparer dans le plus bref délai, l'acte d'émancipation immédiate dans toutes les colonies de la République ».

Louis Blanc, membre du Gouvernement provisoire, écrira dans son histoire de la Révolution de 1848 :

« Le décret d'émancipation du 4 mars commençait par ces simples et belles paroles :

« Le Gouvernement Provisoire de la République, considérant que nulle terre française ne peut plus porter d'esclaves... ». L'acte d'émancipation nous fut présenté le 27 avril, et tous nous le signâmes avec une émotion égale à celle qui nous avait saisis quand nous abolîmes la peine de mort en matière politique. C'était sous une autre forme la consécration du même principe, le principe de l'inviolabilité de la vie humaine, car ne pas s'appartenir ce n'est pas vivre. »

Élu à l'Assemblée nationale en août 1848, sans faire acte de candidature, à la fois par les nouveaux citoyens de la Guadeloupe et de la Martinique, Victor Schoelcher siégera sur les bancs de la Montagne jusqu'au coup d'Etat du 2 décembre 1851.

Contraint à l'exil, il retrouvera son siège de représentant de la Martinique de 1871 à 1875, avant de devenir sénateur inamovible le 16 décembre 1875.

C'est un siècle après la publication du décret portant abolition de l'esclavage que sera adopté sans débat le projet de loi autorisant le transfert au Panthéon des cendres de Victor Schoelcher.

L'article unique du projet de loi tel qu'il a été déposé sur le bureau du Sénat dispose : « La commémoration de l'abolition de l'esclavage fera l'objet d'une journée fériée dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion ainsi que dans la collectivité territoriale de Mayotte. La date de cette commémoration, qui sera fixée par décret, pourra ne pas être la même pour toutes les collectivités territoriales visées au premier alinéa. »

Aux termes des débats qui ont eu lieu au Sénat, il apparaît que ce texte soulève trois questions principales : celle de la référence au 27 avril 1848, date à laquelle le décret portant abolition de l'esclavage fut signé ; celle du choix des dates retenues outre-mer pour commémorer cet événement ; celle de savoir dans quelle mesure il convient d'associer la nation tout entière à cette commémoration.

D'abord, la référence au 27 avril 1848.

C'est par décret en date du 27 avril 1848 que le gouvernement provisoire de la République mit fin à l'esclavage. L'article 1^{er} du décret dispose : « L'esclavage sera entièrement aboli

dans toutes les colonies et possessions françaises; deux mois après la promulgation du présent décret dans chacune d'elles. A partir de la promulgation du présent décret dans les colonies, tout châtiment corporel, toute vente de personnes non libres, seront absolument interdits. »

Ce texte, qui établit le principe de l'affranchissement général, sans autre condition qu'un délai de deux mois à compter de sa promulgation dans les colonies et possessions françaises, ne sera jamais remis en cause.

En retenant la date du 16 pluviôse an II plutôt que celle du 27 avril 1848, proposée par le Gouvernement, le Sénat a souhaité faire référence au premier acte d'émancipation, pris par la Convention nationale, à l'initiative de l'abbé Grégoire.

S'il ne saurait être question de porter ombre à la mémoire de l'abbé Grégoire ni de nier le fait que, par cet acte de portée universelle, la France a été le premier Etat au monde à montrer sa volonté d'abolir l'esclavage, force est de constater que l'application de ce texte fut particulièrement réduite : huit années plus tard, par une loi du 10 mai 1802, la traite et l'esclavage étaient rétablis.

Outre la commémoration de l'abolition de l'esclavage, le Sénat a également entendu célébrer la fin des contrats d'engagements souscrits à la suite de cette abolition, ainsi que l'érection de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion en départements français. S'il ne s'est pas montré hostile à une formule faisant état de la commémoration de l'abolition de l'esclavage et « de la fin de toutes les servitudes », le représentant du Gouvernement s'est opposé à cette deuxième disposition, qu'il a considérée comme revêtant un certain caractère polémique, étranger à la philosophie de son projet. Pour le Gouvernement la référence à l'année 1848 est justifiée par l'histoire.

Ensuite, choix d'une date pour commémorer cet événement outre-mer.

Dans la logique du choix de l'année 1848, la date du 27 avril aurait pu être retenue pour le jour férié que le projet se propose d'instituer. L'alinéa 2 de l'article 1^{er} du texte du Gouvernement propose une solution différente, en disposant que la date de cette commémoration pourra ne pas être la même pour toutes les collectivités visées au premier alinéa.

Le Gouvernement, soucieux de respecter l'histoire de chacune des populations des départements d'outre-mer, a donc consulté sur ce point les conseils généraux des collectivités concernées.

C'est une révolte de la population opprimée qui contraignit le gouvernement de la Martinique à proclamer l'abolition immédiate de l'esclavage, anticipant ainsi sur l'arrivée de l'envoyé du Gouvernement provisoire et sur l'expiration du délai de deux mois prévu à l'article 1^{er} du décret du 27 avril 1848. La date du 22 mai retenue par le conseil général de la Martinique consacre ce souvenir.

La date du 27 mai a été retenue par le conseil général de la Guadeloupe : le gouverneur, dans la crainte d'événements comparables à ceux qui eurent lieu en Martinique, prononça l'abolition de l'esclavage avant d'avoir reçu le décret du 27 avril 1848.

Le conseil général de la Réunion a choisi la date du 20 décembre — actuellement appelée « Fêt'caf » — qui a marqué l'abolition effective de l'esclavage dans l'île : le décret du 27 avril a été publié le 18 octobre et la libération des esclaves est intervenue dans le délai de deux mois prévu par le décret du Gouvernement provisoire.

La date du 10 juin retenue par le conseil général de la Guyane est celle à laquelle intervint la publication locale du décret du 27 avril.

Le conseil général de Mayotte a, pour sa part, choisi la date du 27 avril, en l'absence de référence historique locale.

En choisissant ainsi de retenir les dates proposées par les conseils généraux, le Gouvernement donne un nouvel exemple de sa volonté décentralisatrice.

A l'institution d'une journée fériée dans les départements d'outre-mer, le Sénat a substitué une date unique qui donnerait lieu à l'organisation de cérémonies tant sur le territoire national que dans les départements d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte : le premier dimanche qui suit la date anniversaire du 16 pluviôse an II. Présentant le texte de l'amendement finalement adopté par le Sénat, M. Louis Virapoulle, rapporteur au nom de la commission des lois, a fait valoir que la création d'un jour férié dans les départements d'outre-mer entraînerait une perte de salaire pour un certain nombre de travailleurs saisonniers payés à la tâche. Mieux valait donc, a-t-il estimé, retenir un dimanche.

Cette argumentation a été critiquée par le secrétaire d'Etat chargé des départements et des territoires d'outre-mer, qui a précisé qu'outre le fait « qu'une sorte de tradition voulait que le conservatisme se cherche toujours des habits très moraux » les jours de fête étaient d'ores et déjà chômés et payés à la Martinique et à la Guadeloupe. Il en ira de même prochainement à la Réunion, où existent déjà de nombreuses conventions collectives.

Enfin, la participation de la nation et du Gouvernement à cette commémoration.

Si l'article unique du projet ne contient aucune disposition relative aux modalités de la commémoration de l'abolition de l'esclavage sur le territoire métropolitain, l'exposé des motifs consacre l'engagement du Gouvernement de célébrer cet événement dans la métropole « selon des modalités qui seront déterminées en temps utile ».

M. Emmanuelli a, devant le Sénat, précisé qu'en raison du retentissement exemplaire que l'abolition de l'esclavage a revêtu outre-mer, le Gouvernement entendait faire en sorte que la célébration de ce souvenir y intervienne en premier lieu et s'y traduise par un événement concret, c'est-à-dire l'institution d'une journée fériée. Le secrétaire d'Etat a également précisé que la célébration de cet événement en métropole pourrait revêtir la forme d'une « journée nationale ».

S'il n'est pas question de nier le caractère national que doit revêtir la commémoration d'un tel événement, il convient de s'interroger sur la démarche du Sénat, qui voit dans le fait de célébrer l'abolition de l'esclavage de façon différente en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer une atteinte à l'unité de la République. Ainsi que l'a fait remarquer le représentant du Gouvernement, la législation applicable en Alsace-Lorraine fait que les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle bénéficient de deux jours fériés supplémentaires : le Vendredi Saint, dans les communes où se trouve un temple protestant, et le 26 décembre, fête de Saint-Etienne. Un arrêt de la Cour de cassation du 2 février 1950 a d'ailleurs confirmé le caractère férié de ces deux journées. De même, une réglementation spécifique est applicable à certaines fêtes qu'il est d'usage d'observer dans certaines régions ou dans certaines professions, par exemple la Sainte-Barbe, la Saint-Eloi. Nul ne saurait y voir une atteinte à l'unité de la République.

Compte tenu des observations présentées, je vous propose de rétablir l'article unique dans sa rédaction initiale sous réserve de deux modifications rédactionnelles. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer.

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. Mesdames, messieurs, M. le rapporteur vient de rappeler le geste qui avait été celui du Président de la République. J'ajouterai que, s'agissant de Victor Schoelcher, de Jean Jaurès et de Jean Moulin, un même lien unissait ces trois destins voués à la cause de la liberté : le combat périlleux contre la servitude — servitude de l'homme noir, servitude du peuple, servitude de la nation.

Quelques semaines plus tard, au mois de juin 1931, le Gouvernement annonçait, par la voix de son Premier ministre, qu'il commémorerait le grand acte de fraternité qu'avait constitué l'abolition de l'esclavage.

Le projet de loi qui vous est soumis répond à cet hommage et à cette promesse. Il prévoit de commémorer l'abolition de l'esclavage, décidée le 27 avril 1848 par un décret du gouvernement provisoire de la II^e République; d'instituer un jour férié dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion et dans la collectivité territoriale de Mayotte, afin d'assurer à cette commémoration un large concours populaire; de renvoyer à un décret, pris après consultation des conseils généraux, la fixation des dates de cette commémoration, étant entendu que le jour retenu pourra être différent dans chacune des collectivités intéressées.

Ce texte pose trois questions. Pourquoi avoir choisi la référence de 1848? Quelles seront les dates retenues pour commémorer, outre-mer, cet événement? Comment associer la nation tout entière à ce souvenir?

Avant de répondre à la première question, je tiens à ouvrir une parenthèse. En effet, les explications que je vais donner paraîtront à certains superflues, peut-être trop longues. On aurait pu imaginer que, sur un tel sujet, un élan unanime aurait entraîné le pays tout entier, comme l'ensemble du Parlement, car il ne s'agit que d'intégrer dans l'histoire de la République française un de ses plus grands moments. Or vous savez — M. le

rapporteur vient de le rappeler — qu'il n'en a rien été, puisque, au Sénat, ce texte si simple, résumé en un article unique, a donné lieu à une discussion passionnée, dans laquelle certains ont prétendu que l'on portait atteinte à l'unité de la République. Des arguments ont été avancés qui, sous prétexte de moralité, rappelaient étrangement les commentaires du duc de Broglie, en raison de leur fondement économique. On a pu ainsi constater, une nouvelle fois, que lorsque l'on essaie de fonder des arguments relatifs à la moralité et aux grands principes, sur des considérations économiques, on aboutit à des résultats inacceptables pour ceux qui croient à la dignité et au respect de l'homme.

C'est parce que ce débat a eu lieu que je me vois contraint de donner des explications afin qu'il reste une trace et que l'on sache ce que le Gouvernement a souhaité.

Pourquoi 1848?

Le 2 mai 1848, *Le Moniteur* publiait un décret daté du 27 avril, ainsi rédigé : « Le Gouvernement provisoire, considérant que l'esclavage est un attentat contre la dignité humaine, qu'en détruisant le libre arbitre de l'homme, il supprime le principe naturel du droit et du devoir, qu'il est une violation flagrante du dogme républicain « Liberté, égalité, fraternité ».

Décète :

« L'esclavage sera entièrement aboli dans toutes les colonies et possessions françaises deux mois après la promulgation du présent décret dans chacune d'elles. »

Le même texte chargeait par ailleurs les gouverneurs ou commissaires généraux de la République, de l'application « des mesures propres à assurer la liberté, à la Martinique, à la Guadeloupe, et dépendances, à l'île de la Réunion, à la Guyane, au Sénégal et autres établissements français de la côte occidentale d'Afrique, à l'île de Mayotte et dépendances et en Algérie ».

Parmi les réalisations de la II^e République deux conquêtes essentielles demeurent : le suffrage universel et l'abolition de l'esclavage.

Des deux, la conquête définitive, jamais remise en question, fut bien l'abolition de l'esclavage. Il est indéniable, cependant, que le décret libérateur de 1848 était l'aboutissement d'une longue évolution.

Au cours du XVIII^e siècle déjà, des philosophes ou des hommes généreux s'élevaient contre le sort des noirs et condamnaient ceux qui se livraient au commerce des « bois d'ébène ». Ces sentiments étaient ceux de Condorcet, de Brissot, de l'abbé Grégoire lorsqu'ils fondèrent en 1748 la Société des amis des Noirs.

On aurait pu penser que 1789 ouvrirait une ère de libération des esclaves. Mais il est de fait qu'en dépit des objurgations de certains, dont l'abbé Grégoire, les premières assemblées procédèrent d'abord prudemment.

Le 13 mai 1791 l'Assemblée constituante décrète qu'« Aucune loi sur l'état des personnes non libres ne pourra être faite par le corps législatif pour les colonies que sur la demande formelle et spontanée des assemblées coloniales. » Ce décret revenait à abandonner le sort des esclaves entre les mains des propriétaires d'esclaves. Ce n'est pas, vous en conviendrez, à l'honneur de ceux qui prirent ce texte.

Le bilan de la Constituante apparaît, sur ce point, singulièrement modeste si on le compare aux principes qu'elle avait proclamés, dont le fameux : « Les hommes, naissent libres et égaux en droit. » L'influence du groupe de pression colonial, symbolisé entre autres par Barnave, n'y fut pas étrangère.

L'Assemblée législative vota le décret du 28 mars 1792, où elle « reconnaît et déclare que les hommes de couleur et noirs libres doivent jouir, ainsi que les colons blancs, de l'égalité des droits politiques ». L'Assemblée législative avait-elle l'intention d'aller plus loin, c'est-à-dire de remettre en cause l'esclavage? Rien ne permet de le penser car, au contraire, sa politique tend à considérer l'esclavage comme un fait acquis. Tout au plus peut-on noter qu'elle confirme un acte d'émancipation local et partiel : « Sont confirmés les actes par lesquels l'assemblée coloniale de la Guyane française aurait affranchi en récompense de leurs services des noirs attachés aux établissements publics ou appartenant à des habitants, en les remboursant sur les fonds publics. »

La Convention ne pouvait plus continuer à esquiver le problème de l'esclavage, alors que les esclaves formaient les neuf dixièmes de la population totale des colonies. En dépit des adresses qui lui parviennent, elle ne précède toutefois pas l'événement.

Une première mesure d'émancipation, limitée à Saint-Domingue, fut proclamée dans le courant de l'été 1793 sur l'initiative personnelle d'un commissaire de la Convention, Santhonax, qui lutta sur place contre les aristocrates anti-républicains, appuyés par les Anglais.

La liberté générale fut décidée au cours d'une séance de la Convention du 4 février 1794 où, pour la première fois, il est établi que « l'esclavage des nègres dans toutes les colonies est aboli. En conséquence, la Convention nationale décrète que tous les hommes, sans distinction de couleur, domiciliés dans les colonies sont citoyens français et jouiront de tous les droits assurés par la Constitution ». Des émissaires de la Convention sont désignés pour appliquer ce décret d'abolition, parmi lesquels Victor Hugues, qui procédera à la reconquête de la Guadeloupe avec l'aide de ses habitants nouvellement libérés.

Mais cette mesure sera éphémère. Dès le Consulat, la loi du 30 floréal an X portera rétablissement de la traite et de l'esclavage. Il en résultera de sanglantes révoltes, notamment en Guadeloupe, où le colonel Delgrès, qui commandait les insurgés, se suicide avec ses troupes à Matouba.

Tout au long de la première moitié du XIX^e siècle, l'esclavage des noirs est donc une pratique admise, supportée par un corps de doctrine, une manière de sentir et de penser. Qu'on relise le *Tamango* de Mérimée qui donne une hallucinante description de la vie à bord d'un bateau négrier poursuivant son trafic sous la Restauration, en dépit de l'abolition de la traite en 1815.

L'esclavagisme est une bastille fortement défendue par l'argent, la tribune, le livre. Voici ce qu'écrivait, en 1842, dans son ouvrage *Voyage aux Antilles*, Granier de Cassagnac, l'un des apologistes intégraux du maintien de l'esclavage, comme l'étaient aussi ces négociants impitoyables de Nantes et de Bordeaux : « Dans la déportation massive des nègres, il ne faut voir que la colonisation de l'Amérique, opérée avec des ouvriers africains, avec augmentation pour eux de bien-être matériel et de garantie morale. »

Il affirme plus loin : « Aux colonies il n'y a pas moyen de renvoyer les esclaves comme on fait ici des ouvriers... Mais on est bien obligé de les forcer au travail puisqu'ils ne travailleraient pas de bonne volonté... La coercition est donc tout ce qu'il y a de plus moral à l'égard des récalcitrants. Quant au fouet, je crois, après avoir réfléchi, que c'est le seul moyen applicable. Le bâton employé dans les armées anglaises est monstrueux et peut estropier ; la prison suspend le travail et, par conséquent, manque son but ; il ne reste donc plus que le fouet. »

Au siècle de Victor Hugo, d'Auguste Comte et de la philosophie positive, on continuait donc, sur les plantations d'outre-mer, à frapper au fouet, à marquer au fer rouge, à mutiler, à lier de chaînes et de carcans des hommes, des femmes, des enfants.

Sans doute certains tenteront-ils, pendant les dix-huit années du règne de Louis-Philippe, de faire avancer la cause de l'abolition. Mais le tort des hommes de la monarchie de Juillet sera de tergiverser, de composer avec l'esclavage. Tocqueville lui-même préconise, entre le moment où l'esclave cessera d'être esclave et le moment où il jouira de tous les droits de l'homme libre, un temps d'apprentissage et de travail forcé. Ce bel esprit, comme on le voit, connaissait certaines limites.

D'après lui, il faut en effet « mettre, par une éducation appropriée, la population noire en état de supporter la liberté ». Par précaution supplémentaire, Tocqueville refuse au nouveau libre l'accès à la propriété. Il s'en explique : « Si les nègres émancipés ne pouvant ni demeurer en vagabondage ni se procurer un petit domaine en étaient réduits, pour vivre, à louer leurs services, il est très vraisemblable que la plupart d'entre eux resteraient dans les sucreries... En interdisant momentanément aux nègres la possession de la terre que fait-on donc ? On les place artificiellement dans la position où se trouve naturellement le travailleur d'Europe. Assurément, il n'y a pas là de tyrannie et l'homme auquel on n'impose que cette gêne au sortir de l'esclavage ne semble pas avoir le droit de se plaindre. »

Le duc de Broglie, ancien président du conseil, se prononce, dans un rapport de 1843, pour l'abolition de l'esclavage, mais après un délai de dix ans.

Il est formel et écrit : « La condition de tout progrès dans l'ordre intellectuel et moral, c'est un peu de calme. » Déjà cet argument ! « Pour maintenir, au moins pendant quelques années, l'esprit des Noirs dans une situation paisible, il faut sans doute leur montrer la liberté en perspective, mais il faut la leur montrer à distance. »

C'est cependant au cours de cette période que se situera un geste historique. Les ouvriers de Paris, dans une pétition du 22 janvier 1844 à la Chambre des députés, qui recueillera

7 000 signatures, réclament l'abolition de l'esclavage. En voici quelques extraits :

« Messieurs les députés,

« Les soussignés ouvriers de la capitale ont l'honneur, en vertu de l'article 45 de la Charte constitutionnelle, de venir vous demander de bien vouloir abolir, dans cette session, l'esclavage... »

« C'est pour obéir au grand principe de la fraternité humaine que nous venons donc vous faire entendre notre voix en faveur de nos malheureux frères les esclaves. »

« Fiers de l'initiative que nous prenons, nous sommes sûrs que notre pétition aura de l'écho dans notre patrie et nous avons confiance dans la justice des députés de France. »

Mais le Gouvernement, celui de Guizot et de l'amiral de Mackau, ministre des colonies, biaisera comme d'habitude. En guise de solution on propose, en 1845, de garantir à l'esclave la propriété de son pécule et on lui permet d'en faire le prix de sa rançon.

L'immense mérite des membres du Gouvernement de 1848 sera de rejeter tout compromis avec ce crime contre l'homme, et c'est la raison pour laquelle le Gouvernement a choisi cette référence.

La seconde raison qui conduit le Gouvernement à choisir la référence à 1848, c'est que l'abolition de l'esclavage est indissociable du souvenir de Victor Schoelcher.

M. le rapporteur a longuement évoqué la vie et l'action politique de cet homme et je n'y reviens pas. J'ai moi-même, au l'occasion de souligner au Sénat, où l'un des fauteuils porte, gravée, la figure de Victor Schoelcher, que son souffle n'a pas cessé avec lui et que, encore aujourd'hui, et avec beaucoup de modestie, le Gouvernement s'en inspire. Mais je n'ai pas eu le sentiment — ainsi que je l'ai indiqué au début de mon intervention — que ce souffle avait parcouru également tous les bancs. J'espère qu'aujourd'hui on n'engagera pas, à l'Assemblée nationale comme au Sénat, une fausse bataille à l'occasion de ce texte relatif à une commémoration.

Victor Schoelcher donc, nous incite, par son souvenir, par l'exemple qu'il fut, à choisir cette date de 1848 dont on pourra évidemment toujours démontrer, d'une manière ou d'une autre, qu'elle n'est pas la bonne ou qu'elle est arbitraire. Mais il en fallait une et nous avons pensé qu'il valait mieux commémorer les actes que les intentions, même si, bien évidemment, il a fallu d'abord beaucoup d'intentions pour arriver aux actes. Il a également fallu beaucoup de luttes, beaucoup de souffrances et, peut-être surtout, beaucoup de silence sur le sort de ces centaines de milliers de destins mutilés.

La deuxième question est celle de la date.

Messieurs les députés, vous savez déjà que le Gouvernement a décidé de laisser les conseils généraux de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion libres de choisir la date qui leur paraîtrait la plus opportune, qui correspondrait à leurs traditions historiques et populaires. Ceux qui connaissent les départements d'outre-mer savent tous que cette abolition de l'esclavage y est déjà célébrée. Ainsi les conseils généraux respectifs ont proposé le 20 décembre pour la Réunion, le 22 mai pour la Martinique, le 27 mai pour la Guadeloupe et le 10 juin pour la Guyane.

Les considérations locales expliquent ces différences de dates et le Gouvernement estime qu'il était bon qu'il en soit ainsi car, sans entrer dans le détail — les raisons en ont fort bien été exposées par M. le rapporteur — ces dates correspondent à des événements politiques déterminants de l'histoire locale et liés à l'abolition de l'esclavage.

Le souci du Gouvernement est que la République célèbre ce grand moment. Mais le Gouvernement est également soucieux que l'on n'évacue pas de leur propre histoire, ceux qui en ont été les acteurs et les bénéficiaires, bref ceux qui ont lutté. Je crains — je tiens à le souligner dès maintenant — que ceux qui nous opposent l'unicité de la République n'aient d'autre préoccupation que celle d'essayer, justement, de priver de leur propre histoire ces populations qui ont combattu, qui ont souffert et qui, le moment venu, avec les mots et les moyens — rares à l'époque — qui étaient les leurs, ont donné le coup de boutoir final et ont participé à leur propre libération.

La troisième question était de savoir comment associer la nation tout entière à la commémoration de l'abolition.

Il n'était pas possible d'accorder, en même temps, un jour férié aux collectivités territoriales mentionnées dans le projet de loi et en métropole. J'ai déjà expliqué que le problème de concordance de date était insoluble. Par ailleurs, il faut bien reconnaître — et c'est naturel — que le retentissement de l'évé-

nement qu'a constitué l'abolition de l'esclavage est aujourd'hui beaucoup plus fort — surtout dans la jeunesse — outre-mer qu'en métropole.

Toutefois, comme le mentionne l'exposé des motifs du projet de loi, il est évident que le souvenir d'un acte d'une telle portée humaine, morale et sociale, qui honore l'histoire de notre pays, intéresse la collectivité nationale tout entière. C'est pourquoi je me suis engagé au nom du Gouvernement à faire en sorte que soit célébré cet événement en métropole, selon des modalités qui pourraient prendre la forme d'une journée nationale, tandis que, dans les collectivités territoriales d'outre-mer concernées par le projet, le commissaire de la République serait associé aux manifestations commémoratives.

Mesdames, messieurs les députés, on sait qu'après l'abolition de l'esclavage — sous le Second Empire qui le proscrivit, comme sous la III^e République, qui le fit sénateur inamovible — Schoelcher poursuivit l'œuvre qu'il avait commencée en 1848.

Il voulut jeter, outre-mer, les bases d'une seconde émancipation politique et économique. Emancipation économique : il voulait faciliter l'accès du prolétariat noir à la propriété et transformer les colonies en véritables démocraties économiques. Emancipation politique : il voulait l'émancipation des vieilles colonies sur le plan politique.

La grandeur de Schoelcher fut de reconnaître, dans toutes les composantes ethniques de l'humanité, les mêmes facultés, les mêmes aspirations, le même droit fondamental à l'épanouissement. Son message demeure donc actuel et vivant ; il est encore apte à inspirer le législateur pour résoudre les problèmes qui se posent aujourd'hui outre-mer.

Telles sont, mesdames, messieurs les députés, les observations que je tenais à formuler. Je vous demande d'excuser la longueur de certains rappels historiques, mais, pour autant que je sache — et j'ai siégé sur ces bancs — on ne parle pas si souvent de ces hommes, de ce qu'ils ont fait. Il n'est donc pas injustifié que, pour une fois, l'Assemblée nationale de la République française ait consacré quelques minutes au rappel de leur action. C'est ce rappel et celui de l'histoire de ces peuples martyrisés que le Gouvernement vous propose d'intégrer dans l'histoire de la République française.

On peut d'ailleurs s'étonner — certains d'entre vous le feront peut-être — que nul n'y ait songé jusqu'à ce jour. C'est, en tout cas, à l'honneur de M. le Président de la République d'y avoir pensé et d'avoir voulu cette commémoration.

J'espère que, sur un tel sujet, nous n'assisterons pas, une nouvelle fois, à une fausse bataille. S'il devait en être ainsi, je répondrais, mais je plains d'avance ceux qui auront à s'opposer à ce projet, car je ne voudrais pas avoir à le faire. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)*

M. le président. Dans la discussion générale, la parole est à M. Jacques Brunhes.

M. Jacques Brunhes. Monsieur le secrétaire d'Etat, en présentant devant le Sénat votre projet de loi pour commémorer l'abolition de l'esclavage vous avez émis le souhait — vous venez de le réitérer — qu'il puisse, vu sa dimension symbolique, faire l'unanimité par-delà les divisions traditionnelles des familles politiques françaises.

Vous proposiez, dans le texte initial, de retenir comme date de la commémoration en métropole, le 27 avril, en hommage à Victor Schoelcher et d'instituer un jour férié dans les départements d'outre-mer, qui serait fixé dans chaque collectivité en fonction de son histoire locale. Objectif précis, limité, pour marquer un grand moment de l'histoire de la République française.

Or, après un débat obscur, la Haute assemblée, par sa majorité de droite, nous envoie un tout autre texte, où disparaissent la référence à Victor Schoelcher, l'institution d'un jour férié dans les départements d'outre-mer et la prise en compte des spécificités de l'histoire locale. En fait, l'Assemblée discute aujourd'hui un tout autre projet de loi que celui déposé par le Gouvernement, en conformité avec les engagements pris, dès l'arrivée de la gauche au pouvoir, l'an dernier.

Je ne m'attarderai pas sur les objectifs qui ont pu déterminer l'attitude de la majorité sénatoriale. Mais chacun constatera qu'une fois de plus la droite manifeste, par son refus de reconnaître l'histoire propre, spécifique à chaque collectivité d'outre-mer, son esprit colonialiste.

Le groupe communiste, pour sa part, appuie votre volonté de respecter la spécificité des départements d'outre-mer car celle-ci renvoie aux luttes des esclaves, qui ont jalonné l'his-

toire coloniale au XVIII^e siècle et à la première moitié du XIX^e siècle, à toutes ces femmes, à tous ces hommes anonymes qui ont payé de leur vie le droit à la dignité humaine.

Il n'est que justice que ces personnes et leurs dirigeants soient rappelés à la mémoire collective de notre peuple et des populations d'outre-mer, car leur combat a joué un rôle décisif dans leur émancipation. Conjugué avec la lutte des forces progressistes en métropole, il a arraché l'abolition du monstrueux système esclavagiste. Cela paraît clairement dans le rapport envoyé au ministre des colonies, par le gouverneur de la Martinique, pour justifier son arrêté d'abolition de l'esclavage, signé à la suite de l'insurrection du 22 mai 1848. C'est pourquoi je me permets de le citer : « C'était la seule planche de salut qui restât au pays, le seul moyen de sauver la ville de l'incendie et de la dévastation... personne ne regrettera plus que moi qui l'ai signé que la nécessité ait contraint à produire un pareil acte dans le siècle où nous sommes. »

Monsieur le secrétaire d'Etat, c'est pour bien souligner la contribution décisive des luttes des esclaves à l'abolition de l'esclavage, que nous souhaitons voir figurer dans le texte de loi, une référence explicite à celles-ci.

De même, le groupe communiste appuie le choix de la date retenue dans le texte initial pour commémorer cet acte de fraternité dont l'auteur fut Victor Schoelcher.

Rendre hommage à Schoelcher, c'est à notre sens rendre également hommage aux masses populaires de France les plus conscientes, qui luttaient avec lui contre l'esclavage avant 1848. La victoire de Schoelcher sur les forces esclavagistes, c'est également la victoire du peuple de Paris, des vainqueurs des barricades, ceux-là qui jadis avaient signé les pétitions et les avaient portées le 22 janvier 1844 — comme vous l'avez rappelé, monsieur le secrétaire d'Etat — à la Chambre des députés, pour réclamer l'abolition de l'esclavage. Sans la lutte des forces de progrès et de démocratie, la victoire de Schoelcher sur l'esclavage n'aurait pas été possible.

En décidant de commémorer l'abolition de l'esclavage, la gauche française rend aussi, presque un siècle et demi après l'événement, l'hommage à cette solidarité prolétarienne, à toutes ces forces démocratiques qui ont participé à cette œuvre d'émancipation.

Enfin, monsieur le secrétaire d'Etat, nous pensons que la commémoration de cet acte, qui marque une avancée de la liberté, manifeste la volonté du Gouvernement d'œuvrer pour d'autres avancées démocratiques pour les travailleurs et surtout, de combattre les relents de la mentalité esclavagiste, qui s'expriment aujourd'hui dans les diverses manifestations de racisme. En ce sens, votre projet est d'actualité et revêt une importance politique. C'est la raison pour laquelle le groupe communiste le votera. *(Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes.)*

M. le président. La parole est à M. Sablé.

M. Victor Sablé. Monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, certains auront l'outrecuidance de contester l'urgence de ce projet de loi ou plutôt la précipitation avec laquelle il est présenté.

L'abolition de l'esclavage est en réalité célébrée dans tous les départements d'outre-mer à des dates différentes mais avec le même éclat. Cette tradition reflète le profond attachement des populations au souvenir de la Révolution de 1848. Elle est aussi la manifestation de sentiments d'unanime gratitude, dépourvue de toute impureté idéologique. Elle ne se prête à aucune tentative d'appropriation partisane et la consécration législative ne pourra rien ajouter à la ferveur populaire.

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. Si ! Un jour férié !

M. Victor Sablé. Je ne parlerai pas des jours fériés !

Mais ce projet est peut-être inspiré d'autres considérations. Espérez-vous curieusement résorber les problèmes économiques et sociaux qui se posent en se tournant vers le passé ?

M. René Rouquet, rapporteur. Qu'est-ce que cela signifie ?

M. Jacques Brunhes. Problèmes que vous avez créés !

M. Victor Sablé. Je pense qu'il est des sujets plus urgents à traiter que ces questions dont on a débattu depuis déjà très longtemps. D'ailleurs M. Aimé Césaire a déjà tout dit et tout ce qu'on peut dire aujourd'hui n'est que redite et logomachie.

M. le président. Monsieur Sablé, M. le secrétaire d'Etat souhaite vous interrompre. L'y autorisez-vous ?

M. Victor Sablé. Volontiers !

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat, avec l'autorisation de l'orateur.

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. Je vous remercie, monsieur Sablé.

Je vous répondrai que si, pendant vingt-cinq ans, vous l'aviez décidé, je ne serais pas obligé aujourd'hui de me « précipiter » !

M. Jacques Brunhes. Très bien !

M. Victor Sablé. Monsieur le secrétaire d'Etat, je pense qu'il n'y avait pas urgence puisque, je le répète, depuis un siècle et demi, les populations d'outre-mer célèbrent spontanément et unanimement la commémoration de l'abolition de l'esclavage. Par conséquent, l'initiative du Gouvernement ne peut être qu'une tentative d'appropriation partisane.

Il y a peut-être une autre considération. Cherche-t-on une justification historique à des micro-nationalismes qui naissent des insatisfactions du sous-développement ?

Vous avez, monsieur le secrétaire d'Etat, très justement rappelé au Sénat que, le 21 mai 1961, M. le Président de la République rendait au Panthéon devant des millions de Français un hommage solennel à trois grands hommes de notre histoire : Victor Schoelcher, Jean Jaurès et Jean Moulin.

Je voudrais, à ce sujet, exprimer un regret.

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. D'autres l'ont déjà fait !

M. Victor Sablé. Sans doute ! C'est que je l'avais soufflé, à quelqu'un.

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. C'est lui, ce n'est pas vous !

M. Victor Sablé. Je le répète maintenant à titre personnel car j'ai connu personnellement l'homme dont je vais parler. Je suis au regret de vous rappeler que le gouverneur Eboué était socialiste, mais il l'était avec toute la discrétion que lui commandaient les fonctions qu'il exerçait à l'époque.

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. Et lui ne s'était pas trompé ?

M. Victor Sablé. Non ! Et nous sommes quelques-uns comme lui.

Cet homme, qui aurait subi son sort d'esclave avant Victor Schoelcher, a joué un rôle considérable dans l'histoire contemporaine. C'est pourquoi je regrette que François Mitterrand, élu Président de la République, n'ait pas déposé une rose sur sa tombe toute proche.

M. Jean Fontaine. Parce qu'il fut gaulliste !

M. Victor Sablé. D'ailleurs les cendres de Félix Eboué et de Victor Schoelcher ont été transférées le même jour au Panthéon.

M. Jean Fontaine. Félix Eboué avait suivi le général de Gaulle !

M. Victor Sablé. Monsieur le secrétaire d'Etat, l'un des crimes les plus odieux contre l'esprit et les plus préjudiciables à la personne humaine est de faire croire à certains peuples qu'ils furent les seuls dans le passé à avoir connu l'infamie de l'esclavage. La perfidie peut même aller jusqu'à perpétuer ce souvenir paralysant dans la mémoire collective de certains peuples en laissant entendre que certains autres, d'une essence différente, ont été épargnés par ce fléau. On veut bien célébrer l'esclavage chez les autres, mais on se garde bien de rappeler l'esclavage que l'on a connu soi-même sur son propre territoire. C'est une des raisons pour lesquelles la précipitation avec laquelle le Gouvernement présente ce projet me paraît un peu suspecte.

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. Voilà un an qu'il est déposé !

M. Victor Sablé. Vous l'avez présenté au lendemain même de l'élection de la gauche ?

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. Absolument !

M. Victor Sablé. Seulement le Sénat a bloqué l'affaire pendant un certain temps.

M. Jacques Brunhes. Quel aveu !

M. Victor Sablé. En tout cas, les conseils généraux consultés ont donné un avis favorable.

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. A l'unanimité.

M. Victor Sablé. En effet, et je n'ai pas l'intention d'ailleurs, monsieur le secrétaire d'Etat, de contester cette unanimité, puisque j'ai rappelé que depuis un siècle et demi c'est l'unanimité, non pas seulement des conseils généraux, mais des populations tout entières.

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. Je vous répondrai.

M. Victor Sablé. Pour une fois les électeurs et les élus sont tout à fait d'accord, qu'ils soient de droite ou de gauche.

Ils ont choisi des dates différentes pour tenir compte des épisodes de l'histoire locale.

La Martinique a choisi le 22 mai car, le 22 mai 1848, une émeute éclatait à Saint-Pierre pour protester contre l'arrestation arbitraire d'un esclave. Le pouvoir colonial a dû capituler parce que des décrets avaient été pris le 27 avril. C'est dans ces conditions que le gouverneur Rostoland a proclamé l'abolition de l'esclavage avant même d'attendre l'arrivée du haut commissaire de la République, qui était d'ailleurs un homme de couleur, né à Saint-Pierre, Auguste Perrinon.

Mes chers collègues, je me pose la question : dans quel pays l'abolition de l'esclavage est-elle officiellement commémorée par le gouvernement ? On observe que les hommes, une fois libérés de la servitude, par les luttes héroïques qu'ils ont menées, réservent leurs énergies pour les batailles de l'avenir plutôt que de s'attarder dans les phantasmes du passé.

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. Cela vous gêne !

M. Victor Sablé. Je ne connais pas d'Antillais, en ce qui me concerne, qui ne se souviennent de ses ascendances africaines et qui ne se sente, au fond de l'âme, l'héritier spirituel du grand Alsacien qu'était Victor Schoelcher. Tous ont maintenant acquis une telle habitude de la liberté qu'ils auraient plutôt tendance à soupçonner, parfois injustement, ceux qui leur rappellent le passé, de vouloir les manipuler pour les mettre au service des propagandes politiques.

M. le président. Monsieur Sablé, je me permets de vous rappeler que vous étiez inscrit pour cinq minutes et que vous parlez depuis huit. Je vous invite donc à conclure.

M. Victor Sablé. Je vais conclure, monsieur le président, mais je vous demande de noter que M. le secrétaire d'Etat m'a fait l'honneur de m'interrompre à plusieurs reprises.

M. le président. Monsieur Sablé, je précise que le temps d'interruption est décompté de votre temps de parole.

M. Victor Sablé. Je vais conclure, monsieur le président.

Mes chers collègues, le Gouvernement manque de cohérence : d'une part, il affirme qu'il s'agit d'un acte d'une portée nationale qui honore notre pays, intéresse la collectivité nationale tout entière, d'autre part, il renvoie à plus tard les modalités de sa propre participation. Moi, je demande qu'il n'y ait qu'une seule date pour célébrer cet événement de caractère national. Je ne voudrais pas qu'il y ait deux procédures différentes : une loi d'urgence pour les départements d'outre-mer, anciennes colonies, et des décrets laissés à la discrétion du Gouvernement. Je voudrais que le Gouvernement participe en même temps que les départements d'outre-mer aux cérémonies qu'il organise. Je n'accepte pas, en ce qui me concerne, une commémoration séparée : d'un côté, une loi pour les anciennes colonies, c'est-à-dire pour les descendants d'esclaves et, de l'autre, une loi métropolitaine pour les descendants des anciens maîtres. Les racistes vont s'emparer de cette commémoration séparée et ne manqueront pas, bien entendu, de rappeler la couleur des uns et celle des autres.

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. Chacun a son maître, monsieur Sablé.

M. Victor Sablé. C'est la raison pour laquelle j'aurais préféré que ce projet de loi soit renvoyé en commission. J'attends les explications que vous donnerez, monsieur le secrétaire d'Etat, avant de me déterminer.

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. Vous silez être servi !

M. le président. Mes chers collègues, je vous rappelle au respect du temps de parole qui vous est imparti. J'ai laissé M. Sablé s'exprimer un peu plus longtemps, ce n'est pas une raison pour que je poursuive.

M. Jean Fontaine. Cela crée un précédent.

M. le président. Le précédent reste le précédent, nous l'oublions.

M. Jean Fontaine. C'est une reconnaissance juridique.

M. René Rouquet, rapporteur. Cela suffit, monsieur Fontaine !

M. Jean Fontaine. Le rapporteur ne m'empêchera pas de parler ! Il y en a un qui préside, les autres se taisent.

M. le président. Monsieur Fontaine, je vous en prie vous n'avez pas la parole.

La parole est à M. Césaire.

M. Aimé Césaire. Monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, décidément, rien n'est simple dès qu'il s'agit des départements d'outre-mer. Les avatars du projet gouvernemental portant sur la commémoration de l'abolition de l'esclavage en sont une preuve supplémentaire.

Prenant acte du fait que dans la plupart des départements d'outre-mer s'est instituée comme spontanément, M. Sablé a raison, une journée de commémoration de l'abolition de l'esclavage des noirs — je parle bien entendu de la mesure prise en 1848, la seule effective — le Gouvernement socialiste a décidé de donner son aval, si je puis dire, à cette coutume, de l'officialiser, de la consacrer. Il propose, par ce projet de loi, de faire du jour anniversaire de l'acte d'émancipation une fête officielle, un jour férié. Cette initiative excellente à tous les points de vue n'a pas pourtant eu l'heur de plaire à tous.

C'est ainsi que ce malheureux texte, tellement simple par ailleurs, a reçu du Sénat un traitement curieux. Il a été tellement transformé, tellement dénaturé, tellement défiguré qu'il en est devenu méconnaissable.

D'abord, toute référence à l'année 1848 disparaît. On nous renvoie à pluviôse an II, comme si les deux dates étaient inséparables l'une de l'autre, à ceci près, soit dit en passant, que la décision prise en pluviôse an II n'a été que théorique et que l'abolition effective devait avoir lieu plus de cinquante ans plus tard, le 27 avril 1848.

Puis, pour éviter de faire de la date anniversaire de ce jour glorieux une journée chômée, le Sénat fixe autoritairement la commémoration au « premier dimanche qui suit la date anniversaire du 16 pluviôse an II ».

Je suis très frappé, pour ma part, par l'attachement sénatorial au calendrier républicain. (*Sourires.*) Et si j'osais être irrévérencieux, je proposerais mieux encore : revenir aux jours supplémentaires que ce calendrier avait réservés pour les fêtes civiques et fixer la célébration de notre date anniversaire non pas au premier décade de pluviôse mais à la première sans-culottide de l'année. (*Rires.*)

M. Jean Fontaine. Chiche !

M. Aimé Césaire. Mais soyons sérieux et employons un langage moins sybillin pour les travailleurs appelés à participer, eux les premiers, à une fête que nous voulons très large et que nous devons nous garder de confondre avec n'importe quel jour de repos dominical.

Et puis, il y a une deuxième bizarrerie sénatoriale. Elle consiste à insérer, dans le texte très clair du Gouvernement, une manière d'hymne au statut départemental. Il s'agit là d'une initiative particulièrement malheureuse, car elle a pour conséquence d'introduire, dans le texte qui eût dû faire l'unanimité, de mesquines et d'indécentes préoccupations partisans.

M. Jacques Brunhes. Très bien !

M. Aimé Césaire. En somme, par les soins de certains, ce texte, comme depuis quelque temps tous ceux qui concernent l'outre-mer, devient un prétexte à potémiques et à chicanes.

Cela dit, j'estime que le Gouvernement a été bien inspiré de revenir à son texte primitif. L'objet en est simple et est précisé dans l'exposé des motifs : il s'agit de célébrer l'événement qui s'est passé il y a cent trente-quatre ans lorsque la II^e République décréta, les 4 mars et 27 avril 1848, que nulle terre française ne pourrait plus porter d'esclaves.

A cet événement est lié le nom de celui qui l'a inspiré, proposé et presque imposé, Victor Schœlcher.

Victor Schœlcher, qui est-ce ? Que de fois n'avons-nous pas entendu cette question lorsque, au lendemain de son élection à la présidence de la République, François Mitterrand eut l'admirable pensée d'aller déposer une rose, la troisième, sur la tombe de l'abolitionniste.

Victor Schœlcher, qui est-ce ? Eh bien, Victor Schœlcher c'est, pour résumer en trois mots, un humaniste, un militant des droits de l'homme, un socialiste.

Quand je dis « un socialiste », entendons-nous bien. Le socialisme de Victor Schœlcher n'est pas une doctrine d'économie politique ; c'est avant tout une éthique. Les phrases clefs de son œuvre me paraissent être celles-ci : « Si l'on dit une fois que ce qui est moralement mauvais peut être politiquement bon, l'ordre social n'a plus de boussole. La violence commise envers le membre le plus infime de l'espèce humaine affecte l'humanité entière. La liberté d'un homme est une parcelle de la liberté universelle. Vous ne pouvez toucher à l'une sans compromettre l'autre tout à la fois. Un principe en socialisme, c'est le cerveau en physiologie, c'est l'axe en mécanisme. Sans principes respectés, il n'y a plus de société. »

Et je ne résiste pas à la tentation de le citer encore : « La liberté individuelle est antérieure à toutes les lois humaines ; elle fait corps avec nous, et aucune puissance imaginable ne peut consacrer la violation de ce principe naturel. L'homme a le droit de reprendre par la force ce qui lui a été enlevé par la force, l'adresse ou la trahison ; et pour l'esclave, comme pour le peuple opprimé, l'insurrection est le plus saint des devoirs. »

C'est de phrases de ce genre qu'il faut partir, je crois, pour comprendre l'œuvre de Victor Schœlcher. Je veux dire qu'il faut admettre une fois pour toutes qu'à l'origine de son engagement militant il y a d'abord une postulation éthique et une exigence morale.

Aussi bien est-ce le même mouvement qui porte Victor Schœlcher vers les ouvriers de son pays, les ouvriers de son temps, victimes désignées d'un capitalisme sauvage, et vers les Noirs d'Afrique, rafiés par la traite, ou les Noirs des Antilles et d'Amérique, dont le travail et la sueur alimentèrent jadis ce que les marxistes appellent l'accumulation primitive.

Tout cela, aux yeux de Schœlcher, c'était le même combat : le combat pour la raison, le combat pour la justice, le combat pour les droits de l'homme.

En tout cas, ce qu'il y a de remarquable dans ce combat, c'est la ténacité, la persévérance, l'acharnement même avec lesquels Victor Schœlcher le mena pendant plus de cinquante ans. Rien ne l'arrêta, ni les préjugés, ni les insultes, ni l'outrage, ni la calomnie. Avec un indomptable courage, il tint bon et, dans un secteur limité mais significatif, il finit par l'emporter.

C'est cette victoire que nous souhaitons voir commémorée, la victoire d'un homme, dont nous voulons que la mémoire soit gardée et désormais largement célébrée, comme nous voulons que soit célébré le souvenir du martyr et de héros anonymes, issus tous de ces peuples, jamais résignés, qui, périodiquement, se lèvent, génération après génération, pour revendiquer et pour combattre.

J'ai parlé de l'action et de l'œuvre de Victor Schœlcher. Or, de cette œuvre, de cette action, on assiste depuis quelque temps à des tentatives sournoises de dénaturation, on dirait maintenant de récupération. Certains — et on n'y a pas manqué au Sénat — n'ont pas oublié d'insister sur le fait que Victor Schœlcher est le premier à avoir employé les mots « département d'outre-mer », et ils n'ont pas hésité à revendiquer Victor Schœlcher comme parrain de l'assimilationnisme antillais. Bref, dans la bataille qui se livre autour du problème du statut des Antilles ou de la Réunion, c'est à qui mobilisera Victor Schœlcher, dans ses propres rangs.

A mon avis, l'entreprise est vaine et, à la limite, déloyale. Il ne faut pas demander aux hommes du siècle dernier de résoudre des problèmes qui ne se posaient pas à eux. Le problème qui se posait à Victor Schœlcher, ce n'était pas de choisir entre centralisation et décentralisation, entre paternalisme et responsabilité, entre identité culturelle et acculturation. C'était, condition première de tout futur débat, celui, élémentaire, de la liberté de tous les hommes, quelle que fût leur race ou leur couleur, et celui de l'égalité de tous devant la loi. La finalité de l'action de Schœlcher n'est pas un statut juridique, mais la qualité et la valeur de la condition humaine.

Victor Schœlcher était certainement partisan de l'extension de la loi française à des hommes exposés, livrés sans loi à l'arbitraire de maîtres sans foi ni loi. Mais il n'était pas partisan du maintien de privilèges anachroniques. Il n'était pas partisan de l'immobilisme politique. Il n'était pas partisan de la confiscation du pouvoir local entre les mains de quelques-uns, toujours les mêmes.

Et s'il était partisan, et un partisan acharné, de l'instruction publique conçue dans l'optique de son époque, il était, pour avoir dépouillé avec une admirable curiosité les écrits de tous

les explorateurs et de tous les historiens de l'Afrique, les Caillé, les Mollien, les Mungo Park, pour avoir eu, l'un des premiers, la révélation de la valeur et de l'éminente dignité des civilisations africaines jusqu'à lui méconnues et ravalées au rang de la barbarie, il était, dis-je, trop conscient de tout cela pour que l'on puisse aujourd'hui s'autoriser de lui pour approuver ou soutenir une politique de nivellement des identités régionales et de laminage des peuples.

En conclusion, monsieur le secrétaire d'Etat, l'initiative du Gouvernement de permettre pour tous la commémoration, dans des conditions de dignité, de la date anniversaire de l'abolition de l'esclavage en 1848 est une excellente initiative. Elle permettra de rappeler la figure d'un homme qui fut l'un des premiers combattants de la cause des droits de l'homme. Elle permettra aux Antillais et aux Réunionnais de prendre une plus claire conscience de leur passé et d'être ainsi mieux à même de préparer leur avenir. Elle permettra à tous de se rappeler que le combat, le séculaire combat pour la liberté, l'égalité et la fraternité, n'est jamais entièrement gagné, et que c'est tous les jours qu'il vaut la peine d'être livré. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. le président. La parole est à M. Fontaine.

M. Jean Fontaine. Monsieur le secrétaire d'Etat, lorsque le conseil général de la Réunion s'est réuni pour donner son avis sur votre projet de loi, la première question qui nous est venue à l'esprit fut la suivante : pourquoi commémorer l'abolition de l'esclavage chez nous puisque, somme toute, en métropole aussi il y a eu le servage, avatar de l'esclavage ?

Avec le sens caractérisé de la repartie nuancée qui vous singularise, vous auriez répondu : « Pourquoi pas ? »

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. On commémore la Révolution ! Quelle question !

M. Jean Fontaine. En effet, pourquoi ne pas célébrer cet événement en métropole aussi, au même titre que le 14 juillet ?

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. Quelle question pour un républicain !

M. Jean Fontaine. Je vous dénie le droit de prononcer de telles paroles. Vous n'êtes pas plus républicain que moi. Et j'ai l'avantage d'avoir apporté la preuve de ce que j'avance en défendant les principes de la République sur les champs de bataille, ce que vous n'avez pas encore eu l'honneur de faire. Et je souhaite d'ailleurs pour vous que vous n'en n'ayez jamais l'occasion.

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. Vous me reprochez d'être né trop tard ?

M. Jean Fontaine. « ... dans un monde trop vieux. » Non, je ne vous reproche rien, ce serait trop bête.

En effet, pourquoi ne pas célébrer cet événement qui, incontestablement, fait partie de notre patrimoine national et particulièrement local. La seule ambiguïté résidant dans la question : pourquoi maintenant ? Notre histoire serait-elle en passe d'être oubliée ? A moins que ce ne soit là la traduction dans les faits de ce que voulait dire M. le Premier ministre lorsqu'il déclarait à la Réunion : « Il faut réconcilier les départements d'outre-mer avec leur siècle. »

C'est un grand penseur noir, devenu ou redevenu d'actualité avec la mode envahissante et sonore du reggae, qui rappelait fort justement qu'« un peuple sans connaissance de son histoire, de ses origines et de sa culture ressemble à un arbre sans racines ». Mais, pour lui comme pour nous, on ne saurait isoler tel ou tel événement pour le porter au pinacle et reléguer dans les armoires aux vieilles lunes les grandes dates qui ont fait de l'homme réunionnais ce qu'il est aujourd'hui.

Privilégier l'abolition de l'esclavage par rapport à la départementalisation, par exemple, est-ce vraiment juste ? N'y aurait-il pas là quelque arrière-pensée politique ?

C'est pour pouvoir apporter à ces questions des réponses pertinentes qu'il convient de replacer l'événement dans son contexte historique, dans son environnement économique et social.

C'est Pierre Mauroy, toujours lui — vous aurez noté que j'ai de bonnes références — qui à la Réunion, avec un certain bonheur dans l'expression, parlait de « cette île qui n'a commencé à vivre que lorsque la France et elle se sont rencontrées ».

Il est vrai que cette île, à l'origine, était déserte et vierge de toute occupation humaine. Il est vrai qu'elle n'a commencé à vivre qu'avec l'arrivée de douze mutins français qui provenaient du comptoir de Fort-Dauphin que la France venait de fonder à Madagascar. Cela se passait en 1646. Mais il faudra attendre 1663 pour que le peuplement de la colonie se fasse sans solution de continuité, et c'est Colbert qui confia ce soin à la compagnie des Indes orientales, nouvellement créée.

La mise en valeur exigea une main-d'œuvre nombreuse que la compagnie des Indes était incapable de trouver en Europe. Elle chercha donc à la recruter à Madagascar, en Afrique et aux Indes.

Mais, dès 1664, une déclaration du roi interdit de vendre aucun habitant originaire du pays comme esclave ni d'en faire le trafic. De fait, les premiers travailleurs recrutés à l'extérieur sont désignés sous le vocable de « domestiques ». Et il faudra attendre la fin du xvii^e siècle et le début du xviii^e pour que l'esclavage de fait, sinon de droit, s'établisse à Bourbon.

Au départ, il fut très important, puisqu'on comptait quarante et un esclaves pour dix hommes libres. Mais l'évolution de la population permettait de constater en 1848 qu'il y avait treize esclaves pour dix hommes libres. Le fossé, qui du temps de la compagnie des Indes et de la période royale séparait le niveau des libres et des esclaves, tendit donc à se combler. C'est qu'entre-temps une classe sociale intermédiaire, celle des affranchis, s'était constituée pour former une sorte de zone de transition sociale.

On assista au cours des quarante années qui précédèrent l'émancipation des esclaves à un véritable brassage des populations et à une certaine égalisation des conditions de vie. Les unions entre libres et esclaves étaient de plus en plus nombreuses et elles furent légitimées.

Cela explique pourquoi, n'en déplaise à certains esprits chagrins, l'émancipation des esclaves à Bourbon n'a pas été vécue comme le résultat d'une lutte des classes. Si l'événement posa un problème, ce fut surtout pour les blancs. Dès lors, l'abolition de l'esclavage chez nous apparut surtout comme un événement humain, politique et économique.

Notre situation n'est pas, à cet égard, comparable à celle des Antilles françaises. Alors que, là-bas, la classe asservie donna non seulement des meneurs d'hommes, voire des chefs d'Etat, on chercherait vainement à Bourbon plus qu'une forte tête parmi les esclaves. C'est pourquoi l'émancipation réalisée le 20 décembre 1848 par le commissaire général Sarda Garriga ne provoqua aucun trouble, contrairement à ce qui se passa aux Antilles.

Mais il reste, et je vous en donne volontiers acte, que l'abolition de l'esclavage est un événement important de notre histoire, ne serait-ce qu'en raison de ses conséquences humaines, économiques et sociales qui déterminèrent durablement l'avenir de notre île.

Mais notre histoire n'est pas seulement, selon la formule de Queneau, une suite de malheurs des hommes. Il y eut aussi et il y a aussi, et j'espère qu'il y en aura encore, des grands moments de joie, d'allégresse, de fierté et de dignité. Pourquoi ne pas les évoquer ? Pourquoi donc privilégier le malheur ? C'est là un sentiment masochiste qui n'est pas familier aux Orientaux que nous sommes.

L'abolition de l'esclavage n'a pas pour autant fait disparaître toutes les difficultés de la vie quotidienne comme d'un coup de baguette magique.

Alors, comment être libre quand on n'a pas les moyens de sa liberté ? L'esclavage n'est pas seulement l'obligation de travailler, l'interdiction de circuler, les punitions arbitraires.

Or, pendant la période coloniale qui suivit, si en droit nous étions libres, notre dignité d'homme n'en était pas pour autant reconnue, et l'exploitation de l'homme se poursuivait sans vergogne.

En 1945, la situation de la Réunion était catastrophique. L'île était ruinée. Nous étions en plein délabrement économique et intellectuel. La production sucrière était tombée à 13 tonnes contre 280 aujourd'hui. La production du géranium n'était plus que de 45 tonnes à peine, c'est-à-dire l'équivalent de notre stock de sécurité aujourd'hui. Il y avait un seul lycée pour 900 élèves, 37.000 élèves dans le primaire avec des classes de 90 à 100 élèves. Le taux de mortalité était élevé — 40 p. 1.000 — la mortalité infantile excessive, 145 p. 1.000. L'état sanitaire était déplorable et l'alimentation insuffisante.

Cela explique pourquoi, nous qui avons vécu cette période et qui en avons souffert, nous avons accueilli avec un cœur rempli d'espérance la loi de départementalisation et pourquoi

nous souhaitons qu'on ne l'oublie pas, même si elle n'a pas encore répondu à tous nos espoirs. Car, grâce à elle, notre situation, celle des hommes et des femmes de notre île, fut radicalement changée. Pour nous, la loi de départementalisation fut la véritable libération de l'esclavage.

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. Elle a été proposée par un ministre socialiste !

M. Jean Fontaine. Non, monsieur le secrétaire d'Etat, encore une fois vos connaissances ne sont pas à jour !

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. C'est Marius Moutet qui l'a proposée !

M. Jean Fontaine. M. Césaire, qui est présent, pourra vous confirmer qu'il s'agissait d'une proposition de loi déposée par quatre députés — trois socialistes et un communiste — dont un député de la Réunion.

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. L'homme qui était assis à ma place s'appelait Marius Moutet !

M. Jean Fontaine. Certes, mais il s'agissait d'une proposition déposée par des parlementaires d'outre-mer. Elle a d'ailleurs été votée à l'unanimité par l'Assemblée.

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. On se retrouve !

M. Jean Fontaine. Voilà pourquoi nous mettons tant de passions et parfois, je le reconnais, un peu d'outrance à défendre ce statut. Voilà pourquoi nous ne voulons pas qu'on y touche et que nous ne tenons pas à ce que nos enfants en perdent le souvenir. Voilà pourquoi, enfin, nous sommes favorables au texte adopté par le Sénat.

Si notre histoire a souvent été une longue suite de misères, sur le plan humain, nous avons, en revanche, quelques raisons d'être satisfaits. Dans ce *xx*^e siècle, qui, à notre grande honte, restera le siècle des luttes raciales, la population de la Réunion apporte la preuve que des gens venus des quatre coins du monde peuvent vivre et travailler ensemble, sans problème. Chez nous, il y a des classes sociales. On peut même distinguer des ethnies. Mais il n'y a pas et il n'y aura pas — du moins je le souhaite — de problème racial.

C'est la raison pour laquelle vouloir faire de l'abolition de l'esclavage un moment privilégié de notre histoire nous paraît, si je puis dire, relever de l'hémiplegie. Cela sent à plein nez la récupération politique que nous refusons. Notre histoire, oui, et l'abolition de l'esclavage en fait partie. Toute notre histoire, mais rien que notre histoire, et l'on ne peut pas ne pas associer, dans un même élan, à la date du 20 décembre 1848, celle du 19 mars 1946, jour où fut adoptée la loi qui conféra aux quatre vieilles colonies le statut de département français. Il faudra à l'avenir, y associer celle du 2 décembre 1962 qui vit la consécration officielle de ce statut par la plus haute juridiction de notre pays.

Monsieur le secrétaire d'Etat, pour ceux qui, comme nous, ont connu le régime colonial, pour la jeunesse qui arrive actuellement sur le marché du travail, la véritable loi d'abolition de l'esclavage, c'est la loi qui confia aux quatre vieilles colonies le statut de département français.

C'est la raison pour laquelle nous voulons associer à la date du 20 décembre 1848 celle du 19 mars 1946, qui s'attache à la départementalisation. (Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'Union pour la démocratie française.)

M. le président. La parole est à M. Moutoussamy.

M. Ernest Moutoussamy. Monsieur le secrétaire d'Etat, nous réjouissons de ce projet de loi qui permettra de commémorer officiellement l'abolition de l'esclavage dans les départements d'outre-mer. Cette décision, qui est à l'honneur du Gouvernement, va contribuer, j'en suis persuadé, à réconcilier ces peuples avec eux-mêmes, avec leur histoire et avec leur culture. Je ne reviendrai pas, sur Victor Scholcher, personnage honoré dans nos régions — et je m'associe pleinement à l'hommage que vous lui avez rendu, ainsi que plusieurs de nos collègues. J'ajouterai que nous n'avons jamais confondu la France exploitée et colonialiste, celle des puissances d'argent, des ducs, des princes et des barons, avec la France de la liberté et de la démocratie.

Pendant les heures les plus sombres de ce crime odieux contre l'humanité que fut l'esclavage, des voix, celle de la Société des amis des Noirs et celle des hommes épris de justice, se

sont élevées de cette France pétrie d'humanisme et de fraternité pour exiger la fin du fléau, véritable attentat contre la dignité humaine. Il convient de saluer aussi l'acte de fraternité des ouvriers de Paris qui, le 22 janvier 1844, réclamèrent dans une pétition la liberté pour leurs frères de classe.

Monsieur le secrétaire d'Etat, pendant le court laps de temps qui m'est imparti, j'entends à cette tribune rendre hommage surtout à ceux qui ont été artisans de leur propre libération.

En effet, alors que pour les esclavagistes assoiffés de sang et de profit « la liberté n'était pas un aliment pour l'estomac des nègres », toujours des hommes et des femmes esclaves ont résisté à l'oppression monstrueuse. Par le suicide individuel ou collectif, combien d'entre eux ont cherché dans la mort la liberté que ne leur donnait pas la vie ! Quel courage avaient-elles, ces matrones qui provoquaient la mort des nouveaux nés pour leur épargner les chaînes de la servitude !

Oui, monsieur le secrétaire d'Etat, parallèlement à la lutte tenace des abolitionnistes français, des esclaves, même si leur poitrine portait le nom d'un maître estampé au fer rouge, ont refusé de s'agenouiller. Je pense à Jean Louis, à Bonhomme, à Zéphir, à Solitude. Je pense aussi à ceux qui, par centaines, dans la nuit du 28 au 29 août 1793 à Sainte-Anne, à la suite d'une révolte vaincue par les troupes du gouverneur Collot, se firent massacrer plutôt que de se rendre. Je pense encore à tous ceux qui, par le maronnage, fuyaient le fouet et les fers. Et quand, le 4 février 1794, la Convention décréta l'abolition, ils étaient des milliers à connaître le prix de la liberté et surent à nisi encore mieux apprécier la chute de « l'hydre hideuse ».

C'est dire que le *xix*^e siècle, qui commençait, portait véritablement les semences de l'émancipation et qu'il allait encore accentuer la lutte des classes. Ceux donc qui, pendant quelques brèves années, vécurent sous le couvert de la loi du 16 pluviôse de l'an II, entendirent protéger ce bien suprême. Aussi comprenons-nous la passion qui les enflamma quand Bonaparte rétablit la cruauté, la barbarie et l'exploitation esclavagiste au service des colons.

Ils écrivirent alors, monsieur le secrétaire d'Etat, la plus belle page de notre histoire, ces patriotes de la Guadeloupe qui, avec un héroïsme exemplaire, décidèrent de résister à la loi du tyran. Et tandis que la voix de Delgrès, dans la ville de Basse-Terre, montait vers la postérité pour clamer l'innocence du peuple en lutte pour sa liberté et pour flétrir les porteurs des fers de l'esclavage, à Pointe-à-Pitre, Ignace, martyr de la cause libératrice, tombait avec des centaines de frères et de sœurs sous les coups des troupes esclavagistes.

« Vivre libre ou mourir », ce fut leur volonté.

Portés par la foi des justes, le 28 mai 1802 — les communistes ont d'ailleurs proposé au conseil général de Guadeloupe la date du 28 mai pour la commémoration de l'abolition — sur les hauteurs du Matouba, autour de Delgrès, d'autres, des compagnons amoureux de la liberté et de la dignité, après des combats désespérés, se séparèrent de la vie en hommes libres. Ils savaient qu'ils ne mourraient pas entièrement. Et, monsieur le secrétaire d'Etat, ils ne sont pas morts. Ils ne peuvent pas mourir ! Le « boucan » de la liberté qui a embrasé la Guadeloupe ce jour-là ne s'éteindra jamais. Il est un phare éternel pour notre peuple et pour ses fils les plus dignes.

Aussi me semble-t-il juste d'associer le souvenir des luttes anti-esclavagistes à la commémoration de l'abolition, comme je le propose dans un sous-amendement à l'amendement n° 1 de la commission.

Je souhaite par ailleurs que la date de la commémoration, jour férié, soit aussi chômé et payé. Ainsi rendrons-nous hommage à tous ceux qui se sont sacrifiés pour la cause de la liberté. (Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes.)

M. le président. La parole est à M. Esdras.

M. Marcel Esdras. Mesdames, messieurs, le projet de loi qui nous est soumis a pour objet la commémoration de l'abolition de l'esclavage.

La disparition de cette hideuse institution a été le fruit des luttes courageuses, opiniâtres, inégales, menées par les populations asservies pour briser les chaînes de la servitude.

L'histoire de l'esclavage est, en effet, jalonnée d'épisodes héroïques, d'actions d'éclat, individuelles ou collectives, dont la relation se perpétue depuis des années dans nos départements d'outre-mer et dont les auteurs ou les acteurs sont l'objet de la vénération de nos populations et de notre jeunesse.

En Martinique, comme en Guadeloupe, nous avons eu nos nègres marrons, nos Delgrès, Ignace, Massoteau, nos Père et nos Leblant dont le souvenir et les actions glorieuses resteront à jamais gravés dans toutes les mémoires.

Mais nous n'oublions pas non plus que si cette résistance des esclaves fut finalement victorieuse, c'est aussi grâce à de grands Français au premier rang desquels se détache la grande figure de Victor Schoelcher dont le nom a laissé un souvenir impérissable dans le cœur de tous les hommes de couleur.

Peu d'hommes politiques, en effet, pourront devant l'Histoire s'enorgueillir d'avoir pu, par-delà les clivages de toutes sortes, politiques, sociaux, raciaux, idéologiques, rassembler sur leur personne, comme Victor Schoelcher, l'affection et l'admiration unanimes des populations antillaises.

Du reste, il n'existe pas une seule commune chez nous qui ne participe chaque année, régulièrement, par des cérémonies officielles et des réjouissances populaires, à la commémoration, le 21 juillet, de l'abolition de l'esclavage et à la célébration du souvenir de Victor Schoelcher.

Nous ne pouvons par conséquent, monsieur le secrétaire d'Etat, qu'accueillir avec satisfaction l'initiative du Gouvernement qui apporte aujourd'hui à cette tradition populaire locale sa consécration nationale en l'inscrivant dans la loi.

Le projet du Gouvernement a été amendé par le Sénat qui y a apporté des éléments nouveaux. La Haute assemblée a considéré, en particulier, que la commémoration d'un acte d'une telle portée humaine, morale et sociale devrait être célébrée sur l'ensemble du territoire national et qu'il conviendrait d'associer à l'abolition de l'esclavage la fin de cette autre forme de servitude que constituaient les contrats de travail ayant concerné les communautés indiennes aux Antilles et à la Réunion.

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. C'était le fait de la Grande-Bretagne!

M. Marcel Esdras. Je pense que ces éléments nouveaux méritent un examen attentif de la part de notre assemblée qui devrait les retenir et les inscrire dans la loi. Ainsi, le texte que nous examinons aujourd'hui pourrait, pour une fois, recueillir l'unanimité.

Oui, par-delà nos divergences, nous pourrions dans cette enceinte, à l'exemple des populations d'outre-mer, réaliser l'unanimité autour de Victor Schoelcher. Amoureux de la liberté et du progrès, il consacra sa vie à la réflexion et à l'action pour l'amélioration du sort des plus humbles, des faibles, des opprimés, des hommes de couleur.

Certains passages de ses écrits resteront célèbres et font la gloire de la France : « L'esclavage ne peut plus exister sur aucune terre française... » Aux Noirs libérés la République donne pour patrie la France... » Ainsi s'exprimait Victor Schoelcher.

Ainsi, sans doute, ce grand abolitionniste voyait-il l'émancipation politique des populations de ces vieilles terres françaises et, sans doute, imaginait-il pour elles une communauté de destin avec la mère patrie.

Aujourd'hui, cent trente-cinq ans après le décret célèbre du 27 avril 1848 qui a entraîné définitivement la libération physique des esclaves, certains s'interrogent encore sur les moyens et les méthodes d'administration les plus aptes à mettre fin dans les départements d'outre-mer à ces autres servitudes que sont la misère, le chômage, la faiblesse économique, le retard social.

Notre distingué collègue Aimé Césaire a eu raison de dire il y a quelques instants qu'il ne fallait pas mêler la pensée de Victor Schoelcher au débat sur le statut des départements d'outre-mer. Il ne faut ni la récupérer ni la dénaturer. Mais si, aujourd'hui, ceux qui recherchent la dignité, le bonheur, le progrès pour nos populations, n'arrivent point à découvrir les clés de la prospérité pour les départements d'outre-mer, il leur reste toujours la ressource de se retourner de temps à autre vers la grande ombre de Victor Schoelcher, et de lui redemander conseil.

A défaut de pouvoir aux uns et aux autres infuser ses conceptions et ses certitudes, peut-être pourrait-il, du moins, donner un peu plus de sérénité au débat politique, lui qui, avec amour et modestie, a déployé tant de dévouement au service de l'outre-mer.

Telle sera ma conclusion. (Applaudissements sur les bancs de l'unan pour la démocratie française.)

M. Jean Fontaine et M. Victor Sablé. Très bien!

M. le président. La discussion générale est close.

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion de l'article unique du projet de loi dans le texte du Sénat est de droit.

Je rappelle qu'à partir de maintenant peuvent seuls être déposés les amendements répondant aux conditions prévues aux alinéas 4 et suivants de l'article 99 du règlement.

La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. Mesdames, messieurs, je tiens à répondre aux critiques qui ont été émises par certains orateurs.

Je voudrais dire d'abord à M. Esdras que j'ai beaucoup apprécié ses propos. Cela étant, je crois que rien dans la présentation que j'ai faite du projet ne permet à quiconque de dire que le Gouvernement a essayé...

M. Marcel Esdras. Je n'ai rien dit de pareil, monsieur le secrétaire d'Etat! C'est chaque fois la même chose!

M. Roch Pidjet. Mais laissez parler M. le secrétaire d'Etat!

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. Pour une fois, monsieur Esdras, je vous fais un compliment. Ne vous fâchez donc pas!

J'étais en train de dire que, conformément à votre vœu, nous ne nous étions livrés à aucune tentative de récupération. Et je souhaite — si toutefois vous sentez à garder votre calme — que, ainsi que vous l'avez fait, on évite de mêler des querelles partisans à cette affaire. Y a-t-il dans mes propos quelque chose qui vous offense?

Comme vous, je ne souhaite pas que l'on mélange l'affaire du statut des départements d'outre-mer avec un projet de loi sur lequel tout le monde devrait être d'accord. Tous les orateurs ont souligné que l'on commémorait déjà l'abolition de l'esclavage dans les départements d'outre-mer. C'est vrai, on la commémore même avec beaucoup plus de ferveur que certains ont bien voulu le laisser croire, surtout parmi la jeunesse.

A ce sujet, je rappelle que l'année dernière, pour la première fois, les représentants du Gouvernement ont été associés à cette manifestation à laquelle ils ont, malgré l'absence de texte législatif, donné dans toute la mesure du possible un caractère officiel.

Dans ces conditions, — et je ne m'adresse pas à vous monsieur Esdras, au contraire — pourquoi M. Sablé a-t-il évoqué quelques notions assez curieuses?

D'abord, monsieur Sablé, je ne sais pas ce que sont les « impuretés idéologiques ». Peut-être pourrez-vous nous faire un cours sur ce sujet et nous expliquer quels livres il faut lire et ceux qu'il faut brûler. Il existe, certes, des familles de pensées parfois antagonistes — et l'on s'en aperçoit lorsqu'il s'agit de l'outre-mer; comme le soulignait M. Césaire — mais parler d'impuretés idéologiques, c'est utiliser un vocabulaire d'inquisiteur dont je pensais qu'il avait sombré dans les abîmes méditerranéens. Il semble qu'il n'en soit rien, puisque vous l'exhumez aujourd'hui.

Vous vous êtes étonné de deux choses. Y a-t-il, d'abord, appropriation partisane? Si tel est le cas, c'est parce que certains ont voulu faire de ce projet une affaire partisane. Je ne vois pas, en effet, ce qu'il peut y avoir de partisan dans son exposé des motifs ou dans son dispositif. Il suffisait que la majorité du Sénat se dise d'accord sur le fond, reconnaisse qu'il y avait eu un oubli de la part de notre République, et ce n'était plus alors l'affaire du Gouvernement, mais celle du Parlement, comme cela s'était passé en 1946 pour le statut, que vous ne cessiez de rappeler.

Au lieu de cela, on a évoqué le statut des départements d'outre-mer, puis on est remonté à pluviôse, à nivôse, et j'en passe — M. le député maire de Fort-de-France nous a fait sur le sujet un cours en « ôse » qui n'était pas osé pour autant. (Sourires.)

M. Jean Fontaine. Il a tout de même parlé de sans-culottide!

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. On a ensuite fait valoir qu'il fallait respecter l'événement des conseils généraux, qui ont tous choisi une date différente. Mais dans le même temps, il aurait fallu que la date de la commémoration de l'abolition soit la même partout, dans les départements d'outre-mer et en métropole. On a complètement escamoté, sous des explications qui n'ont pas été reprises ici, mais qui n'étaient pas très agréables à entendre, la question du jour férié. Car enfin, dans le projet de loi, il n'est question de rien d'autre, et j'aimerais savoir si l'opposition est pour ou contre ce jour férié.

Je n'ai pas entendu la moindre allusion à ce problème. Et il en a été de même au Sénat. Aucun des membres de l'opposition n'a jamais prononcé les mots de « jour férié ». C'est tout de même curieux ! Ces « oublis » semblent traduire une conscience collective de l'opposition.

M. Sablé a demandé : « Pourquoi pas Félix Eboué ? » Jusqu'à, je n'avais rien à redire. Mais M. Fontaine a éprouvé le besoin de crier : « Parce qu'il fut gaulliste ! » Je rappelle à M. Fontaine, au cas où il l'aurait oublié, que le Président de la République a rendu aussi hommage à Jean Moulin. Je ne puis donc accepter ses interjections partisanses. Je me demande parfois, messieurs de l'opposition, jusqu'à quel degré de passion vous irez.

Enfin, M. Sablé a exprimé une crainte qui me paraît beaucoup plus grave, car elle pose des questions de fond. Elle constitue d'ailleurs le leitmotiv de cette « religion » à laquelle faisait allusion hier M. le député maire de Fort-de-France. Vous avez déclaré, monsieur Sablé : « Ne cherche-t-on pas la justification de micro-nationalismes ? » Je vous répondrai simplement, sans aucun esprit polémique, que je plains très sincèrement ceux qui se cherchent des raisons de vivre dans la négation de leur propre identité.

M. Ernest Moutoussamy. Très bien !

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. Je les plains, car c'est l'une des formes les plus tristes d'aliénation qui puisse exister. Un homme n'est pas destiné à vivre par procuration, non plus que par imitation. C'est profondément contraire aux principes mêmes de la vie et de la création. Certes, monsieur Sablé, vous êtes libre de passer votre vie et de consacrer vos efforts à essayer de donner, d'effacer ce qu'il peut y avoir d'original et, à ce titre, d'éminemment respectable dans la personnalité des Martiniquais, des Guadeloupéens, des Réunionnais ou des Guyanais. Pour ma part, je vous laisse cette tâche d'uniformisation. Je suis très heureux, au contraire, d'avoir à conduire, au nom du Gouvernement, une politique qui donne aux hommes les moyens d'être eux-mêmes, c'est-à-dire qui leur donne les moyens de l'émancipation. Or le présent texte vise précisément à célébrer l'émancipation. Je comprends parfaitement, monsieur le député de la Martinique, qu'à ce titre-là vous soyez décidé à voter contre.

Cela étant, j'ai également entendu parler des formes d'aliénation modernes. C'est même à cette occasion que l'on m'a dit que célébrer la disparition de l'esclavage, c'était très bien mais peut-être hâtif. Vous vous rendez compte ! Il serait prématuré, voire excessif, de célébrer en 1982 un acte d'émancipation qui date de 1848 !

Vous ne m'avez pas d'ailleurs proposé de calendrier, monsieur Sablé. Peut-être, voulez-vous, pour que cela vous paraisse suffisamment réfléchi, que l'on attende la fin du siècle, ou bien le deuxième centenaire de cet événement. Vous ne nous avez pas dit ce que vous en pensiez. Je me demande même si vous ne vouliez pas tout simplement rejeter cette décision dans l'éternité.

C'est vrai qu'il y a aujourd'hui des formes d'aliénation et que les départements d'outre-mer sont les départements où les inégalités sociales sont les plus fortes. C'est vrai qu'il faut aller dans les départements d'outre-mer pour comptabiliser les analphabètes par dizaines de milliers. C'est vrai que le taux de chômage dépasse 30 p. 100 dans les départements d'outre-mer. C'est vrai que l'on y constate des compartements de type racial et que les originaires de ces départements se heurtent souvent en métropole à des problèmes de cet ordre. C'est vrai que c'est leur spécificité, leur particularité. Nous en sommes tous conscients. Le conservatisme n'a pas changé, et il est toujours présent. J'ai pu ainsi constater depuis dix-huit mois que, lorsqu'il s'agissait de combattre les inégalités sociales, d'attenter à certains privilèges et de mettre en place les moyens d'un appareil de production — que vous avez, messieurs de l'opposition, évacués de vos discours mais dont les professionnels eux-mêmes reconnaissent qu'il est sans précédent dans l'histoire de l'outre-mer — je vous ai toujours trouvé contre moi.

Je ne désespère pas que, un jour ou l'autre, tel ou tel d'entre vous, lassé de porter le poids du conservatisme ou passant par inadvertance devant le miroir de l'histoire, rejoigne nos rangs. On a vu d'autres conversations.

M. Jean Fontaine. Pas celle-là !

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. Et je préfère des conversions vers la lumière que la permanence des ténèbres. (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

Article unique.

M. le président. « Article unique. — La commémoration de l'abolition de l'esclavage, de la fin de tous les contrats d'engagement souscrits à la suite de cette abolition ainsi que la commémoration de l'érection de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion en départements français sont l'objet, en France métropolitaine, dans les départements d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte, de cérémonies qui ont lieu le premier dimanche qui suit la date anniversaire du 16 pluviôse, an II. »

Je suis saisi de deux amendements, n° 1 et 2, pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 1, présenté par M. René Rouquet, rapporteur, est ainsi libellé :

« Rédiger ainsi l'article unique :

« La commémoration de l'abolition de l'esclavage fait l'objet d'une journée fériée dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, ainsi que dans la collectivité territoriale de Mayotte.

« Un décret fixe la date de cette commémoration pour chacune des collectivités territoriales visées ci-dessus. »

Sur cet amendement, M. Moutoussamy a présenté deux sous-amendements, n° 3 et 4.

Le sous-amendement n° 3 est ainsi rédigé :

« Au début du premier alinéa de l'amendement n° 1, après les mots : « La commémoration », insérer les mots : « des luttes anti-esclavagistes et ».

Le sous-amendement n° 4 est ainsi rédigé :

« Dans le premier alinéa de l'amendement n° 1, après le mot : « fériée », insérer les mots : « chômée et payée ».

L'amendement n° 2, présenté par MM. Esdras, Sablé et Camille Petit, est ainsi libellé :

« Rédiger ainsi l'article unique :

« La commémoration de l'abolition de l'esclavage est l'objet en France métropolitaine, dans les départements d'outre-mer, et dans la collectivité territoriale de Mayotte, de cérémonies qui ont lieu le 21 juillet.

« En outre, cette commémoration est l'objet dans les départements d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte d'une journée fériée, dont la date, qui sera fixée par décret, pourra ne pas être la même pour toutes ces collectivités. »

Mes chers collègues, j'appelle votre attention sur le fait que le vote de l'un ou de l'autre de ces deux amendements entraînera une nouvelle rédaction de l'article unique et vaudra vote sur l'ensemble du projet de loi. C'est donc avant leur mise aux voix que devront intervenir les explications de vote.

Dans ces conditions, je me montrerais libéral dans la discussion de ces amendements et je donnerai la parole à un orateur par groupe.

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 1.

M. René Rouquet, rapporteur. Il s'agit de rétablir l'article unique dans sa rédaction initiale, en tenant compte de deux modifications rédactionnelles.

M. le président. La parole est à M. Esdras, pour soutenir l'amendement n° 2.

M. Marcel Esdras. Cet amendement apporte, à notre sens, une amélioration aux propositions faites par le Gouvernement. Nous pensons, en effet, que la commémoration d'un événement d'une si grande portée, pour qu'elle puisse revêtir tout son sens, devrait se dérouler sur l'ensemble du territoire national. Il ne nous paraît pas logique, ni convenable que la commémoration d'un acte de cette portée, qui honore la nation tout entière et ses représentants, ne soit célébrée que dans les départements d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte.

Bien entendu, nous avons pris acte des déclarations de M. le secrétaire d'Etat, qui figurent d'ailleurs dans l'exposé des motifs, selon lesquelles l'ensemble du territoire national serait associé à cette commémoration. Mais nous aurions préféré, car cela lui donnerait une plus grande portée, que ce fût inscrit dans la loi.

Par ailleurs, nous proposons que le 21 juillet soit retenu comme date unique pour la commémoration. Cette date, chacun l'a rappelé, est déjà retenue de manière unanime sur place pour la commémoration à la fois de l'abolition de l'esclavage et du souvenir de Victor Schoelcher. Elle correspond, en effet, à l'anniversaire de sa naissance. Par conséquent, elle pourrait mettre tout le monde d'accord.

En revanche, le jour férié, dont nous souhaitons effectivement l'instauration, monsieur le secrétaire d'Etat, pourrait être différent selon les départements, et le Gouvernement pourrait tenir compte du choix des conseils généraux.

Je pense que l'adoption de mon amendement ne pourrait qu'améliorer le texte du Gouvernement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 2 ?

M. René Rouquet, rapporteur. La commission s'est prononcée contre cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 et 2 ?

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. Je regrette, monsieur Esdras, mais, d'après l'extrait des registres d'actes de naissance de l'an XII, Schoelcher est né le 22 juillet et non le 21 juillet. Dont acte, mais ce n'est pas grave !

Cela dit, votre amendement contient des dispositions acceptables et d'autres qui ne le sont pas. L'économie générale n'est pas acceptable. Vous avez reconnu vous-même tout à l'heure, comme tous les orateurs, que l'habitude était déjà prise dans les départements d'outre-mer de faire une célébration. C'est le cas le 20 décembre à la Réunion. Cette fête a lieu au mois de mai à la Martinique, quelques jours plus tard en Guadeloupe, au mois de juin en Guyane.

Et là, pour sacrifier à la mythologie...

M. Marcel Esdras. Mais non !

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. Mais si, à la mythologie de l'uniformité telle que vous l'avez érigée en dogme depuis peut-être qu'il existe des temples...

M. Marcel Esdras. Pas du tout !

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. ...vous voulez que ce soit le même jour partout. Ou bien vous continuez à craindre je ne sais quel fantôme ou je ne sais quel fantôme, ou bien — et ce serait plus grave à mes yeux — vous cherchez par là à évacuer les particularités de chacune des histoires de ces départements.

En tout cas, sur ce point, je serai très ferme. Le Gouvernement a choisi : c'est évidemment l'amendement n° 1 qui constitue la bonne formule, et non l'amendement n° 2.

Je vous ferai d'ailleurs observer que l'Etat n'a pas besoin de lois pour célébrer des fêtes. A en croire l'opposition, si l'exécutif n'y était pas obligé par une loi, il risquerait de l'oublier. Comment se fait-il qu'elle ait attendu le septennat de François Mitterrand pour envisager de telles dispositions ? C'est particulièrement étonnant de la part de gens qui furent si longtemps sans mémoire !

En ce qui concerne les jours fériés, votre amendement ne peut être accepté, car il concerne tous les départements d'outre-mer. Or, que je sache, il n'y a jamais eu d'esclavage à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Je demande donc à l'Assemblée de rejeter l'amendement n° 2 et d'adopter l'amendement n° 1.

M. Jean Fontaine. Et Mayotte ?

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. Mayotte figure dans le texte.

M. le président. La parole est à M. Moutoussamy, pour soutenir les sous-amendements n° 3 et 4.

M. Ernest Moutoussamy. Sur le sous-amendement n° 3, je me suis exprimé tout à l'heure à la tribune. J'entends simplement associer le souvenir de tous ceux qui ont lutté contre l'esclavage à la commémoration de son abolition.

Concernant le sous-amendement n° 4, il me semble que ce serait une juste compensation que de rendre ce jour de commémoration chômé, férié et payé dans les départements d'outre-mer. L'événement prendrait alors toute son ampleur, d'autant que certaines conventions collectives en ont déjà accepté le principe. Monsieur le ministre, en inscrivant cette mesure dans la loi, vous permettrez à tous les travailleurs d'en profiter.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur ces sous-amendements ?

M. René Rouquet, rapporteur. Ces deux sous-amendements reprennent une disposition d'un amendement qui avait été présenté en commission par M. Moutoussamy et que celle-ci avait rejeté.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur ces sous-amendements ?

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. On a parlé tout à l'heure, monsieur Moutoussamy, de « récupération ». Je viens de dire à l'instant à M. Esdras — qui, bien sûr, n'est pas visé personnellement — que le Gouvernement n'entend pas que l'on puisse dire d'une manière ou d'une autre que ce que nous nous considérons comme appartenant au patrimoine de la République, à notre histoire collective, est aujourd'hui l'enjeu d'une action partisane.

Je serais presque tenté de vous opposer à rebours les arguments que j'ai développés tout à l'heure. De même que je ne souhaite pas qu'on associe la loi de 1946 à l'abolition de l'esclavage, de même, monsieur Moutoussamy, parce que nous savons l'un et l'autre en cette affaire que les mots ont leur importance, je pense que l'expression « commémoration de l'abolition de l'esclavage » est suffisamment explicite. Elle englobe tout. Je pense n'avoir rien oublié — tant dans l'exposé des motifs du projet que dans mes explications — de ces luttes auxquelles vous avez fait allusion.

Le Gouvernement veut éviter que ce qui doit être une fête devienne l'enjeu de querelles entre ceux qui la commémoreront ce jour parce qu'ils considéreront qu'il a une certaine signification politique et ceux qui refuseront de la commémorer le même jour parce qu'ils ne lui attribueront pas la même valeur.

Je vous demande donc, monsieur le député, de bien vouloir retirer le sous-amendement n° 3. L'idée que vous voulez introduire me semble incluse dans la commémoration de l'abolition de l'esclavage.

Pour ma part, je regretterais que l'on transforme en débat idéologique et d'actualité — les mots ne sont pas neutres dans cette affaire — un acte que le Gouvernement a voulu solennel et, pour autant que cela soit possible, dégagé des contingences actuelles.

Quant au sous-amendement n° 4, visant à rendre ce jour férié et payé, je vous ferai observer que le seul jour férié et payé est le 1^{er} mai, c'est-à-dire la fête du travail — même si les autres jours fériés sont automatiquement payés pour tous les salariés qui sont mensualisés, je pense notamment à la fonction publique.

M. Jean Fontaine. Me permettez-vous de vous interrompre ?

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. Fontaine, avec l'autorisation de M. le secrétaire d'Etat.

M. Jean Fontaine. Vous avez raison de préciser que le seul jour férié et chômé est le 1^{er} mai. Et nous, législateurs, nous ne pouvons instituer de jour férié sans que nous soit opposé l'article 40 de la Constitution. Je ne comprends pas d'ailleurs que ce sous-amendement ait pu venir en discussion.

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. J'allais précisément le faire observer, monsieur Fontaine.

Dans la fonction publique, il n'y a pas de problème, puisque les fonctionnaires sont mensualisés. Dans le secteur privé, on peut s'appuyer sur les conventions collectives. Et, très franchement, la dynamique est telle et les progrès accomplis en ce sens sont tels que je serais étonné qu'on n'arrive pas à y inscrire cette réalité.

Mais, en tout état de cause, bien que l'intention soit tout à fait louable, on ne peut procéder ainsi, en déposant un sous-amendement.

M. le président. La parole est à M. Sablé.

M. Victor Sablé. Monsieur le président, j'aimerais savoir à quel moment interviendront les explications de vote ?

M. le président. Monsieur Sablé, je l'ai indiqué avant que ne s'engage la discussion sur les amendements.

Je vais mettre aux voix les deux sous-amendements. Avant de mettre aux voix le premier amendement, je donnerai, d'une manière très libérale, la parole à un orateur par groupe. Les explications sur les amendements vaudront explication de vote. En effet, les amendements tendant à la rédaction d'un article unique, dès que l'un d'eux sera adopté, le projet de loi sera ipso facto approuvé.

M. Ernest Moutoussamy. Je retire les sous-amendements n° 3 et 4.

M. le président. Les sous-amendements n° 3 et 4 sont retirés.

Dans les explications de vote, la parole est à M. Sablé.

M. Victor Sablé. M. le secrétaire d'Etat a longuement parlé de moi et je l'en remercie. Cela m'honore beaucoup mais j'ai l'impression qu'on lui a donné sur mon compte les renseignements les plus faux et les plus mauvais.

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. Mais non !

M. Jean Fontaine. « Timeo Danaos et dona ferentes » !

M. Victor Sablé. Nous célébrons en fait l'abolition de l'esclavage depuis plus d'un siècle et demi, sans qu'aucun gouvernement soit jamais intervenu à cet effet, et cette commémoration fait l'objet de la plus grande ferveur populaire.

Et contrairement à ce que vous avez affirmé tout à l'heure, monsieur le secrétaire d'Etat, ce n'est pas depuis l'année dernière seulement que les autorités participent à cette cérémonie. A la Martinique, dans mon enfance, j'ai toujours vu, le 21 juillet, ou parfois le 27 avril — selon que l'on voulait célébrer la naissance de l'abolitionniste ou le décret de la II^e République — le gouverneur des colonies et, depuis 1946, le préfet de la Martinique, entouré bien entendu des autorités civiles et militaires, participer à cette commémoration : cela ne date donc pas de l'année dernière !

En ce qui concerne l'institution d'un jour férié, M. Fontaine a rappelé que nous ne pouvions déposer un tel amendement car il se serait vu opposer l'article 40 de la Constitution. Cet article, par contre, n'est pas opposable au Gouvernement et vous pouvez fort bien, monsieur le secrétaire d'Etat, proposer d'instituer un jour férié.

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. C'est bien ce qu'a fait le Gouvernement !

M. Victor Sablé. Je suis partisan moi aussi du jour férié et nous souhaitons que les conseils généraux fixent eux-mêmes un jour correspondant aux aspirations des populations des différents départements. Mais je ne peux admettre que la commémoration de l'abolition de l'esclavage ait lieu à une date en métropole et à une autre date dans les départements d'outre-mer : cette date doit être la même sur l'ensemble du territoire de la République, quitte à ce que le jour férié soit différent d'un département à l'autre. J'espère avoir été clair.

Par ailleurs, monsieur le secrétaire d'Etat, vous avez commis un certain nombre d'erreurs.

Ce n'est pas Marius Moutet qui a pris l'initiative, en 1946, de demander la départementalisation mais des députés communistes, des députés socialistes et un député radical, Gaston Monherville. J'ajoute, et l'on peut se référer au *Journal officiel*, qu'il y a eu des controverses assez vives à ce propos entre M. Aimé Césaire, ici présent, et Marius Moutet et Valentino.

Par conséquent, lorsque nous parlons de départementalisation, je vous en prie, ne prononcez pas le nom de Marius Moutet !

Contrairement à vos affirmations, je ne voterai pas contre ce texte (Ah ! sur les bancs des socialistes et des communistes) ni mon groupe non plus. (Mêmes mouvements.)

M. François Mitterrand. Allez jusqu'au bout !

M. Victor Sablé. Il n'y a là rien d'étonnant car je suis un héritier authentique de Victor Schœlcher. Je l'ai montré toute ma vie et ce n'est pas un gouvernement de gauche qui me fera renoncer à mon idéal !

Vous avez dit tout à l'heure, monsieur le secrétaire d'Etat, que vous ne compreniez pas ce que signifiait « impureté idéologique ». Vous savez très bien qu'il y a une très grande différence entre l'idéologie et l'idéal. L'idéologie, c'est le propre de certains partis politiques, qui recourent à des procédés assez vils pour tenter de violer la conscience populaire.

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat. Et il y a les réalistes, n'est-ce pas ?

M. Victor Sablé. L'idéal est très différent.

Vous m'avez contesté le droit, dernièrement, de citer Jaurès. Je l'ai cité parce que, lui, avait un idéal, tout comme Schœlcher ! Mais j'en vois beaucoup, ici et ailleurs, qui n'en ont pas : ils n'ont qu'une idéologie. Ceux-là, monsieur le secrétaire d'Etat, je vous les laisse, je garde quant à moi ceux qui ont un idéal !

M. Marcel Esdras et M. Jean Fontaine. Très bien !

M. le président. La parole est à M. Hory.

M. Jean-François Hory. Il est des moments où l'on est particulièrement fier d'être parlementaire. J'ai personnellement ressenti très fortement cette impression l'année dernière, le 17 septembre 1981, lorsque notre assemblée a décidé d'abolir la peine de mort. Ce jour-là, je pensais avec reconnaissance à ces hommes de la II^e République qui, de toute leur raison et de tout leur cœur, avaient voulu l'abolition de l'esclavage.

Qui ne voit la filiation entre ces grandes réformes ? Au fil des générations, la volonté populaire tend à donner une signification toujours plus large à la devise républicaine « Liberté, égalité, fraternité ».

Vous nous proposez aujourd'hui, monsieur le secrétaire d'Etat, de commémorer l'abolition de l'esclavage. Il semblerait, si l'on en juge par certaines interventions, que cette proposition coule de source et réalise une unanimité facile. Elle n'était pas si simple à faire. Je veux respecter votre souci de ne pas polémiquer dans ce débat, monsieur le secrétaire d'Etat, mais si cette proposition allait vraiment de soi, pourquoi tous les gouvernements précédents, qui en avaient les moyens politiques, ne l'ont-ils pas soumise au Parlement ?

Pourquoi, pendant toutes ces années, avoir témoigné autant de suspicion à l'égard des manifestations organisées localement par les forces progressistes des départements d'outre-mer pour commémorer l'abolition ? Pourquoi le Sénat a-t-il refusé aux habitants des départements d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte un jour férié et pourquoi a-t-il refusé à nos conseils généraux la liberté de choisir la date de la commémoration ?

Dans tout cela, il n'y a pas de hasard. Il ne suffit pas de rappeler que la liberté est un état que l'on ne peut enlever à aucun être humain — c'est une évidence que plus personne en France n'ose contester — il convient de proclamer que c'est aussi un combat, quotidiennement renouvelé. Au demeurant, les aspects les plus actuels de la liberté dans l'outre-mer français font l'objet d'un combat politique où l'on ne retrouve guère cette unanimité à laquelle on voudrait nous faire croire par ailleurs. En effet, la conséquence logique, en 1982, de l'abolition de l'esclavage en 1848, c'est la décentralisation politique, le développement économique et le progrès social.

Vous le rappelez avant-hier à la tribune, monsieur le secrétaire d'Etat : derrière une générosité qui porte le nom d'assistance se dissimule peut-être la forme la plus subtile et la plus dangereuse de l'aliénation. Toutes les mesures que vous avez prises pour rendre aux populations d'outre-mer leur pouvoir de décision, pour développer la base productive de ces départements lointains et amorcer un rattrapage social trop longtemps négligé, s'inscrivent, me semble-t-il, dans le prolongement du courant de pensée qui portait en 1848 les républicains vers l'abolition et l'affranchissement.

La vraie liberté, c'est aussi le droit à la diversité dans l'ensemble national, le droit d'enrichir la collectivité nationale de sa propre différence. — et Dieu sait si celle des départements d'outre-mer et celle de Mayotte sont grandes !

Contre une conception restrictive des institutions, dans lesquelles certains, par une sorte de méfiance à l'égard des citoyens, voudraient voir des verrous, le Gouvernement a commencé un effort d'adaptation qui concourt à accroître la liberté dans l'outre-mer et à rendre compte de ces différences.

Contre cet effort de libération et de démocratisation, le droit mobilise toutes les armes, ainsi qu'on a pu le constater. Certains ont même vu un excès de liberté dans la faculté reconnue aux conseils généraux de proposer la date de la commémoration locale. Nous sommes revenus au texte initial et c'est une bonne chose. Ainsi les élus proposeront-ils, en fonction de l'histoire locale, la date du jour férié dans chacune des quatre anciennes colonies et à Mayotte.

J'ouvre une parenthèse à propos de Mayotte.

Vous avez déclaré au Sénat, monsieur le secrétaire d'Etat, que, n'ayant pas de date précise à proposer, son conseil général a, compte tenu de l'histoire de Mayotte, choisi celle du 27 avril 1848. Le rapporteur a d'ailleurs également fait cette remarque.

En choisissant cette date, le conseil général de Mayotte a surtout voulu montrer l'attachement des Mahorais à la forme républicaine de l'Etat qui a été affirmée en 1848. Car, pour le reste — c'est un point d'histoire important — Mayotte était à cette époque un peu en avance. Français depuis 1841, les Mahorais avaient été libérés de l'esclavage par une ordonnance royale du 9 décembre 1846, alors que les quatre anciennes colonies n'ont connu l'abolition qu'en 1848, et que les Comores, nos voisins, ne l'ont connue qu'en 1896, soit cinquante ans plus tard.

A vrai dire, les motivations du texte de 1846 n'avaient pas grand-chose à voir avec un quelconque humanisme : il s'agissait plutôt, en chassant les sultans comoriens qui avaient occupé l'île de Mayotte au moyen de l'esclavage, de rendre des terrains aux sociétés coloniales métropolitaines. Mais l'exiguïté du territoire de Mayotte et l'insalubrité de son climat découragèrent leur attente, et les sociétés en question ne s'installèrent pas dans le territoire.

C'est alors que l'administration a pris une décision extrêmement importante pour l'avenir de Mayotte : elle a réparti les terres ainsi libérées par les féodaux comoriens, qui avaient regagné leurs îles d'origine, entre les villages, et les a soumises au droit coutumier d'usage collectif.

Ainsi, en quelques années, par l'établissement de la souveraineté française, les Mahorais se voyaient-ils débarrassés des sultans comoriens, de leurs impôts, de leurs querelles incessantes, de l'esclavage, et dotés de terres pour les cultures.

Comment voudrait-on que ne soit pas fortement établie et durablement enracinée dans la mémoire collective des Mahorais l'identification entre le nom de la France et l'idée de liberté ? Pour quoi la France devrait-elle avoir honte ?

Je ferme la parenthèse en vous priant de m'excuser, monsieur le président. (Sourires.)

M. Victor Sablé. C'était très intéressant !

M. Jean-François Hory. A Mayotte comme dans les départements d'outre-mer, la conception la plus forte de la liberté se rattache au souvenir de l'abolition de l'esclavage. C'est à cette conception que le Président de la République a voulu rendre hommage, le 21 mai 1981, en s'inclinant au Panthéon sur la tombe de Victor Schoelcher. Nous devons de la gratitude au Gouvernement qui associe aujourd'hui, par ce projet, l'Assemblée nationale à cet hommage.

Vous aurez sans doute, monsieur le secrétaire d'Etat, senti l'émotion dans ma voix et dans mon propos : c'est que, pour les raisons générales que j'ai rappelées et pour les raisons particulières à Mayotte que je viens d'évoquer, je suis tout particulièrement sensible à l'honneur qui me revient aujourd'hui d'apporter le soutien du groupe socialiste à votre projet. (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 1.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, ce texte devient l'article unique et l'amendement n° 2 n'a plus d'objet.

— 6 —

COUVERTURE DES FRAIS AFFERENTS A L'INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE

Communication relative à la désignation d'une commission mixte paritaire.

M. le président. M. le président de l'Assemblée nationale a reçu de M. le Premier ministre la lettre suivante :

Paris, le 17 décembre 1982.

Monsieur le président,

Conformément à l'article 45, alinéa 2, de la Constitution, j'ai l'honneur de vous faire connaître que j'ai décidé de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure.

Je vous serais obligé de bien vouloir, en conséquence, inviter l'Assemblée nationale à désigner ses représentants à cet organisme. J'adresse ce jour à M. le président du Sénat une demande tendant aux mêmes fins.

Veillez agréer, Monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Cette communication a été notifiée à M. le président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Les candidatures devront parvenir à la présidence avant aujourd'hui, dix-neuf heures quarante-cinq.

A l'expiration de ce délai, elles seront affichées.

Si le nombre des candidats n'est pas supérieur au nombre de sièges à pourvoir, la nomination prendra effet immédiatement.

Dans le cas contraire, elle aura lieu par scrutin.

La commission mixte paritaire se réunira aujourd'hui à vingt-deux heures quarante-cinq.

Suspension et reprise de la séance.

M. le président. La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à dix-neuf heures quinze, est reprise à dix-neuf heures vingt-cinq.)

M. le président. La séance est reprise.

— 7 —

RENOUVELLEMENT DES BAUX COMMERCIAUX EN 1983

Discussion, après déclaration d'urgence, d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion, après déclaration d'urgence, du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1983 (n° 1302, 1311).

La parole est à M. Massot, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

M. François Massot, rapporteur. Monsieur le ministre du commerce et de l'artisanat, mes chers collègues, les textes que nous avons à examiner aujourd'hui se suivent mais ne se ressemblent pas.

Après avoir vogué sur les eaux de l'idéal en évoquant l'abolition de l'esclavage et la liberté, nous allons examiner des questions beaucoup plus terre à terre, qui intéressent le coefficient applicable au renouvellement des baux commerciaux.

En effet, comme chaque année, le Parlement est invité à fixer le coefficient de plafonnement des loyers des baux commerciaux renouvelables pour l'année 1983, cela afin de corriger le jeu normal de l'article 23-6 du décret du 30 septembre 1953, modifié par le décret du 3 juillet 1972.

Ce texte dispose, en effet, que le taux de variation du loyer applicable lors de la prise d'effet du bail à renouveler, si sa durée n'est pas supérieure à neuf ans, ne peut en principe excéder un coefficient, publié chaque année au Journal officiel.

Ce coefficient est obtenu en faisant la moyenne arithmétique de la variation, entre l'année précédant le point de départ du bail à renouveler et celle précédant son expiration, d'une part, de la moyenne annuelle de l'indice trimestriel du coût de la

construction — série nationale — et, d'autre part, du produit de la moyenne annuelle de l'indice trimestriel de la production industrielle — hors bâtiment — par celle de l'indice mensuel des prix à la consommation applicable à la France entière.

Dès la mise en application de ce texte, il est apparu nécessaire de corriger par la voie législative le jeu normal du coefficient de plafonnement qui aurait abouti à une augmentation excessive des baux commerciaux, une telle fixation du coefficient permettant en outre d'éviter les inconvénients dus à l'incertitude qui régnerait entre le 1^{er} janvier et la date de sa publication en raison de la longueur des délais nécessaires à son calcul.

En fait, les loyers ne pourraient être fixés avant le milieu de l'année, d'où une période d'incertitude pendant laquelle bailleurs et locataires seraient dans l'incapacité de les déterminer.

En outre, l'application pure et simple du coefficient aboutirait à des chiffres trop élevés. C'est la raison pour laquelle, d'année en année, le Parlement est saisi par le Gouvernement d'une demande de fixation du coefficient à un chiffre inférieur à celui qui résulterait de l'application pure et simple de la formule que j'ai rappelée il y a un instant.

Au cours des années, ce coefficient a été fixé par le Parlement de la façon suivante : 2,07 en 1975, 2,15 en 1976 et en 1977, 2,25 en 1978, 2,35 en 1979, 2,40 en 1980, 2,45 en 1981 et 2,55 en 1982. Pour cette dernière année, le coefficient non corrigé de l'article 23-6 était de 2,77.

Le projet de loi que vous nous soumettez aujourd'hui, monsieur le ministre, tend à reconduire purement et simplement le coefficient de l'année dernière, soit 2,55. Il est précisé, par ailleurs, que l'application pure et simple du coefficient calculé selon le mécanisme prévu par l'article 23-6 aboutirait, d'après les informations encore un peu incertaines dont nous disposons à l'heure actuelle, à un chiffre de 2,79, qui est donc très voisin de celui de l'année dernière.

La commission des lois a donné un avis favorable à ce projet de loi sans estimer nécessaire de l'amender. Je demande maintenant à l'Assemblée de suivre cet avis.

Mais, monsieur le ministre, avant de terminer, je voudrais formuler un vœu qui, je crois, est renouvelé par tous les rapporteurs d'année en année : il est malsain qu'une loi soit inapplicable et doive faire l'objet d'un correctif annuel. Il serait bon que vos services et vous-même vous penchiez sur la question et proposiez, pour l'année prochaine, un projet de loi qui permette de fixer les baux commerciaux à un chiffre raisonnable, qui n'aboutisse pas à une augmentation injustifiée et qui puisse être appliqué d'année en année, sans que nous ayons tous les ans à examiner cette question.

M. le président. Personne ne demande la parole dans la discussion générale ?...

La parole est à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat.**

M. André Delelis, ministre du commerce et de l'artisanat. Mesdames, messieurs les députés, je remercie le rapporteur, **M. François Massot**, de l'aide qu'il a apportée pour la présentation de ce texte et j'indique que le projet de loi qui vous est soumis répond à deux nécessités : l'une d'ordre technique, l'autre d'ordre économique.

Sur le premier point, le décret du 3 juillet 1972, modifiant l'article 23-6 du décret du 30 septembre 1953, règle les rapports entre bailleurs et locataires et définit les modalités de renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal.

Il n'a cependant jamais pu être exactement appliqué dans le passé. En effet, ce texte prévoit :

« Le taux de variation du loyer applicable lors de la prise d'effet du bail à renouveler — si sa durée n'est pas supérieure à neuf ans — ne peut excéder le coefficient publié chaque année au *Journal officiel*, que s'il est motivé par une modification notable des facteurs locaux de commercialité.

« Ce coefficient est obtenu en faisant la moyenne arithmétique de la variation entre l'année précédant le point de départ du bail à renouveler et celle précédant son expiration, d'une part, de la moyenne annuelle de l'indice trimestriel du coût de la construction (série nationale), et, d'autre part, de la moyenne annuelle de l'indice trimestriel de la production industrielle (hors bâtiment) par celle de l'indice mensuel des prix à la consommation (France entière).

« Pour le calcul du coefficient, ces indices sont ramenés à la base 100 pour l'année précédant la prise d'effet du bail à renouveler, soit 1974. »

Or l'expérience a montré que le calcul prévu par ce texte ne pouvait être réalisé avant un long délai — en pratique le deuxième semestre de l'année au cours de laquelle il est applicable — et que le chiffre obtenu ne correspondait pas toujours à l'évolution de la conjoncture économique.

C'est la raison pour laquelle il a été nécessaire, à partir de 1975, de fixer le coefficient par un texte spécial publié au mois de décembre de l'année précédant celle où le coefficient sera applicable, tant pour éviter la période d'incertitude qui s'écoule avant sa publication que pour corriger les inconvénients du mode de calcul.

La deuxième nécessité est d'ordre économique.

Il s'agit, en effet, de déterminer un indice qui tienne compte des impératifs de lutte contre l'inflation tout en permettant au bailleur de percevoir une rémunération équitable assurant la conservation de son patrimoine immobilier.

L'année dernière, le coefficient adopté par le Parlement a été fixé à 2,55 en ce qui concerne le renouvellement des baux à intervenir à compter du 1^{er} janvier 1982. Pour les renouvellements devant intervenir à partir du 1^{er} janvier 1983, il apparaît donc équitable de reconduire le coefficient retenu pour 1982.

Parce qu'il résulte d'un compromis équilibré entre les bailleurs et les preneurs, le coefficient maximum applicable pour 1983 qui vous est proposé aujourd'hui, c'est-à-dire 2,55, facilitera les opérations de renouvellement des baux commerciaux et évitera bien des litiges.

Je dois préciser, pour conclure, que ce coefficient a été déterminé après une large concertation à laquelle la direction du commerce intérieur de mon ministère a associé toutes les organisations représentatives du commerce, de l'artisanat et des petites et moyennes industries, et notamment tous ceux qui étaient en mesure de représenter les bailleurs et les preneurs.

Je pense pouvoir dire que l'unanimité s'est faite sur le coefficient de 2,55, même si celui-ci n'a pas toujours été adopté, par les uns et les autres, avec le même enthousiasme ; un coefficient est en effet toujours sujet à caution.

Mais il est ressorti de cette discussion, monsieur le rapporteur — et vous avez eu parfaitement raison de le souligner — qu'il fallait revoir le système. Je suis moi-même surpris d'être ici, comme vous, en cette fin de session parlementaire pour fixer un coefficient.

Alors, pour adapter un peu mieux le coefficient en question aux conditions économiques du moment et pour que le Parlement ne soit pas appelé à légiférer, chaque année, pour un seul chiffre, ne faudrait-il pas revoir l'ensemble du dispositif ?

Finalement, il s'agit de conserver le patrimoine immobilier et de concilier les intérêts des propriétaires et des petits commerçants et artisans afin que les loyers n'augmentent pas trop rapidement, surtout en cette période de lutte contre l'inflation et de sortie du blocage des prix.

C'est donc à une conciliation des intérêts des uns et des autres que nous allons nous efforcer d'aboutir pour l'an prochain, et cela assez longtemps avant la fin de l'année pour que nous ayons le temps de consulter les rapporteurs du Parlement et les organisations professionnelles. C'est un rendez-vous à prendre, mais, d'ores et déjà, je vous remercie, mesdames, messieurs, d'adopter le présent projet de loi.

M. le président. Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion de l'article unique du projet de loi dans le texte du Gouvernement est de droit.

Article unique.

M. le président. « Article unique. — En cas de renouvellement, en 1983, du bail d'un local ou d'un immeuble à usage commercial, industriel ou artisanal ainsi que d'un local mentionné à l'article 2 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, le coefficient prévu à l'article 23-6 dudit décret est, par dérogation aux dispositions des alinéas 2 à 5 dudit article, fixé à 2,55. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article unique du projet de loi.

(L'article unique du projet de loi est adopté.)

— 8 —

FORMATION PROFESSIONNELLE DES ARTISANS

Discussion, en deuxième lecture, d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la formation professionnelle des artisans (n° 1318, 1325).

La parole est à Mme Marie Jacq, rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Mme Marie Jacq, rapporteur. Le projet de loi relatif à la formation professionnelle des artisans, adopté par l'Assemblée nationale à l'issue de sa séance du 23 novembre 1982, a été examiné par le Sénat le 15 décembre dernier.

Les modifications apportées par la Haute assemblée ne remettent pas fondamentalement en cause le dispositif issu de nos travaux.

A l'article 1^{er}, le Sénat a adopté une nouvelle rédaction qui précise que la formation continue des artisans doit comprendre le développement de leurs aptitudes à la gestion des entreprises et aussi que les organisations professionnelles appelées à prendre l'initiative d'organiser des formations continues sont celles de l'artisanat. Afin d'éviter toute erreur d'interprétation nous vous demanderons, monsieur le ministre, de nous faire part de votre opinion à ce propos.

A l'article 2, il est précisé que les stages d'initiation à la gestion sont destinés aux « futurs » chefs d'entreprise ainsi qu'à leurs conjoints, les mots « non salariés » étant supprimés : en effet, l'entreprise n'existant pas encore, il ne saurait y avoir de conjoint salarié ou de conjoint non salarié de l'entreprise. Par ailleurs, parmi les responsables de l'organisation de ces stages, les établissements publics d'enseignement et les centres conventionnés ne sont plus mentionnés qu'en tant que de besoin. Sur ce point également, monsieur le ministre, nous vous demanderons des précisions. Autre modification apportée à cet article : il est précisé que, lorsque le futur chef d'entreprise est dispensé de participer au stage de formation, celui-ci reste ouvert à son conjoint. Il est en outre mentionné que les centres de formation appelés à délivrer la formation préalable doivent être conventionnés dans les conditions fixées par les articles L. 920-2 et L. 940-1 du code du travail, ce qui comprend tous les centres conventionnés, publics et privés. Enfin, la formation initiale doit comporter une initiation à la comptabilité générale et à la comptabilité analytique.

A l'article 3, il est prévu que des contributions de l'Etat, des régions et des collectivités territoriales pourront compléter le financement nouveau institué par la loi. Je rappelle que cette possibilité n'était pas exclue par le texte issu des travaux de l'Assemblée nationale.

L'article 4 a fait l'objet d'une modification mineure consistant dans la suppression, au troisième alinéa, de l'adverbe « obligatoirement ».

L'article 5 n'a bénéficié que d'un perfectionnement formel consistant principalement dans la suppression du troisième alinéa.

Les articles 6 et 7 ont été adoptés conformes.

Enfin, à l'article 8, le Sénat a remplacé les mots « des organisations professionnelles et des chambres de métiers » par les mots « mentionnés par la présente loi », ce qui ne modifie pas l'esprit du texte.

La commission ne vous propose donc pas d'amendement et vous invite à adopter sans modification ce projet de loi sur la formation professionnelle des artisans.

Comme il en a été fait état dans le rapport distribué à l'issue de la réunion de la commission, votre rapporteur a considéré, et la commission l'a suivi sur ce point, que la portée des modifications introduites par le Sénat ne justifiait pas la prolongation de la navette.

Toutefois, deux problèmes d'interprétation pourront être utilement éclairés par le débat public. La commission m'a chargée d'interroger le Gouvernement à ce sujet.

D'abord, monsieur le ministre, je vous demande de nous confirmer que la suppression de l'adverbe « notamment » à l'article 1^{er} n'aura pas pour conséquence de limiter les développements futurs de la formation professionnelle et que le système issu de la loi que nous sommes appelés à voter demeurera ouvert et souple.

Ensuite, il doit être clair que la mention « en tant que de besoin » figurant à l'article 2 ne saurait être interprétée comme l'expression d'une volonté de subordonner tous les acteurs appelés à jouer un rôle dans le domaine de la formation initiale des artisans aux initiatives des seules chambres de métiers. Ces dernières ont et conserveront certainement un rôle central, qui ne doit pas toutefois dégénérer en monopole ou en tutelle sur d'autres institutions.

Nous souhaitons, monsieur le ministre, qu'à ces deux questions, vous nous fournissiez des réponses claires et précises.

M. le président. Personne ne demande la parole dans la discussion générale ?...

La parole est à M. le ministre du commerce et de l'artisanat.

M. André Delelis, ministre du commerce et de l'artisanat. Mesdames, messieurs, les modifications apportées par le Sénat au texte voté par l'Assemblée nationale, à l'unanimité, en première lecture ne remettent en cause ni l'économie de ce projet ni la manière dont le Gouvernement a voulu officialiser des actions de formation qui étaient conduites depuis déjà longtemps par les artisans dans le cadre de leurs chambres de métiers ou, éventuellement, de leurs organisations professionnelles.

Le système qui existe fonctionne bien, et il répond à un besoin des artisans eux-mêmes. Mais les dispositions incluses dans le projet de loi permettent d'initier les artisans, jusqu'à présent les actions d'initiation pour ceux qui s'installaient étaient très isolées, ou assez « sporadiques ».

En définitive, après un examen approfondi, il n'apparaît pas que les décisions prises par le Sénat, pour l'article 1^{er} et pour l'article 2, soient de nature à modifier profondément le texte. Les artisans cotisent pour leur formation propre dans le cadre de leurs chambres de métiers ou de leurs organisations professionnelles, mais rien n'interdit que des formations soient organisées en dehors de celles qui le seront par les organisations syndicales professionnelles et par les organismes consulaires.

D'ailleurs à l'article 4 figure une disposition, votée en première lecture par l'Assemblée, selon laquelle des fonds d'assurance formation pourront être créés à l'échelon régional en bénéficiant de financements autres que ceux fixés par la loi. Du reste, la loi sur la décentralisation donne aux régions la possibilité de créer des moyens de formation et de prendre en charge la formation professionnelle qui était jusqu'à maintenant assurée par les soins des administrations de l'Etat.

Rien donc dans la loi n'interdit l'organisation de formations par d'autres collectivités territoriales, ou par l'Etat lui-même, dans le cadre de l'éducation nationale ou de la formation professionnelle. Les chambres de métiers ou les organisations syndicales professionnelles pourraient, par convention, confier à des collectivités, à des établissements d'enseignement ou, éventuellement, à d'autres centres de formation, la possibilité de former des artisans ou de les initier. L'article 2 précise qu'il peut y avoir des centres conventionnés. Il mentionne les établissements publics d'enseignement parmi les responsables de l'organisation des stages.

Pour ma part, je ne crois pas que la suppression de l'adverbe « notamment » dans l'article 1^{er} et la précision apportée par l'expression « en tant que de besoin » dans l'article 2 modifient profondément le texte du projet. Tout reste possible. A partir du moment où ils cotisent, si les artisans entendent organiser la formation dans le cadre de leurs organismes consulaires et de leurs organisations professionnelles, ils pourront bien entendu, le faire dans les conditions fixées par leurs représentants.

En outre, il faut le souligner, l'établissement public national qui va être créé par la loi sera tripartite et composé de représentants des organismes consulaires, des professionnels et de l'Etat. Toutes les initiatives sont possibles dans le cadre de l'établissement public. Au niveau des décrets d'application, j'en donne l'assurance aux députés, nous agissons en sorte que soient ouvertes toutes possibilités de convention avec des établissements d'enseignement.

Je vous demande de voter ce projet dans le texte du Sénat. S'il n'en était pas ainsi, nous prendrions le risque qu'il soit remis en cause au cours des navettes. Or, vous le savez, je suis tenu de respecter l'engagement pris par le Premier ministre, lors de la « table ronde » du 20 septembre à l'Hôtel Matignon : il faut que ce texte soit voté avant le 31 décembre 1982 afin qu'en 1983 les fonds d'action de formation soient mis en place. En effet, une année de financement est nécessaire avant que les formations soient elles-mêmes décidées dans le détail. Il est donc indispensable que ce projet soit voté rapidement.

Le secteur artisanal l'attend. A cet égard, j'ai confiance dans le vote qui sera émis par les députés que je tiens d'avance à remercier.

M. le président. Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion des articles du projet de loi pour lesquels les deux assemblées du Parlement n'ont pu parvenir à un texte identique est de droit dans le texte du Sénat.

Je rappelle qu'à partir de maintenant, peuvent seuls être déposés les amendements répondant aux conditions prévues aux alinéas 4 et suivants de l'article 99 du règlement.

Article 1^{er} à 5.

M. le président. « Art. 1^{er}. — La formation professionnelle continue des artisans, organisée à l'initiative des chambres de métiers et des organisations professionnelles de l'artisanat représentatives, s'adresse aux chefs d'entreprise, à leurs conjoints non salariés et à leurs auxiliaires familiaux. Elle favorise le perfectionnement de leurs connaissances et le développement de leurs aptitudes en ce qui concerne la gestion des entreprises, l'utilisation de nouvelles techniques et l'adaptation aux évolutions de l'économie et de la société; elle contribue à leur promotion sociale et à leur accès à la culture. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

« Art. 2. — Avant son immatriculation au répertoire des métiers ou, pour les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, au registre des entreprises, le futur chef d'entreprise suit un stage d'initiation à la gestion organisé, en liaison avec les organisations professionnelles de l'artisanat représentatives, par les chambres de métiers et, en tant que de besoin, par des établissements publics d'enseignement ou par des centres conventionnés, dans les conditions fixées par les articles L. 920-2 et L. 940-1 du code du travail. Ce stage est ouvert au conjoint du futur chef d'entreprise et à ses auxiliaires familiaux. Il assure une initiation à la comptabilité générale et à la comptabilité analytique, ainsi qu'une information sur l'environnement économique, juridique et social de l'entreprise artisanale.

« Toutefois, le futur chef d'entreprise peut être dispensé de suivre le stage prévu à l'alinéa précédent :

« — si une raison de force majeure l'en empêche, auquel cas il doit s'acquitter de son obligation dans un délai d'un an à compter de son immatriculation ou de son inscription;

« — s'il a bénéficié d'une formation à la gestion d'un niveau au moins égal à celui du stage;

« — s'il a exercé, pendant au moins trois ans, une activité professionnelle requérant un niveau de connaissance au moins équivalent à celui fourni par le stage.

« Lorsque le futur chef d'entreprise est dispensé de participer au stage, celui-ci reste ouvert à son conjoint et à ses auxiliaires familiaux.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article, en précisant notamment les modalités d'organisation, le contenu et la durée du stage d'initiation à la gestion. » — (Adopté.)

« Art. 3. — Le financement des actions de formation continue au bénéfice des artisans, de leurs conjoints non salariés et de leurs auxiliaires familiaux est assuré par une majoration de la taxe pour frais de chambre de métiers. Des contributions de l'Etat, des régions et des collectivités territoriales peuvent compléter ce financement.

« A cet effet, les deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 1601 du code général des impôts sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Cette taxe comprend :

« — un droit fixe par reasortissant dont le maximum est fixé lors du vote de la loi de finances de l'année. Ce droit fait obligatoirement l'objet d'une majoration comprise entre 50 p. 100 et 80 p. 100 de ce maximum en vue de financer des actions de formation continue ;

« — un droit additionnel à la taxe professionnelle, dont le produit est arrêté par les chambres de métiers, sans pouvoir excéder 50 p. 100 de celui du droit fixe, et sans que puisse être prise en compte pour son calcul la majoration prévue ci-dessus. » — (Adopté.)

« Art. 4. — Les ressources provenant de la majoration visée à l'article 3 sont affectées à des fonds d'assurance formation dans les conditions suivantes :

« — une partie, égale à 25 p. 100 du maximum du droit fixe, est répartie entre les fonds d'assurance formation nationaux des organisations professionnelles ;

« — l'autre partie est versée aux fonds d'assurance formation créés par les chambres de métiers ou à ceux auxquels elles adhèrent.

« Des fonds d'assurance formation à caractère interprofessionnel peuvent être créés à l'échelon régional par les chambres de métiers et les organisations professionnelles. Une part des ressources visées au présent article peut leur être affectée.

« Les fonds d'assurance formation mentionnés aux alinéas précédents doivent faire l'objet d'une habilitation par les pouvoirs publics dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. » — (Adopté.)

« Art. 5. — Les ressources affectées aux fonds d'assurance formation visés au deuxième alinéa de l'article 4 sont réparties par un établissement public national à caractère administratif créé à cet effet dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

« Les chambres de métiers de l'Alsace et de la Moselle lui versent une contribution égale, pour chaque artisan, à 25 p. 100 du maximum du droit fixe visé à l'article 3. » — (Adopté.)

Article 8.

M. le président. « Art. 8. — Jusqu'à la mise en application de dispositions législatives et réglementaires propres à assurer, aux salariés des entreprises d'un effectif inférieur à dix, des possibilités réelles d'exercer leur droit à la formation continue, les salariés des entreprises artisanales peuvent bénéficier des actions de formation financées par les fonds d'assurance formation mentionnés par la présente loi. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 8.

(L'article 8 est adopté.)

Vote sur l'ensemble.

M. le président. Dans les explications de vote, la parole est à Mme Eliane Provost.

Mme Eliane Provost. Monsieur le ministre, ce projet met fin à une injustice : la mise à l'écart des artisans de la législation sur la formation continue.

Le texte fait obligation aux candidats à la direction d'une entreprise artisanale et à leurs conjoints de participer à un stage d'initiation à la gestion afin de mieux préparer et de réussir leur installation.

Nous avons enregistré l'engagement que vous venez de prendre et la volonté que vous avez exprimée de permettre la diversification des sources de formation.

Ce projet répond à l'attente des artisans. Il est un des éléments qui leur permettra de conduire dans de meilleures conditions le combat pour leur développement et pour leur emploi.

C'est pourquoi le groupe socialiste le votera.

M. le président. La parole est à M. Brunhes.

M. Jacques Brunhes. Le groupe communiste votera également ce projet.

Je ne peux pas ne pas relever que seuls les députés de la majorité de l'Assemblée le feront en l'absence « physique » de tout député des groupes R. P. R. et U. D. F.

Je n'en tire pas de conclusion personnelle ! J'espère seulement que les artisans, eux, en tireront les conclusions qui s'imposent.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet.

(L'ensemble du projet de loi est adopté.)

— 9 —

AMENAGEMENT DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. J'informe d'ores et déjà nos collègues qu'en accord avec le Gouvernement, l'ouverture de la séance de demain après-midi est reportée de quinze heures à dix-huit heures.

— 10 —

DEPOT D'UN PROJET DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le Premier ministre un projet de loi modifiant les articles L. 417 et L. 418 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

Le projet de loi sera imprimé sous le numéro 1326, distribué et renvoyé à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

— 11 —

DEPOT DE RAPPORTS

M. le président. J'ai reçu de M. Louis Lareng un rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, modifié par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture, relatif aux études médicales et pharmaceutiques.

Le rapport sera imprimé sous le numéro 1324 et distribué.

J'ai reçu de Mme Marie Jacq un rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à la formation professionnelle des artisans (n° 1318).

Le rapport a été imprimé sous le numéro 1325 et distribué.

J'ai reçu de Mme Jacqueline Frayse-Cazalis un rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture, relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

Le rapport sera imprimé sous le numéro 1327 et distribué.

— 12 —

DEPOT D'UN PROJET DE LOI
MODIFIE PAR LE SENAT

M. le président. J'ai reçu, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi de finances rectificative pour 1982, modifié par le Sénat.

Le projet de loi sera imprimé sous le numéro 1323 distribué et renvoyé à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

— 13 —

DEPOT D'UN PROJET DE LOI
REJETE PAR LE SENAT

M. le président. J'ai reçu, transmis par M. le Premier ministre, le texte du projet de loi relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure adopté par l'Assemblée nationale et qui a fait l'objet d'un vote de rejet en première lecture par le Sénat au cours de sa séance du 17 décembre 1982.

Le texte du projet de loi rejeté sera imprimé sous le numéro 1328, distribué et renvoyé à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

— 14 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Samedi 18 décembre 1982, à neuf heures trente, première séance publique :

Vote, sans débat, du projet de loi adopté par le Sénat n° 978 autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique sur l'assistance mutuelle en cas de catastrophes ou d'accidents graves (rapport n° 1246 de M. Georges Bustin, au nom de la commission des affaires étrangères) ;

Vote, sans débat, du projet de loi adopté par le Sénat n° 1135 autorisant l'approbation d'une convention entre la République française et le Royaume de Belgique au sujet de l'amélioration de la Lys mitoyenne entre Deülémont et Menin (rapport n° 1247 de M. Georges Bustin, au nom de la commission des affaires étrangères) ;

Vote, sans débat, du projet de loi adopté par le Sénat n° 1138 autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Chypre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (rapport n° 1248 de M. Philippe Sanmarco, au nom de la commission des affaires étrangères) ;

Discussion du projet de loi adopté par le Sénat n° 1136 autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et les successions (ensemble un protocole) (rapport n° 1314 de Mme Lydie Dupuy, au nom de la commission des affaires étrangères) ;

Discussion du projet de loi adopté par le Sénat n° 1137 autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat de Koweït en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur les successions (ensemble un protocole) (rapport n° 1315 de M. Maurice Adevah-Pœuf, au nom de la commission des affaires étrangères) ;

Discussion, en troisième et dernière lecture, du projet de loi n° 1319 relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (rapport n° 1327 de Mme Jacqueline Frayse-Cazalis, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales) ;

Discussion, en troisième et dernière lecture, du projet de loi n° 1321 relatif aux études médicales et pharmaceutiques (rapport n° 1324 de M. Louis Lareng, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales) ;

Discussion, soit sur rapport de la commission mixte paritaire, soit en deuxième et nouvelle lecture, du projet de loi (n° 1328) relatif à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure.

Eventuellement, discussion, en troisième et dernière lecture, du projet de loi d'orientation des transports intérieurs.

Eventuellement, discussion, en troisième et dernière lecture, du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale.

A dix-huit heures, deuxième séance publique :

Eventuellement, discussion en troisième et dernière lecture du projet de loi de finances pour 1983 ;

Discussion, soit sur rapport de la commission mixte paritaire, soit en deuxième et nouvelle lecture, du projet de loi de finances rectificative pour 1982, n° 1323.

A vingt et une heures trente, troisième séance publique :

Suite de l'ordre du jour de la deuxième séance.

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-neuf heures cinquante.)

Le Directeur du service du compte rendu sténographique de l'Assemblée nationale,

LOUIS JEAN.

Commission mixte paritaire.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LE PROJET DE LOI RELATIF A LA COUVERTURE DES FRAIS AFFÉRENTS A L'INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE NON THÉRAPEUTIQUE ET AUX MODALITÉS DE FINANCEMENT DE CETTE MESURE.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 17 décembre 1982 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés.

Membres titulaires.		Membres suppléants.	
Mme Eliane Provost.	MM. Louis Lareng.	MM. Louis Lareng.	
MM. Jacques Becq.	Louis Moulinet.	Louis Moulinet.	
Claude Evin.	Bernard Bardin.	Bernard Bardin.	
Mme Marie-France Lecuir.	Jean-Hugues Colonna.	Jean-Hugues Colonna.	
M. Francisque Perrut.	Jean-Paul Fuchs.	Jean-Paul Fuchs.	
Mmes Muguette Jacquaint.	Mme Jacqueline Fraysse-	Mme Jacqueline Fraysse-	
Hélène Missoffe.	Cazalis.	Cazalis.	
	M. Etienne Pinte.	M. Etienne Pinte.	

Sénateurs.

Membres titulaires.		Membres suppléants.	
MM. Robert Schwint.	Mme Cécile Goldet.	Mme Cécile Goldet.	
Jean Chérioux.	MM. Louis Souvet.	MM. Louis Souvet.	
Mme Marie-Claude Beaudou.	Charles Bonifay.	Charles Bonifay.	
MM. André Bohl.	Jean Amelin.	Jean Amelin.	
Henri Collette.	Louis Lazuech.	Louis Lazuech.	
Jean Madelain.	Bernard Lemarie.	Bernard Lemarie.	
Pierre Louvot.	Paul Robert.	Paul Robert.	

COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1982.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 17 décembre 1982 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 18 décembre 1982, cette commission est ainsi composée :

Députés.

Membres titulaires.		Membres suppléants.	
MM. Christian Pierret.	MM. Christian Goux.	MM. Christian Goux.	
Michel Charzat.	Michel Berson.	Michel Berson.	
Raymond Douyère.	Jacques Marette.	Jacques Marette.	
Gilbert Gantier.	Claude Germon.	Claude Germon.	
Paul Mercieca.	Emmanuel Hamel.	Emmanuel Hamel.	
Jean-Paul Planchou.	Yves Tavernier.	Yves Tavernier.	
Georges Tranchant.	Dominique Frelaut.	Dominique Frelaut.	

Sénateurs.

Membres titulaires.		Membres suppléants.	
MM. Maurice Blin.	MM. André Fosse.	MM. André Fosse.	
Henri Duffaut.	Louis Perrein.	Louis Perrein.	
Jacques Descours Desacres.	Modeste Legouez.	Modeste Legouez.	
Geoffroy de Montalembert.	Yves Durand.	Yves Durand.	
Jean Cluzel.	René Balayer.	René Balayer.	
Paul Jargot.	Camille Vallin.	Camille Vallin.	
Charles Beaupetit.	Robert Schmitt.	Robert Schmitt.	

Le présent numéro comporte le compte rendu intégral
des deux séances du vendredi 17 décembre 1982.

1^{re} séance : page 8457 ; 2^e séance : page 8470

ABONNEMENTS

EDITIONS		FRANCE et Outre-mer.	STRANGER	DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION 26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 18.
Codes.	Titres.	Francs.	Francs.	
	Assemblée nationale :			
	Débats :			Téléphone } Abonnements : 878-66-31
85	Compte rendu	84	328	Administration : 878-61-39
88	Questions	84	328	TELEX 301176 P. DIEJO-PARIS
	Documents :			
87	Série ordinaire	468	582	
87	Série budgétaire	180	204	
	Séances :			
89	Débats	162	548	Les DOCUMENTS de l'ASSEMBLÉE NATIONALE font l'objet de deux éditions distinctes :
89	Documents	468	588	— 87 : projets et propositions de lois, rapports et avis des commissions ;
				— 87 : projets de lois de finances.

N'effectuer aucun règlement avant d'avoir reçu une facture. — En cas de changement d'adresse, joindre une bande d'envoi à votre demande.

Pour expédition par voie aérienne, outre-mer et à l'étranger, paiement d'un supplément modulé selon la zone de destination.

Prix du numéro : 2 F. (Fascicule de un ou plusieurs cahiers pour chaque journée de débats ; celle-ci pouvant comporter une ou plusieurs séances.)